



**Comment expliquer l'absence de conflit religieux
dans un pays multiconfessionnel ?
Cas de l'Albanie**

Mémoire

Laure LITA

Maîtrise en science politique
Maître ès arts (M.A.)

Québec, Canada

© Laure LITA 2016

Comment expliquer l'absence de conflit religieux dans un pays multiconfessionnel ? Cas de l'Albanie

Mémoire

Laure LITA

Sous la direction de :

Francesco Cavatorta, directeur de recherche

Résumé

Huntington avait-il raison lorsqu'il déclarait que la religion serait un élément sujet à diviser ? Loin de déclarer qu'il existe une recrudescence de conflits dans le monde, force est de constater que la dimension religieuse dans les conflits est quant à elle sur le devant de la scène. Les cas du Liban, de l'Irlande du Nord ou de l'Ex-Yougoslavie, des cas classiques, illustrent parfaitement cette dimension dans l'exacerbation d'un conflit.

Toutefois, ce mémoire tend à expliciter un phénomène particulier ; celui de l'Albanie. Située dans la région des Balkans, un véritable carrefour des religions d'une part et considéré comme un pays multiconfessionnel d'autre part, elle n'a jamais connu de conflit à caractère religieux. Qu'est-ce qui explique que cet État, composé de musulmans, de chrétiens orthodoxes et de catholiques, n'a jamais vu un conflit religieux émerger tandis que ce multiconfessionnalisme est facteur de conflit chez d'autres ?

Nous verrons que l'hypothèse sur laquelle nous nous appuyons est l'absence d'entrepreneurs politique. L'Albanie post-communiste a maintenu la religion séparée du monde politique tout comme ce dernier a évité la prise de parti pris en véhiculant un message de tolérance religieuse.

Abstract

Was Huntington right when he stated that religion would be prone to divide? Far from claiming there is an increase in conflicts in the world, it is now obvious that the religious dimension takes a centre stage in conflicts. The case of Lebanon, North Ireland or ex-Yugoslavia, such classical cases exemplified this dimension in the exacerbation of conflicts.

Nonetheless, this thesis is intended to clarify a particular situation; the case of Albania. Located in the Balkan region, Albania is regarded both as a genuine crossroads of religion and as a multi-confessional country. Yet it has never witnessed any religious conflicts. How can we explain that this State, being composed of Muslims, Orthodox Christians and Catholics, has never suffer from a religious conflict while the multi-confessional element is a contributing factor to conflict in other States?

This paper is based on the assumption that there is a lack of political entrepreneurship. The post-communist Albania has managed to clearly separate religion from the political world. Indeed, the latter helped prevent partisanship by conveying a message on religious tolerance.

Table des matières

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIERES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTES DES FIGURES.....	VIII
LISTE DES ABREVIATIONS.....	IX
REMERCIEMENTS	X
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I. DISCUSSION THEORIQUE	4
CHAPITRE 1 : LES CONFLITS, LA RELIGION ET LES BALKANS.....	4
<i>Un point de départ Samuel Huntington.....</i>	<i>4</i>
<i>Un retour du religieux ?.....</i>	<i>8</i>
La religion : une définition.....	8
Un retour de la religion sur la scène mondiale ?.....	10
<i>Des conflits religieux ?.....</i>	<i>12</i>
<i>Les Balkans et les conflits religieux.....</i>	<i>16</i>
Les Balkans : une définition à géométrie variable	16
L'enchevêtrement des religions	17
Conflits religieux dans les Balkans ?.....	19
CHAPITRE 2 : UN CAS D'EXCEPTION : L'ALBANIE	23
<i>Une exception par son absence de conflit.....</i>	<i>24</i>
<i>Contexte historique albanais.....</i>	<i>28</i>
Les particularités de la religion en Albanie	28
Le communisme.....	29
Le communisme et la religion.....	30
CONCLUSION	31
PARTIE II : CADRE CONCEPTUEL.....	33
CHAPITRE 4 : A L'ORIGINE DES CONFLITS	33
<i>Le facteur économique ?.....</i>	<i>34</i>
<i>Facteur systémique.....</i>	<i>37</i>
<i>Fragmentation de la société : Facteur ethnique ? Géographique ?</i>	<i>39</i>
Facteur ethnique.....	39
Facteur géographique	40
Ces facteurs sont-ils applicables à notre cas ?.....	41
<i>La domination étrangère.....</i>	<i>43</i>
<i>Système présidentiel ?.....</i>	<i>44</i>
<i>Mêmes enjeux des élites : l'entrée vers l'UE.....</i>	<i>45</i>
<i>L'entrepreneur politique.....</i>	<i>46</i>
<i>Formulation de l'hypothèse</i>	<i>48</i>
Le nationalisme et le contexte politique	48
Le concept d'entrepreneur politique/ sectaire.....	50
<i>Conclusion.....</i>	<i>53</i>
PARTIE III : CADRE OPERATOIRE	54
CHAPITRE 5 : DEROULEMENT DE LA RECHERCHE, RESULTATS ET LIMITES	54

Déroulement de la recherche et méthodologie	54
Les indicateurs	56
Résultats et limites rencontrées	59
Programmes des partis politiques : un parti religieux?.....	59
Résultats.....	60
i. Le parti de l'Alliance démo-chrétienne (ADK) selon Ozzano	62
ii. Parti démocratique de l'union albanaise musulmane PDBM ou PDBMSH	64
iii. Le parti Démo-Chrétiens d'Albanie - PDK ou PDKSH	65
iv. Le parti Chrétien-Démocrate d'Albanie (PKD ou PKDSH).....	66
Conclusion	66
Opportunités politiques : Espace politique favorable?	67
Résultats.....	68
Libertés politiques et religieuses en Albanie.....	68
Opportunité politique des partis orientés religieusement	71
i. Le parti de l'Alliance Démo-Chrétienne (ADK).....	71
ii. Le parti Chrétien-Démocrate d'Albanie (PKDSH).....	72
iii. Le parti Démocrate Chrétien (PDK)	73
iv. Parti démocratique de l'union albanaise musulmane (PDBM).....	75
Conclusion	75
Discours des leaders des partis politiques.....	76
Résultats	77
Conclusion	79
<i>Conclusion générale des résultats</i>	80
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	83
<i>Conclusion générale</i>	83
<i>Perspectives</i>	84
ANNEXES	86
<i>Tableau 1 : Niveau de restriction de la religion dans les Balkans</i>	86
<i>Tableau 3: The Failed States Index – Pays des Balkans</i>	87
<i>Tableau 4 : Le régime présidentiel facteur de conflit ?</i>	88
<i>Tableau 5 : Freedom house 2016 - Pays des Balkans</i>	89
<i>Tableau 7 : Coalitions des partis politiques orientées religieusement</i>	90
<i>Tableau 8: Discours d'Edi Rama avec une thématique religieuse</i>	91
<i>Figure 1 : Les partis politiques orientés religieusement</i>	92
BIBLIOGRAPHIE	93
<i>Ouvrages</i>	93
<i>Articles scientifiques</i>	94
<i>Entretiens</i>	96
<i>Autres documents</i> :.....	96
SITOGRAFIE	96
<i>Sites officiels</i>	96
<i>Rapports</i>	96
<i>Presses quotidiennes en ligne</i>	97
<i>Articles scientifiques en ligne</i> :	98
<i>Document en ligne</i>	98
<i>Working papers</i>	99

Liste des tableaux

Tableau 1 : Niveau de restriction de la religion dans les Balkans

Tableau 2 : Cadre opératoire selon Mace et Pétry

Tableau 3 : The Failed states index- Les Balkans

Tableau 4 : Le régime présidentiel, facteur de conflit ?

Tableau 5: Freedom House 2016- Les Balkans

Tableau 6.1: Les résultats électoraux nationaux des partis orientés religieusement

Tableau 6.2: Élections locales 2015- Résultats totaux pour le ADK

Tableau 6.3 : Élections locales 2015- Résultats totaux pour le PKDSH

Tableau 6.4 : Élections locales 2015- Résultat totaux pour le PDK

Tableau 6.5 : Élections locales 2015- Résultat totaux pour le PDBMSH

Tableau 7 : Les coalitions des partis politiques orientés religieusement

Tableau 8 : Discours d'Edi Rama avec une thématique religieuse

Listes des figures

Figure 1 : Les partis politiques orientés religieusement - Ozzano

Figure 2 : Freedom house- Nation and Transit : Albania

Liste des abréviations

- *ADK- Parti Aleanca demokristiane* – Le parti de l’Alliance Démo-Chrétienne
- *CEC - Komisioni Qendror i Zgjedhjeve* – Commission électorale centrale
- *GRI* : Gouvernement restriction index
- *PDBM- Partia Demokratike e Bashkimit Mysliman të Shqipërisë* » - Parti démocratique de l’union albanaise musulmane
- *PDK- Partia Demokristiane e Shqipërisë* – Le parti Démo-Chrétiens d’Albanie
- *PKDSH- Partia Kristian Demokrate e shqiperise-* Le parti Chrétien-Démocrate d’Albanie
- *SHI* : Social hostilities index

Remerciements

Je souhaiterais adresser mes remerciements à toutes les personnes qui m'ont aidé de loin ou de près dans la réalisation du mémoire.

Tout d'abord, merci à Francesco Cavatorta, mon directeur de mémoire pour m'avoir guidée dès mon arrivée à l'université, dans mes cours comme dans le choix de mon sujet de mémoire. Il a non seulement été d'une grande patience, mais m'a d'autant plus accordé sa confiance dans la réalisation de ce travail.

Je remercie ensuite mes amis qui ont grandement contribué au support moral et intellectuel lors de la réalisation de ce mémoire. Un grand merci : à Valérie Huhardeaux, toujours présente malgré les kilomètres, à mes amis ainsi que mes colocataires qui ont transformé mon expérience à Québec en entrant dans ma vie, à mes camarades de classe qui sont devenus bien plus au fil du temps (Sabrina, Juliette, Alexia, Clémence & Nadine).

Une dédicace toute particulière est adressée à Blerina Gjeshaj, une amie de longue date qui m'a notamment aidé pour la traduction de texte en langue albanaise.

Je tiens également et surtout à adresser toute ma gratitude à mes parents, Julia Peposi et Flamur Lita sans qui mon expérience à l'Université Laval n'aurait pas été possible. Leurs présences et leurs soutiens, même à distance, m'ont été plus que précieux.

Finalement, je dédie ce mémoire ayant pour cas d'étude le pays de mes origines à ma famille : à mes parents, à ma sœur, Lindia Lita, et par-dessus tout à mes grands-parents (Rushdi Lita, ma tendre Fetije Nerguti, Gani Peposi et ma douce Shukrije Tota).

Introduction

*"A horrified world has watched the results of what some have aptly called violence masquerading as religious devotion".*¹ C'est sur ces mots qu'est introduit le rapport annuel la Commission américaine sur la Liberté Religieuse Internationale soulignant la religion comme étant une dimension clé de certains conflits. Cinq pays ont ainsi été mis en exergue tels que l'Irak, la Syrie, le Nigéria, la République-Centre Africaine et la Birmanie.² Dans chacun d'entre eux persistent des conflits mettant à mal la liberté religieuse.

Le rapport de 2016, le dernier paru, confirme les nombreuses atteintes à la liberté religieuse et ajoute près de neuf autres pays sur la liste noire³. Ces derniers ne sont que le reflet des violences à caractère religieux. D'autres recherches comme le Pew Research Center déclare que 74 % de la population vivraient dans un pays où des hostilités, impliquant la religion, sont élevées. Ainsi, au cours de ces dernières années, nous avons pu remarquer un nombre persistant de conflits se succédant l'un après l'autre à travers le monde. Certains sont d'actualité comme la Libye, la Syrie, l'Égypte tandis que d'autres sont plus anciens comme les conflits balkaniques de 1912-1913 ou les guerres de Yougoslavie entre 1991 et 1999⁴. Certes, l'institut international des études stratégique ne constate pas une augmentation des conflits en général⁵. Néanmoins, c'est le caractère religieux dans les différents conflits existants qui nous préoccupe. Comme l'écrivait Fionori, il nous suffit d'observer une carte des conflits que pour constater le lien avec la religion :

*« L'"arc des crises" épouse en effet les contours du monde musulman. On peut citer les affrontements entre hindouistes et musulmans en Inde, entre chrétiens et musulmans en Afrique centrale et de l'Ouest, voire au cœur de l'Europe avec la lutte entre Serbes orthodoxes et albanais musulmans pour la souveraineté sur le Kosovo... »*⁶.

¹ USCIRF, « Le rapport annuel de la Commission américaine sur la Liberté Religieuse Internationale », Avril 2015, [en ligne] <http://www.uscirf.gov/> (page consulté le 10 avril 2015)

² *Ibid*

³ *Ibid*, Avril 2016, [en ligne] <http://www.uscirf.gov/> (page consulté le 1^{er} mai 2016)

⁴ MUDRY.T., «Les guerres de religion dans les Balkans», *Ellipses*, Paris, 2004

⁵ NORTON-TAYLOR.R., « Global armed conflict become more deadly, major study finds », The Guardian, [en ligne] <http://www.theguardian.com/world/2015/may/20/armed-conflict-deaths-increase-syria-iraq-afghanistan-yemen>, (page consultée le 21 janvier 2016)

⁶ FIANORI.J-F., « Le retour des guerres de religions », 16 octobre 2014, [en ligne] <http://notes-geopolitiques.com/wp-content/uploads/2014/10/CLES143.pdf> (page consultée le 10 avril 2015)

Dès lors, lier la religion et les conflits nous semblait opportun dans la mesure où cette dernière peut-être utilisée comme un facteur explicatif aux conflits. Ainsi, nul doute aujourd'hui que la religion a joué un rôle dans l'exacerbation du conflit en Irlande du Nord. Le Liban a également vu en son sein des guerres civiles impliquant une dimension religieuse patente. Ces deux pays ont en commun la caractéristique d'être multiconfessionnels, nous entendons ainsi la reconnaissance officielle d'au moins deux religions ou communautés religieuses. La question de l'inévitabilité d'un conflit se pose dès lors. Un pays doté de cette caractéristique implique-t-il nécessairement un conflit ? L'existence de communautés religieuses officielles compromet-elle la stabilité d'un pays ?

Si la question de la religion est importante dans le monde d'une part et revient sur le devant de la scène d'autre part, c'est dans une zone géographique plus particulière que nous nous attarderons : les Balkans. Pour reprendre Mudry, il s'agit du point de rencontre entre les trois grandes confessions : l'Islam, le Catholicisme et l'Orthodoxie⁷. Les Balkans sont ainsi caractérisés par leur incroyable diversité qu'il s'agisse non seulement de l'ethnie, mais également de leur religion. En outre, prenant le soin de nuancer la place de la religion dans les conflits balkaniques, Paul Garde nous le rappelle bien, l'ex-Yougoslavie est citée comme étant un cas d'école lorsque nous envisageons un retour du religieux dans les conflits.⁸ C'est néanmoins sur un paradoxe des Balkans que nous nous attarderons ; celui de l'Albanie.

En effet, cette dernière est composée d'éléments qui mènent à penser que cela pourrait, à un moment ou un autre, dégénérer en conflit tel que : une faible économie, la présence de la corruption, de la contrebande, d'une mafia, pays voisins qui ont eux-mêmes connu de rivalités à forte dimension religieuse. Or l'Albanie n'a jamais connu de conflit à caractère religieux, et cela même dans les pires conjonctures. Qu'est-ce qui explique que cet État, composé de musulmans, de chrétiens orthodoxes et de catholiques, n'a jamais vu un conflit religieux émerger ? Qu'est-ce qui explique que plusieurs communautés se sont entre-tuées en Irlande, au Liban ou en Bosnie et pas en Albanie ?

⁷ MUDRY.T., "Les guerres de religion dans les Balkans", *Ellipses*, Paris, 2004

⁸ GARDE.P., « Le rôle des religions dans les conflits balkaniques », *Cités* 2/ 2003 (n° 14), p. 91

Les conclusions de notre recherche concernant ce cas particulier informeront selon nous le débat général sur le lien entre conflits d'une part et religion d'autre part. Comprendre ce cas d'exception nous aide à dégager une réponse potentielle d'une problématique plus large ; l'évitement d'un conflit religieux.

En dépit du lien établi entre religion et conflits, les études prouvent qu'il y a une multicausalité de facteurs qui expliqueraient l'avènement de conflits, y compris religieux. Ces derniers peuvent tant être de nature économique qu'ethnique ou autre. Toutefois, en explorant le cas albanais, nous verrons que chacune d'entre elles peut-être écartées au profit d'un élément clé, l'entrepreneur politique qui instrumentalise la religion.

Partie I. Discussion théorique

Chapitre 1 : Les conflits, la religion et les Balkans

Un point de départ Samuel Huntington

Le thème des conflits et de la religion s'est assez répandu dans la littérature notamment depuis les attentats du 11 septembre 2001, faisant ressurgir la fameuse thèse de Samuel Huntington⁹. Dans un contexte de post-guerre froide, l'auteur « oppose la thèse des conflits à venir entre « *the West and the rest* » à la thèse optimiste de la progressive extension du modèle libéral-démocratique au monde entier ». ¹⁰

Selon lui, nous faisons face à une évolution qualitative des relations internationales c'est-à-dire que nous avons « changé d'ère ». Dès lors, les unités pertinentes des relations internationales ne sont plus les États, ni les individus, mais les civilisations. Le monde se divise désormais en cette unité particulièrement représentée par leur identité et leur culture. «... *seven or eight major civilizations. These include Western, Confucian, Japanese, Islamic, Hindu, Slavic-Orthodox, Latin American and possibly African civilization.* »¹¹ Or, de par leur évolution, elles sont amenées à s'affronter tôt ou tard. Ainsi, en identifiant les civilisations sur base de la religion, Huntington réduit *de facto* les conflits entre celles-ci en conflits « entre religions ». Les conflits n'auront plus lieu au nom d'une nation ou d'une idéologie, mais bien pour des raisons culturelles, dont la religion.

De manière générale, Huntington va énoncer six raisons qui expliqueraient les conflits entre ces civilisations. Rappelons-les brièvement. Premièrement, ces civilisations sont profondément différentes de par leur histoire, de par leurs culture, religion, etc. Il précise: «*Differences do not necessarily mean conflict, and conflict does not necessarily mean violence. Over the centuries, however, differences among civilizations have generated the most prolonged and the most violent conflicts.* »¹² Deuxièmement, il pointe du doigt la mondialisation. Le monde devient de plus en plus petit provoquant

⁹ HUNTINGTON.S.P., *The Clash of Civilizations?*, *The Clash of Civilizations?*, Foreign Affairs, Vol. 72, No. 3 (Summer, 1993), pp. 22-49.

¹⁰ BATTISTELLA.D., *Un monde unidimensionnel*, SciencesPo. Les presses, 2011, p.17.

¹¹ HUNTINGTON.S.P., op cit, p.25.

¹² *Ibid*

l'augmentation des interactions entre les différentes civilisations. En troisième lieu, Huntington, pense que la modernisation économique ainsi que les changements sociaux sont responsables de la faiblesse des États Nations. La population ne se reconnaît plus dans son identité locale et se tourne par conséquent vers la religion. Il y aurait donc un retour du religieux que nous pouvons notamment observer dans le fondamentalisme.¹³ Ensuite, l'auteur envisage « une prise de conscience civilisationnelle » engendrée par l'opposition Occident versus Orient qui souhaiterait se détacher de l'emprise de la première et vivre différemment. L'avant-dernier point présenté par l'auteur est le fait que des caractéristiques culturelles, religieuses sont difficilement modifiables ; tout du moins plus immuables que celles dites économiques ou politiques. Finalement, le dernier point est l'accroissement du régionalisme économique à cette époque, mais également dans le futur. Ceci contribuera notamment à renforcer cette conscience civilisationnelle présentée précédemment. En d'autres termes, un choc des civilisations est à prévoir puisque celles qui se ressemblent auront tendance à coopérer et les autres à s'éloigner, jusqu'à les opposer autour d'un conflit¹⁴. Ainsi, l'Islam opposant l'Occident est un élément central de la thèse d'Huntington puisqu'il prévoit que le conflit le plus important portera entre l'Ouest et le reste : « *Islam has bloody borders* ». ¹⁵

D'autres auteurs corroborent le fait que la religion est une cause essentielle aux conflits. Bernard Lewis n'envisage que deux civilisations lesquelles de par leurs ressemblances sont amenées à s'affronter¹⁶. Dans son article « *What went wrong ?* » il déclare en outre:

“If the peoples of the Middle East continue on their present path, the suicide bomber may become a metaphor for the whole region, and there will be no escape from a downward spiral of hate and spite, rage and self-pity, poverty and oppression [...]”.¹⁷

Pensons aussi à Robert Kaplan pour qui « *Huntington has been ridiculed and vilified, but in the decades ahead his view of the world will be the way it really looks* », à savoir qu'un clash peut avoir lieu entre ces civilisations. ¹⁸

¹³ HUNTINGTON.S.P., *The Clash of Civilizations?*, Foreign Affairs, Vol. 72, No. 3 (Summer, 1993), p.25.

¹⁴ CHEVRIER .M., « Le choc des civilisations selon Huntington », [en ligne], http://agora.qc.ca/documents/civilisation--le_choc_des_civilisations_selon_samuel_p_huntington_par_marc_chevrier (page consultée le 10 avril 2015)

¹⁵ HUNTINGTON.S.P. *op cit*.

¹⁶ LEWIS.B., « I'm Right, You're Wrong, Go To Hell », the atlantic.com, Mai 2003 [en ligne] <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2003/05/-im-right-youre-wrong-go-to-hell/302723/> (page consultée le 1^{er} avril 2015)

¹⁷ LEWIS.B., « What went wrong », the atlantic.com, 1^{er} janvier 2002 [en ligne], <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2002/01/what-went-wrong/302387/> (page consultée le 1^{er} avril 2015)

La thèse d'Huntington a fait couler beaucoup d'encre. Ainsi de vives critiques ont été émises à son égard notamment par Wang Jisi¹⁹ ou le plus connu Edward Said dans « *Clash of the ignorance* »²⁰. Ces derniers critiquent le manque de niveau profond d'analyse, la considérant comme beaucoup trop simpliste. Beaucoup notent également des problèmes conceptuels. Dans son partage, l'auteur exclut la civilisation latino américaine de l'occidentale. Ces derniers ont pourtant en commun la religion catholique. Il en va de même pour le Japon qui est isolé du reste des civilisations.

En outre, Edward Said ne comprend pas le rapprochement fait avec le 11 septembre qu'il considère comme étant à l'origine d'un groupe et non pas de l'Islam en soi. Ce dernier déclare d'ailleurs ironiquement:

*“But why not instead see parallels, admittedly less spectacular in their destructiveness, for Osama bin Laden and his followers in cults like the Branch Davidians or the disciples of the Rev. Jim Jones at Guyana or the Japanese Aum Shinrikyo?”*²¹

Envisager le conflit Islam contre Occident est selon lui très réducteur, ce n'est prendre en compte qu'un aspect de la religion.

Finalement, si Huntington a tort, à bien des égards comme nous venons de le montrer, des auteurs démontrent pourtant quelques véracités. Ainsi, il y a Pippa Norris et Ronald Inglehart et leur article “*Islam and the west: testing the clash of civilization thesis*”. S'ils démontrent qu'Huntington a tort, leurs résultats prouvent que la religion est effectivement bien imprégnée dans les valeurs actuelles et que la culture compte dans les identités.²² Il en va de même pour Jonathan Fox qui discrédite la thèse d'Huntington de manière quantitative. Il prouve que les conflits entre 1992 et 2009 ne sont pas dominés par des chocs civilisationnels. Son étude confirme néanmoins à travers les données de ‘Political Instability Taskforce’ la présence des conflits à caractères

¹⁸ KAPLAN.R., “Looking the world into the eye”, Décembre 2001, [en ligne] <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2001/12/looking-the-world-in-the-eye/302354/> (page consultée le 1er avril)

¹⁹ WANG.J., « Conflit de civilisations : fondement théorique et significations pratiques. Partie 1 », Cultures & Conflits [En ligne], 19-20 | automne-hiver 1995, mis en ligne le 04 mars 2003, consulté le 27 mars 2015. URL : <http://conflits.revues.org/892>

²⁰ SAID.E., “The clash of ignorance”, 2001, The nation, [en ligne] <http://www.thenation.com/article/clash-ignorance> (page consultée le 1er avril 2015)

²¹ *Ibid.*

²² NORRIS.P., INGLEHART.R., « Islam and the west : testing the clash of civilization thesis », Harvard Kennedy School, 2002, [en ligne] <https://goo.gl/1gHhAu>, (page consultée le 15 avril 2016)

religieux.²³ Nous pouvons également considérer, Benjamin Barber qui souligne tout comme Huntington, la responsabilité de la mondialisation dans l'éclatement de la société moderne. Dans un monde qui s'universalise, les particularités deviennent manifestes et ce, qu'il s'agisse de l'ethnicité ou de la religion.²⁴

Notre but n'étant pas ici de défendre la thèse d'Huntington, il faut néanmoins reconnaître ce à quoi nous faisons face aujourd'hui : la présence de conflits aux dimensions religieuses. Si des guerres de religion ou des chocs de civilisations ne sont pas à considérer en tant que telles comme l'entendait Huntington, force est de constater que ce genre de conflits sont fortement d'actualité depuis ces dernières années. Rappelons, pour ne citer que quelques exemples, les derniers événements au Kenya, les 147 malheureuses victimes, en majorité chrétienne, massacrées par des militants islamistes²⁵, les récents attentats à Paris novembre en 2015, ceux de Bruxelles en février 2016 ou la création de l'État islamique situé entre l'Irak et la Syrie.²⁶

Par conséquent, Huntington aura eu l'initiative de remettre à l'ordre du jour ce que beaucoup avaient mis de côté dans les relations internationales : la religion. Bassam Tini, Daniel Philpott²⁷ ou Jonathan Fox²⁸ le soulignaient bien, avant 9/11 peu de chercheurs en sciences sociales (surtout en relations internationales) avaient inclus dans leurs recherches la religion comme objet d'étude. Beaucoup avaient conclu à une fin inéluctable de la religion dans nos sociétés face à une modernité qui se propageait. Le facteur religieux n'a donc que très peu été pris en considération voire totalement négligé. Or, Bassam Tini rappelle qu'il s'agit de la vision du monde dans laquelle nous étions plongés. Nous nous attendions comme il le précise à une fin de l'Histoire, alors qu'il y a un retour de celle-ci en tant que civilisation. Ce retour s'oppose aux valeurs du

²³ FOX.J. "The Religious Wave: Religion and Domestic Conflict from 1960 to 2009", *Civil Wars*, Vol.14, No.2 (June 2012), p. 150.

²⁴ BARBER. B., *Djihad versus McWorld: mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Desclée de Brouwer, pp. 31-32.

²⁵ Le Monde, « Keya : au moins 148 morts dans l'attaque d'un campus par des Chabab », Le monde, 2 avril 2015, [en ligne] http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/02/kenya-l-universite-de-garissa-attaque_4607806_3212.html

²⁶ Le Monde, 15 septembre 2015, [en ligne] http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/09/15/origine-nombre-financement-l-etat-islamique-en-cinq-questions_4487306_3218.html

²⁷ PHILPOTT.D. "The challenge of september 11 to secularism in international relations", *World Politics*, Vol. 55, No. 1 (Oct., 2002), p. 67.

²⁸ FOX.J., « Religion et relations internationales : perceptions et réalités », *Politique étrangère* 2006/4 (Hiver), p. 1059-1071.

monde occidental et est illustré à travers le fondamentalisme.²⁹ Comme le déclarait Philpott, les terroristes du 11/09 n'avaient pas d'intention économique stratégique ou politique. Ils avaient une idée ; et celle-ci était religieuse.³⁰ C'est ce dont nous traiterons dans la prochaine partie : est-ce bien un retour et que signifie-t-il ?

Un retour du religieux ?

« Dieu est mort (signé : Nietzsche). »
« Nietzsche est mort (signé : Dieu). »
Anonyme³¹

Nous faisons incontestablement face à un déclin du religieux. Tout du moins, c'est ce qu'avait prévu les nombreuses théories de la sécularisation à commencer par Max Weber dans « le désenchantement du monde ». La rationalisation de la pensée devait nous amener à abandonner la religion.³² Toutefois, comme nous l'avions vu précédemment, ce n'est pas ce qu'il se produit. En témoigne d'une part les nombreux conflits actuels et d'autre part, l'apparition de nouvelles religions ou leur renforcement. Pouvons-nous cependant parler d'un retour du religieux ? Avant de déterminer un quelconque retour, il est important de saisir le concept de religion. Dès lors, nous nous attarderons d'abord sur la définition de ce dernier.

La religion : une définition

Il n'existe pas de définition type du concept de « religion ». Chacun détermine ce qu'il préfère, ce qu'il croit et selon un angle de vue particulier. Ainsi selon la discipline des sciences humaines, nous pouvons retrouver le terme de « fait religieux ». Le grand débat se perçoit notamment et déjà, chez les auteurs classiques tels que Durkheim ou Weber. Selon Obadia, les deux auteurs « n'avaient pas le même projet intellectuel », le

²⁹ TIBI.B., "Political Islam as a Forum of Religious Fundamentalism and the Religionisation of Politics: Islamism and the Quest for a Remaking of the World", *Totalitarian Movements and Political Religions*, 2009, p. 98.

³⁰ PHILPOTT.D., "The challenge of september 11 to secularism in international relations" *World Politics*, Vol. 55, No. 1 (Oct., 2002), p. 67-68

³¹ LAROUSSE.V., Editorial, *Le monde des religions*, [en ligne] http://www.lemondedesreligions.fr/chroniques/editorial/retour-vers-le-futur-25-02-2016-5284_161.php, page consultée le 10 mars 2016

³² DORTIER.J-F., TESTOT.L., Le retour du religieux, un phénomène mondial, *Science humaines*, n°160, mai 2015, [en ligne], http://www.scienceshumaines.com/le-retour-du-religieux-un-phenomene-mondial_fr_4912.html, page consultée le 20 mars 2016

premier cherchant à comprendre le phénomène - la nature de la religion - tandis que le second se servait de la religion pour comprendre la société.³³

Comme Eli Barnavi le suggérait, « la religion est un mot-valise ».³⁴ En effet, la manière dont nous définissons le terme religion n'équivaut pas à celle d'un autre. Ainsi, si nous considérons les grandes religions monothéistes, celles-ci recouvrent de nombreux courants et de nombreuses Églises. Dès lors, l'auteur nous prévient d'ores et déjà « *la première chose que je vous demande, c'est de cesser de considérer les religions comme des touts cohérents, ce qu'elles ne sont pas* »³⁵.

La plupart des définitions, signale-t-il, renvoient à ce qu'il faut croire ou à ce qu'il faut faire. Or, la religion est bien plus vaste. Cela peut correspondre à des croyances, des mythes, à une structure du pouvoir, mais également à un système symbolique.³⁶ Toutefois, les définitions telles que nous les connaissons en tant qu'Occidentaux nous préparent mal selon lui, à comprendre les autres systèmes de croyances. En cause, dans un contexte occidental, la religion se distingue des autres formes d'organisations sociales alors que ce n'est pas le cas pour d'autres. L'auteur souligne d'autant plus ce que nous disions au départ, tout dépend du point de vue « *Ni le judaïsme ni l'islam ne conçoivent la religion comme un domaine distinct des autres formes d'activité sociale, car tous les deux constituent des systèmes totaux, façonnés dès l'origine par une relation particulière au sacré* ». ³⁷

Face à cet afflux de définitions et la diversité des approches, il nous faut nous positionner. Par conséquent, dans le cadre de notre mémoire, nous considérerons plutôt la pensée de Paul Garde qui spécifiait ceci à propos de la religion :

« On ne considère par la religion comme foi et engagement personnel, mais uniquement en tant que phénomène sociologique comme l'entendaient Émile Durkheim ou Max Weber, en tant que qu'appartenance héréditaire à une communauté qui se définit par son rapport traditionnel avec une certaine confession, et reste même inconsciemment conditionnée par elle, quelles que soient

³³ OBADIA.L., « Terminologie des sciences des religions et vocabulaire anthropologique. Retour sur l'abstrait et l'empirique dans le répertoire conceptuel », *Histoire, monde et cultures religieuses* 2/2013 (n° 26) , p. 43

³⁴ BARNAVI. E. *Les religions meurtrières*, Flammarion, Paris, 2008, p.19.

³⁵ Ibid.

³⁶ Ibid, p.22

³⁷ Ibid, p.23

la foi ou l'incroyance de chacun des membres, son rapport personnel au dogme et à la morale de l'Église en question »³⁸

C'est donc en tant que phénomène sociologique et appartenance héréditaire que nous privilégierons notre définition de la religion. Nous considérons qu'elle est bien plus qu'un simple système de croyances. Dès lors, tout rapport avec la spiritualité ou la foi ne fera pas l'objet de ce mémoire. Le concept de religion sera principalement vu dans le contexte des conflits par le fait qu'il soit **une identité**.

Un retour de la religion sur la scène mondiale ?

Nous le précisons auparavant, beaucoup estiment que nous faisons actuellement face à un retour du religieux. La théorie de la sécularisation débattue par de nombreux auteurs et si longuement prise comme acquis n'aurait donc pas fonctionné. Les sociétés industrialisées ne font pas face à déclin de la religion comme cela l'avait été énoncé par des auteurs tels que Durkheim, Weber ou Gauchet.³⁹ Compte tenu de cette thèse, il est dès lors question d'un retour ou d'une réémergence du religieux.

Marcel Gauchet ne remet pas pour autant en cause sa thèse dans le « désenchantement du monde » sur la sortie de la religion. Celui-ci prônait l'idée que la religion quittait peu à peu notre société occidentale. Plus particulièrement, c'est son emprise sur nos sociétés qui prend fin pour faire place à la modernité. Or, sa théorie est selon lui toujours de mise aujourd'hui. Il nous rappelle ainsi que la modernisation de la société n'empêche pas les croyances religieuses de persister.⁴⁰ Dans cette même optique, Casanova voit également un déplacement du rôle de la religion. Ce dernier met en lumière le fait que celle-ci, sans pour autant disparaître, glisse désormais de la sphère publique vers la sphère privée.⁴¹

S'il est évident que la théorie traditionnelle selon laquelle la religion tendait à disparaître est révolue, Pippa Norris et Ronald Inglehart, ne considèrent pas qu'il faille

³⁸ GARDE.P, « Le rôle des religions dans les conflits balkaniques », *Cités* 2/ 2003 (n° 14), p. 91

³⁹ DORTIER.J-F., TESTOT.L., Le retour du religieux, un phénomène mondial, *Science humaines*, n°160, mai 2015, [en ligne], http://www.scienceshumaines.com/le-retour-du-religieux-un-phenomene-mondial_fr_4912.html, page consultée le 20 mars 2016

⁴⁰ GAUCHET.M. "Les religions comblent un vide du discours social", *Philosophie magazine*, Septembre 2012 [en ligne <http://www.philomag.com/les-idees/marcel-gauchet-les-religions-comblent-un-vider-discours-social-3982> (page consultée le 5 avril 2016)

⁴¹ DORTIER.J-F., TESTOT.L., op cit

complètement mettre de côté la théorie de la sécularisation.⁴² Ces derniers revisitent cette dernière en mettant en avant l'aspect de la sécurité existentielle. Ainsi, la religiosité serait plus importante dans les pays où la population est plus vulnérable. A contrario, les populations qui vivent dans des endroits plus prospères et dans les sociétés post-industrielles, voient leur croyance et leurs pratiques religieuses diminuées (processus de sécularisation)⁴³.

Finalement, il ne s'agirait donc pas d'un retour à proprement parler puisque la religion a toujours été présente. « Parler de retour signifie qu'il y a eu absence », ce qui n'est pas le cas.⁴⁴ Corm souligne ainsi deux raisons majeures. Certes, la religion traditionnelle s'est progressivement sécularisée en Europe. Néanmoins, elle s'est adaptée à son temps en laissant place à d'autres formes de croyances sans pour autant disparaître. Il cite dès lors l'exemple des États-Unis et d'Israël. La religion n'a jamais disparu du premier et est devenue bien plus importante par la création d'un État dans le second. En deuxième lieu, l'auteur appuie la thèse de ce non-retour par la simple raison qu'« il n'y a pas eu de renouvellement profond des théologies... [au contraire] nous constatons une involution de l'interprétation des textes religieux ».⁴⁵ Selon Corm, la société ne fait donc pas face à un retour du religieux, mais à « un recours du religieux »⁴⁶, chose qu'il estime bien plus grave.

Retour, recours ou affirmation selon les uns, à la question de savoir pourquoi un revirement du religieux, Gilles Kepel estime que des mouvements de réaffirmations de l'identité religieuse sont apparus face à ce qu'il nomme la crise de la modernité.⁴⁷ Les situations économiques, politiques et sociales ont engendré des incertitudes, un désarroi auprès des populations, face auxquels ces mouvements avaient des réponses.⁴⁸

⁴² NORRIS., INGLEHART.R., « Sacred and secular : religion and politics worldwide », Cambridge university presss.,2004, p. 4

⁴³ *Ibid*

⁴⁴ CORM.G., « Pour une lecture profane des conflits: sur le retour du religieux dans les conflits contemporains du Moyen-Orient », *La découverte*, 2012 p. 48.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 50.

⁴⁶ *Ibid*, p. 51.

⁴⁷ KEPEL.G., *La revanche de Dieu: Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Seuil, 1991, p. 259.

⁴⁸ *Ibid*, p 260

En outre, la présence de la religion aujourd'hui est fortement liée à la mondialisation⁴⁹. Toute comme Elie Barnavi qui rappelle quant à lui que l'aspect économique n'est pas le seul privilégié dans le domaine, la culture, et par conséquent la religion, y a sa place également. Le monde bouge et les populations se déplacent, avec elles leurs croyances.⁵⁰ Ainsi, la diffusion de la modernité à travers la mondialisation arrive comme une onde de choc dans les sociétés qui, quant à elles, sont structurées par la religion.⁵¹ Ce que nous percevons aujourd'hui c'est donc d'abord et surtout une réaction face à cette modernité. Barber souligne bien qu'il ne s'agit pas d'une opposition manichéenne entre ces deux mondes [Djihad vs McWorld]⁵². Au contraire, il s'agit d'une dialectique ; l'un n'existe pas sans l'autre puisqu'ils découlent de ce processus de modernisation.

Finalement, rappelons que nous avons défini la religion comme étant une identité. Or, cette réaction face à la modernité, cette onde de choc, a lieu à travers la réaffirmation de celle-ci, peu importe la confession. Elle peut, en outre, s'exprimer de différente manière. Ainsi, depuis les années 70, nous assistons à l'augmentation de mouvements qui se veulent une réponse aux maux de la modernité et élaborent des nouveaux projets sociaux afin qu'ils concordent aux textes sacrés.⁵³ Il y a un rejet de l'autre et un repli sur soi comme le soulignait Jan De Volder.⁵⁴

Toutefois, certaines personnes voire des groupes entiers tendent à se comporter de manière plus radicale en utilisant des moyens extrêmes tels que la violence. Ceci nous amène dès lors à aborder dans les prochaines lignes les conflits religieux.

Des conflits religieux ?

La religion a, au cours des siècles, inspiré l'être humain à la non-violence et à la paix. Néanmoins, elle l'a également incité au recours à des moyens extrêmes comme l'a

⁴⁹ BARBER.B., « Jihad versus MacWorld : mondialisation et intégrisme contre la démocratie », *Desclée de Brouwer*, 1996.

⁵⁰ BARNAVI. E. *Les religions meurtrières*, Flammarion, Paris, 2008, p. 19.

⁵¹ GAUCHET. M., "Les religions comblent un vide du discours social", *Philosophie magazine*, Septembre 2012 [en ligne <http://www.philomag.com/les-idees/marcel-gauchet-les-religions-comblent-un-vider-discours-social-3982> (page consultée le 5 avril 2016)

⁵² BARBER.B., *Op cit.*, p. 150.

⁵³ KEPEL.G. *Op cit.*, p. 260.

⁵⁴ DE VOLDER.J, Conférence Parlement Européen « Interreligious dialogue : the tool for conflict resolution », Janvier 2016

démontré Heather Selma Gregg à travers six différents cas d'étude et ce qu'il s'agisse de l'Islam, du Judaïsme, du Christianisme, etc. Toutes ont connu des conflits à un moment donné ou à un autre. Les violences impliquant la religion ne sont donc en rien un nouveau phénomène.⁵⁵

Néanmoins, une étude de Pew Research Center constate un accroissement des hostilités à caractère religieux :

*« Increases in the percentage of countries experiencing certain types of religious hostilities have driven this rise. One example is abuse of religious minorities by private individuals or groups in society for acts perceived as offensive or threatening to the majority faith of the country ».*⁵⁶

Selon cette dernière, 74 % de la population mondiale vivaient en 2012 dans un pays où les risques d'hostilités impliquant la religion sont élevés. Par conséquent, la constatation selon laquelle la violence impliquant la religion revient sur le devant de la scène est non seulement confirmée par la littérature vue précédemment, mais également de manière empirique. Qui plus est, l'étude estime également que ces hostilités étaient en constantes hausses depuis 6 ans, 2012 étant la dernière année analysée. Dès lors, il convient de revenir sur des concepts clés de la violence religieuse tels que les conflits religieux et les guerres de religion.

Conflits religieux et guerres de religion : éléments de définition

« La belligérance d'un acteur à la rhétorique religieuse suffit-elle à conclure à un conflit de nature confessionnelle ? ».⁵⁷ La déclaration de Mohamed-Ali Adraoui représente bien le débat sur le conflit religieux, à savoir le manque d'une définition claire de ce qu'on entend par ce concept dans la littérature. En outre, ce dernier est souvent amalgamé aux guerres de religion. Qu'est-ce qui les différencie ? Nous tenterons dans un premier temps d'éclaircir ces termes en évoquant des éléments de définition à travers une brève revue de littérature. Dans un second temps, nous nous positionnerons afin de définir les limites de notre mémoire. Précisons néanmoins avant toute chose que nous

⁵⁵ SELMA GREGG.H., *The Causes of Religious Wars: Holy Nations, Sacred Spaces, and Religious Revolutions*, thèse de doctorat en philosophie de sciences politiques, Massachusetts Institute of Technology, Février 2004, p. 468

⁵⁶ PEW RESEARCH CENTER, « Religious hostilities reach six-year high », 14 janvier 2014, [en ligne] <http://www.pewforum.org/2014/01/14/religious-hostilities-reach-six-year-high/> (page consultée le 10 avril 2015)

⁵⁷ ADRAOUI.M.A., « Les printemps arabes sont-ils le nouveau visage des guerres de religions ? », Huffington post, 11 septembre 2013, [en ligne] http://quebec.huffingtonpost.ca/mohamed-ali-adraoui/printemps-arabes-guerres-de-religion_b_3909006.html

n'argumenterons pas sur les différences entre un conflit violent ou une guerre (civile, totale, etc.) qui selon nous s'inscrivent dans un tout autre débat (le seuil du nombre de morts, blessés, etc.). Ces deux terminologies seront utilisées de façon à les différencier dans le cadre de l'utilisation de la religion dans l'une de ces situations.

Comme J.Fox nous le rappelait, il semble avoir un consensus dans la littérature estimant qu'un conflit n'a nul besoin d'être mené exclusivement par des questions religieuses, pour être considéré comme un conflit religieux.⁵⁸ Il souligne dès lors que d'autres facteurs peuvent entrer en jeu tel que le nationalisme, la corruption, l'économie, etc. En revanche, argue-t-il, le désaccord survient lorsqu'il s'agit de savoir quel degré d'implication du religieux est nécessaire pour le qualifier comme tel. À quel point, le facteur religieux, parmi les autres, doit-être central au conflit en cours ?

À cela s'ajoutent des définitions plus précises. En effet, tout comme il existe des guerres de types inter-étatique et intra-étatique, il existe deux types de conflits religieux : « intra-confessionnel et inter-confessionnel »⁵⁹. Dans le premier, le conflit a donc lieu au sein d'une même religion tandis que le second oppose des religions distinctes. Ces dernières peuvent en outre se dérouler au sein même d'un Etat voire entre États. Dans cette même optique, Heather Selma Gregg établissait le concept de « war with religion » dans lequel la religion est utilisée comme justificatif quant à l'usage de la force, tout en restant une dimension parmi d'autres facteurs séculaires.⁶⁰

Dès lors, J., Fox donne une définition générale d'un **conflit religieux** qui concorde selon lui avec la majorité de la littérature⁶¹ :

Un conflit est considéré comme religieux s'il suit au moins un de ces critères :

(1) oppose des groupes appartenant à différentes religions ;

(2) oppose des groupes appartenant à différentes dénominations de mêmes religions (par exemple protestants contre catholiques ou musulmans sunnites contre musulmans chiïtes) ;

(3) les questions dans le conflit comprennent (mais ne sont nullement limités à) les questions religieuses importantes, telles que la politique de la religion de l'État ou le rôle de la religion dans le régime.

⁵⁸ FOX.J. "The Religious Wave: Religion and Domestic Conflict from 1960 to 2009", *Civil Wars*, Vol.14, No.2, p. 142.

⁵⁹ MURDRY.T., *Op cit.*

⁶⁰ SELMA GREGG.H., *Op cit.*

⁶¹ *Ibid.*, p. 150.

En ce qui concerne les **guerres de religion**, rares sont ceux qui définissent des conflits violents comme tels, sans en nuancer leurs propos. D'ailleurs, il semble que les auteurs soient majoritairement d'accord sur ce concept plutôt que celui du conflit religieux que nous venons de voir.

Ainsi, Zarka prend le soin de constater un retour du religieux dans les guerres contemporaines et non pas forcément des « guerres de religion » en soi, chose qui, selon lui, sont tout à fait différente et qu'il nous faut différencier.⁶² Les guerres actuelles sont caractérisées par un retour du religieux, c'est-à-dire que la « dimension religieuse vient directement affecter le statut de la guerre »⁶³.

Franck Lessay, rapportant les propos de René Rémond, estime que la dimension religieuse est non seulement bien présente, mais elle se renforce au sein des conflits.⁶⁴ Il argue d'ailleurs que l'expression « guerre de religion » implique qu'il y ait une guerre pour la religion, que la religion soit au principe du conflit, ce qui n'est pas le cas actuellement⁶⁵.

Si les auteurs s'accordent à dire qu'il n'y a pas de guerre de religion aujourd'hui, il y en a eu par le passé. Un cas d'école serait par exemple les affrontements en France qui ont opposé les catholiques et les protestants.⁶⁶ Une guerre de religion est ainsi une guerre « entre religions » comme le soulignait Roger Benjamin. Elle est caractérisée par le fait que des groupes d'une même nation s'opposent sur un territoire donné parce qu'ils se différencient de par leur foi.⁶⁷ Soulignant cette même idée, Heather Selma Gregg distinguait les conflits à dimension religieuse (*war with religion*) des guerres de religion (*religious wars*) principalement par le fait que la religion soit dans le premier, prédominant. Toutefois, elle détermine trois buts aux guerres de religion :

“ The defense of “holy nations.” religious communities and territory believed to be essential to the preservation of a religion; the defense of sacred sites, specific areas of land believed to have a unique relationship with the divine; and the creation of religious governments through the means of revolution.”⁶⁸

⁶² ZARKA.Y.C., « Éditorial », *Cités* 2/2003 (n° 14), p. 4.

⁶³ *Ibid.*, p. 6.

⁶⁴ REMOND.R., LESSAY.F., FLEURY.C., « Nouvelles guerres ? », *Cités* 2/2003 (n° 14), p. 107-118

⁶⁵ *Ibid.* p. 107.

⁶⁶ ROGER.B., *Guerre de religions ou conflits de civilisations ?*, L'Harmattan, 2005, p.16.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Heather Selma Gregg, *Op cit.*, p. 44.

Dès lors, le conflit en Irlande du Nord n'est pas une guerre de religion. Comme le spécifiait, Richard Deutsch, « [les] paramilitaires s'opposent au nom d'idéaux politiques et non au nom d'une confession religieuse qui serait menacée ». ⁶⁹ C'est donc d'une dimension religieuse qu'il nous convient de parler, car le but du conflit n'était pas « uniquement religieux » ⁷⁰

En définitive, les conflits contemporains sont à définir comme étant à caractère religieux ou « wars with religion » pour reprendre Gregg. Ces derniers ne sont pas contestés par la littérature. Au contraire, il y a non seulement une recrudescence de ce type d'hostilité, mais c'est ce concept qui fait débat au sein de la littérature. Qu'en est-il de notre région d'étude ? Si les recherches du Pew Research Center constatent un plus haut risque dans le Moyen-Orient ⁷¹, les Balkans ne sont en aucun cas à négliger.

Les Balkans et les conflits religieux

Dotés d'une population avoisinant les soixante-dix millions d'habitants, les Balkans sont divisés entre des peuples différents d'un point de vue culturel et religieux. ⁷² Bénéficiant d'une image négative, puisque souvent qualifiée de « poudrière » compte tenu des conflits qui y ont éclatés, nous verrons au cours dans les prochaines lignes que la région a été encline aux conflits à dimension religieuse par le passé et qu'elle l'est toujours aujourd'hui.

Toutefois, il est important dans un premier temps d'introduire notre région d'étude de manière plus précise. En effet, nous verrons qu'à l'heure actuelle aucun consensus n'est véritablement trouvé pour signifier ce que contient la zone géographique des Balkans.

Les Balkans : une définition à géométrie variable

La chute de l'Empire ottoman a correspondu à une remise en question politique des frontières. ⁷³ Compte tenu de sa dislocation, c'est l'appellation « péninsule balkanique »

⁶⁹ DEUTSCH.R., « Ulster : une guerre de religions ? », *Cités* 2003/2 (n° 14), p. 80.

⁷⁰ HEATHER SELMA GREGG, *Op cit.*, p. 56

⁷¹ PEW RESEARCH CENTER, *Op cit.*

⁷² GILLET.O., *Les Balkans : Religions Et Nationalisme, Mythes Et Religions*, Ousia, 2001, p. 63.

⁷³ SIGIVNON.M., *Les Balkans une géopolitique de la violence*, Belin, 2009, p. 41.

ou « Turquie d'Europe » qui, au XIXe siècle, a été privilégiée avant de progressivement utiliser le terme « Balkan » pour désigner la région.⁷⁴

Pour éviter les connotations négatives du terme Balkan, « Europe du Sud-Est » est couramment utilisé notamment par les Anglo-saxons. Selon Michel Sivignon, il n'est d'ailleurs pas exclu que ce terme soit privilégié, car ce dernier est neutre et a tendance à conforter tout le monde. Ainsi, « on peut refuser d'être inclus dans les Balkans, plus difficilement d'être placée dans l'Europe du Sud-est ».⁷⁵ Néanmoins, une grande source de confusion demeure dans la mesure où d'autres utilisent Balkans occidentaux, voire méridionaux. Ainsi, après les années 1990, cette expression [Balkans occidentaux] est utilisée « pour désigner les constructions politiques issues de l'ancienne Yougoslavie, auxquelles on y ajoute l'Albanie ».⁷⁶ Ce terme sera employé par la suite dans les publications de l'Union européenne.⁷⁷

Comme le soulignait Gérard-François Dumont, les limites géographiques des Balkans sont assez souvent considérées comme étant les territoires qu'occupait l'Empire ottoman. Selon les critères retenus pour définir les limites de la région, la Roumanie et la Moldavie sont également à ajouter. Cependant, à partir de quand peut-on considérer que la région a été dominée par l'Empire ottoman ? La Croatie et la Slovénie ont par exemple toutes deux fait partie de l'Empire austro-hongrois⁷⁸.

Finalement, les auteurs ne trouvent pas réellement de consensus.⁷⁹ Dès lors, dans un objectif de pure simplicité, nous nous en tiendrons donc à cette définition à savoir :

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Grèce, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie.

L'enchevêtrement des religions

Les Balkans sont un carrefour des grandes confessions. Cet enchevêtrement des religions est notamment dû au fait que les Balkans ont été partagés entre

⁷⁴ CASTELLAN.G., *Le monde des Balkans, poudreux ou zone de paix?*, Thématique histoire, 1994, p.9.

⁷⁵ SIGIVNON.M. *Op cit.*, p.44.

⁷⁶ *Ibid.*, p.48

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ GILLET.O., *Op cit.*, p. 27

⁷⁹ Documentation Française, Europe et Balkans, 2008 [en ligne]
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-balkans/historique.shtml>, page consultée le 29 février 2016)

l'Empire romain d'Orient et d'Occident. La domination ottomane a par la suite engendré la présence de l'Islam dans la région.

La majorité des Balkaniques sont de confessions chrétiennes, soit environ 80 % du total.

⁸⁰ Plus précisément, la région est dominée par le monde orthodoxe.⁸¹ À la division de l'Empire romain, chacun s'agença auprès de son Église. Ainsi une grande partie de la péninsule, dont la confession, était orthodoxe, rejoignait Constantinople. Toutefois, les Croates et les Slovènes sont les seuls à avoir adopté le catholicisme romain.⁸² La ligne de partage entre les deux Églises était donc claire et divisait notamment une partie des Albanais.⁸³

En ce qui concerne l'Islam, il est important de noter que l'arrivée des Ottomans est bien « antérieure à la prise de Constantinople ».⁸⁴ Comme nous le rappelle Michel Sivignon, l'islamisation des Balkans fut assez tardive. L'auteur souligne ainsi deux choses essentielles quant aux communautés musulmanes : « elles sont la conséquence de l'immigration de populations [...] et le résultat de la conversion des populations à l'Islam [...] »⁸⁵. Bien que les Ottomans n'aient pas pratiqué une politique systématique de conversion, George Castellan nous rappelle qu'il y a tout de même eu des conversions : certains par intérêt et d'autres par conviction.⁸⁶ Ainsi, la Bosnie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie virent une partie de leur population se convertir progressivement.

Finalement, la religion reste assez diversifiée dans la mesure où d'autres religions ont également fait leur apparition dans la région. Ainsi à la fin du communisme, les Églises protestantes sont devenues bien plus actives.⁸⁷ En outre, les Juifs ont également formé des communautés importantes avant d'être décimés lors de la Seconde Guerre mondiale. Les survivants émigrèrent par la suite en Israël, diminuant drastiquement leur nombre dans la région.⁸⁸

⁸⁰ SIGIVNON.M., *Les Balkans une géopolitique de la violence*, Belin, 2009, p. 80.

⁸¹ GILLET.O., *Op cit*, p. 45.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid*, p 82

⁸⁴ SIGIVNON.M. *Op cit*, p.74.

⁸⁵ SIGIVNON.M. *Op cit.*, p. 75.

⁸⁶ CASTELLAN.G., *op cit.*, p.20.

⁸⁷ GILLET.O., *Op cit*, p.56.

⁸⁸ *Ibid*, p 58

Conflits religieux dans les Balkans ?

Le Pew Research Center a publié un classement de 198 pays et territoire vis-à-vis des restrictions globales de la religion (Cf. Annexe- Tableau 1). Afin de pouvoir mesurer celles-ci, les chercheurs ont créé deux indices : celui des restrictions dites « gouvernementales » (GRI) et celui des « hostilités sociales » (SHI). Le score d'un pays est donc calculé en comparant les deux indices d'année en année.⁸⁹ Le SHI a la particularité de classer les pays, du plus faible au plus fort, en fonction du taux d'hostilité recensé lié à la religion. Relevant ces données, nous avons dès lors classé les pays balkaniques.

Ainsi, le Kosovo, la Grèce, la Bulgarie et la Bosnie Herzégovine sont considérés comme ayant un score assez élevé d'hostilités. La République de Macédoine, le Monténégro, la Croatie et la Serbie sont quant à eux, considérés comme modérés. En revanche, l'Albanie et la Slovénie font figure d'exceptions puisqu'elles se placent dans la catégorie « low ».⁹⁰ S'il paraît normal pour la Slovénie de se situer dans cette catégorie étant donné son statut d'État monoreligieux (composé majoritairement de catholiques), il est au contraire surprenant pour l'Albanie de s'y situer. En effet, sa population est divisée du point de vue religieux puisqu'elle est composée d'orthodoxes, catholiques, musulmans sunnites et bektâchîs. Notons que le Bektâchisme est une confrérie musulmane hétérodoxe. Elle est également un syncrétisme puisqu'elle fut créée en absorbant toutes sortes de doctrines au fil du temps qui rend leur version de l'Islam plus tolérante.⁹¹ Les Bektâchîs sont souvent étiquetés de chiites. Toutefois, nous ne pouvons les considérer comme tels *stricto sensu* en raison des diverses influences doctrinales qui les traversent.⁹²

Hormis la Slovénie et l'Albanie, tous les autres pays ont un niveau plus élevé d'atteinte aux croyances et pratiques religieuses. Tous ont connu des hostilités impliquant la religion. Ces données sont donc assez révélatrices de la dimension religieuse présente dans la région. Nous noterons par ailleurs, la spécificité du cas albanais dans ce contexte régional puisqu'il est doté du chiffre le plus pas.

⁸⁹ PEW RESEARCH CENTER, Methodology, [en ligne] <http://www.pewforum.org/2015/02/26/appendix-1-methodology-2/> (page consultée le 5 mars 2016).

⁹⁰ *Ibid.*, [en ligne] http://www.pewforum.org/files/2015/02/Restrictions2015_SHI.pdf

⁹¹ CLAYER.N., *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane*, Kharthala, p. 51.

⁹² *Ibid.*

Si le Pew Research Center démontre donc empiriquement que la région est encline aux conflits, nous verrons que la littérature soutient également la présence d'une dimension religieuse non négligeable dans les conflits.

En effet, en distinguant les guerres infra- et interconfessionnelles, Thierry Mudry souligne qu'au cours du temps, ce sont surtout les premières, particulièrement au Moyen-Age, qui ont été lourdes de conséquences. Qui plus est, les conflits dans les Balkans ont avant toute chose été d'ordre social ou politique.⁹³ Soutenu par Dérens et Geslin, il évoque les grands événements historiques à l'origine des conflits tels que la division des deux Empires romains, Occident et Orient en 395, ou le schisme de 1054 entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe.⁹⁴ À cette division, s'ajoute par la suite la conquête ottomane, provoquant également des ruptures au sein même de l'Islam.⁹⁵ Ce sont ces dernières qui ont façonné le paysage religieux que l'on peut retrouver aujourd'hui.

Dans cette même optique, Paul Garde déclare, à juste titre, que pour beaucoup la religion était vue comme étant un facteur, certes parmi d'autres, de conflit voire même de « guerre de religion » et ce, spécialement dans des États multiconfessionnels. Or, l'auteur estime au contraire que les causes d'un conflit ne sont pas dans les religions elles-mêmes. Il argue que « le lien étroit entre appartenance confessionnelle et identité nationale est un trait commun à tous les pays de la région [Balkans] »; il y a un détachement de la foi proprement dite.⁹⁶ Dès lors, les conflits sont d'ordre national, et ont comme d'autres les mêmes enjeux. A savoir :

« Chaque peuple veut être maître de son territoire ou d'un territoire le plus grand possible, il veut y conserver ou y fonder son Etat, il veut y être le seul maître, ou même le seul présent. Et quand on en vient à la guerre, il n'est pas question de convertir l'adversaire, mais au mieux de se défendre contre lui au pire de le dépouiller, de l'éliminer ».⁹⁷

⁹³ MUDRY.T., *Les guerres de religion dans les Balkans*, Ellipses, Paris, 2004, p. 47.

⁹⁴ DERENS.J-A., GESLIN.L., *Comprendre les Balkans : Histoire, sociétés, perspectives*, Non lieu, 2007, p.79.

⁹⁵ MUDRY.T., *Op cit.*

⁹⁶ GARDE.P, « Le rôle des religions dans les conflits balkaniques », *Cités* 2/ 2003 (n° 14), p. 92.

⁹⁷ *Ibid*, p. 94.

La religion n'est donc pas le facteur majeur des premiers conflits balkaniques. Toutefois, il argue qu'il ne faut pas en sous-estimer le rôle notamment à partir de la chute du communisme.⁹⁸ Ainsi,

« les griefs religieux avaient tenu de tout temps une grande place dans la mémoire et le discours justificatif de chaque nation, et ces idéologies ont pris une nouvelle force avec la fin du communisme qui avait cherché [...] à les réduire au silence [...] »⁹⁹.

Dans « La haine au nom de Dieu ? », les auteurs constatent que les communautés religieuses n'hésitent pas à entrer en conflit avec le pouvoir politique, notamment, et ce régulièrement, en Croatie.¹⁰⁰ Ceci serait dû à l'ambition politique et sociale des communautés religieuses de retrouver un rôle central.¹⁰¹ Les Églises catholiques, orthodoxes et protestantes souhaitent devenir un vecteur de l'identité nationale ainsi que des acteurs dans le nouveau processus de démocratisation.¹⁰²

Ce retour du religieux, J-F Meyer l'explique par deux facteurs. Dans un premier temps, la religion a fait office de « contre-culture » sous le régime communiste. Les Églises ont continué de transmettre les valeurs nationales et ont par conséquent contribué au fil du temps à la persistance de l'identité religieuse. Dans un second temps, la disparition des valeurs et d'idéaux du communisme a créé un vide dans la société renforçant ce mouvement de retour vers la religion.¹⁰³

Cependant, l'éclatement du conflit n'a rien avoir avec les Églises. Beaucoup d'auteurs reconnaissent qu'il s'agit de la conséquence des ambitions politiques d'acteurs nationalistes. Ces derniers ont instrumentalisé l'identité religieuse engendrée par les Églises. Elles ont donc contribué, malgré elles pour certaines voir de plein gré pour l'Église orthodoxe en Serbie¹⁰⁴, à « l'inflation du nationalisme ».¹⁰⁵

Finalement, la littérature prend en considération la dimension religieuse dans l'analyse des conflits, car elle est inhérente à la région des Balkans. Néanmoins, si le religieux est

⁹⁸ GARDE.P, « Le rôle des religions dans les conflits balkaniques », *Cités* 2/ 2003 (n° 14), p. 91

⁹⁹ *Ibid.*, p. 95

¹⁰⁰ DERENS.J-A., DEVEIX P., LAUTHE.J.B., « La haine au nom de Dieu ? », le Courrier des Balkans, novembre 2009, p. 7

¹⁰¹ *Ibid.*;

¹⁰² GILLET.O., op cit, p 58

¹⁰³ MEYER.Jean-François, "Religion et sécurité internationale", *Etudes relatives à la politique de sécurité*, No 2/1995, p. 20.

¹⁰⁴ GARDE.P, « Le rôle des religions dans les conflits balkaniques », *Cités* 2/ 2003 (n° 14), p. 102.

¹⁰⁵ MEYER.Jean-François, *Op cit.* p. 23.

effectivement un facteur assez conséquent dans les conflits de la région, elle l'est avant tout exacerbée dans le déroulement de ces derniers à travers le politique et de manière symbolique (il n'y pas de tentative en Ex-Yougoslavie de convertir l'adversaire, mais de détruire à travers des symboles forts comme les Églises). Comme Garde le concluait, le lien entre religion et nation est non seulement profondément ancré, mais est complexe et dépend de biens cas.¹⁰⁶

Dans le cas des Balkans, c'est donc des conflits à dimension religieuse qu'il convient de discuter, correspondant ainsi à la définition que nous avons déterminée plus haut.

¹⁰⁶ GARDE.P, « Le rôle des religions dans les conflits balkaniques », *Cités* 2/ 2003 (n° 14), p. 103.

Chapitre 2 : Un cas d'exception : l'Albanie

« Je me réjouis particulièrement d'une heureuse caractéristique de l'Albanie, qui est préservée avec beaucoup de soin et d'attention : je fais référence à la cohabitation pacifique et à la collaboration entre ceux qui appartiennent à différentes religions ».

Pape François, Albanie, septembre 2014

Comme précisé auparavant, l'Albanie et la Slovénie sont les seuls pays des Balkans à avoir été placés dans la catégorie la plus basse de Pew Research Center. En observant chacun d'eux, il s'avère que l'Albanie est considérée comme un cas bien particulier.

Or, selon les résultats fournis par l'Institut des statistiques (Instat)¹⁰⁷ en 2011, la population albanaise se partagerait ainsi : 56,7 % des Albanais sont de confession musulmane, 10,53 % catholique, 6,75 % orthodoxe, 2,09 % Bektâchî. Notons néanmoins que 13,79 % des interrogés ont refusé de répondre à cette question.¹⁰⁸ Comment expliquer l'absence de conflit d'un pays divisé par la religion lorsque nous savons qu'elle est un facteur de conflit chez d'autres ? Cette situation qu'est cette problématique nous semblait être inattendue et surprenante dans ce contexte balkanique. Par conséquent, cela suscitait l'intérêt non seulement scientifique, mais également social¹⁰⁹. Dès lors, nous avons ainsi mis de côté la Slovénie, puisque celle-ci n'est pas aussi explicitement divisée que l'Albanie.

Très souvent figure d'exception, des auteurs comme Tonnes (1975), Ceka, Gjuraj (2013) et Vickers (2006) se consacrent à l'étude de ce cas singulier. Ainsi, nous verrons dans un premier temps en quoi l'Albanie s'avère être une exception dans le domaine des conflits religieux. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur son historique afin de pouvoir contextualiser sa situation.

¹⁰⁷INSTA, « The institute of statistic in Albania : Census 2011 », [en ligne] <http://www.instat.gov.al/en/census/census-2011/census-2011-prefectures.aspx>, (page consultée en Avril 2015)

¹⁰⁸ MANJANI.O., « Les minorités contestent les résultats du recensement », 17 décembre 2012, [en ligne] <http://balkans.courriers.info/article21398.html> (page consultée le 13 avril 2015)

¹⁰⁹CHEVRIER.J., « la spécification de la problématique », in GAUTHIER.B. (dir). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Presse de l'université de Québec, 5ed, 2009, p. 77.

Une exception par son absence de conflit

Tous les pays qui entourent l'Albanie ont un moment ou un autre généré un conflit civil avec une dimension religieuse, pensons par exemple aux conflits en Ex-Yougoslavie. Or, cela n'a jamais été le cas chez les Albanais d'Albanie. Ainsi comme l'écrivait Antonia Young, *“it is in fact remarkable that religious differences, the basis of so much antagonism and violence in all parts of the world, has not been a cause of conflict in Albania.”*¹¹⁰ Qui plus est, en regardant les causes des conflits en général, plusieurs se retrouvent également en Albanie renforçant d'autant plus son exceptionnalité sur la question.

Ainsi, la dimension économique qu'il s'agisse de la pauvreté, la criminalité ou des ressources) est une causalité non négligeable dans l'avènement d'un conflit. Or l'Albanie s'avère non seulement l'un des pays les plus pauvres d'Europe, mais la criminalité albanaise entache la réputation du pays. Ensuite arrivent bien souvent les crises politiques. Encore une fois, notre cas d'étude n'a pas été épargné par les nombreux blocages gouvernementaux au sortir du régime totalitaire ni même par les révoltes populaires. Par ailleurs, la fragmentation des sociétés ethniques, religieuses ou autres peut être à l'origine de graves hostilités entre les groupes. Nous noterons que l'Albanie possède des divisions internes qu'il nous faut prendre en considération. Malgré ces facteurs [que nous développerons d'ailleurs dans notre cadre conceptuel, l'Albanie demeure l'exception par excellence.

Gjuraj se penche sur l'absence de conflit religieux en Albanie et souligne particulièrement la tolérance religieuse qui y règne comme étant un facteur essentiel dans la compréhension du cas d'étude.

Ce dernier propose alors quelques arguments tout aussi convaincants. Ainsi, il considère l'argument sociologique dans un premier temps. Il faut en effet considérer la structure sociale et familiale des Albanais. Ces derniers sont organisés en clan et cela n'a pas changé étant donnée leur isolation quasi complète pendant le communisme. Les traditions et le système patriarcal sont actuellement difficiles à changer.¹¹¹ Sans arrêt

¹¹⁰ YOUNG.A., Religion and Society in Present-Day Albania, Journal of Contemporary Religion, Vol. 14, No. 1, 1999, P 2

¹¹¹ GJURAJ.T., “The inter-religious tolerance of the Albanian multi-religious society facts and misconceptions”, *European Scientific Journal*, April 2013 edition vol.9, n°11, p. 91.

sous une certaine domination étrangère, les uns ont toujours compté sur les autres, la culture albanaise, son identité, n'est pas basée sur la division religieuse, mais sur le sentiment patriotique contribuant dès lors à la coexistence entre les groupes.¹¹² Il rappelle en outre que les conflits religieux sont souvent menés, parce qu'un groupe tente d'imposer sa vérité, et ce à travers la loi ou la politique. Or, selon lui, les invasions et occupations étrangères au fil du temps, n'ont pas imposé de changements radicaux dans la société (comme la coexistence). Chaque communauté a eu le même destin. Dès lors, il n'y a pas eu de place pour le fondamentalisme ou le fanatisme.¹¹³ Cet argument est selon nous, bien trop généraliste, particulièrement lorsque nous savons qu'il y a un retour du religieux aujourd'hui.

Tout en déclarant qu'il n'y a pas de réponse simple à la question de savoir pourquoi il n'y a pas eu de conflit religieux en Albanie, il tente de détailler ses arguments en revenant sur le lien entre la religion et le nationalisme chez les Albanais. Il tente de démontrer que le nationalisme joue un rôle dans cette absence de conflits pour trois raisons majeures. En premier lieu, et ce, malgré le fait que la société soit divisée en trois religions, est le fait que l'ethnicité soit très compacte. Selon lui, ce fut une raison suffisante quant à unifier la population au sein d'un mouvement national. La religion n'a jamais été un facteur déterminant quant à leur éveil national.¹¹⁴ Nous noterons toutefois que l'ethnicité ne suffit pas selon nous comme explication puisque cela n'a pas empêché les Arabes d'avoir des conflits à dimensions religieuses.

En second lieu, l'auteur observe la résistance des musulmans face à l'Empire ottoman pour souligner l'unicité des Albanais face à la religion. Certes le Kosovo est musulman écrit-il, pourtant c'est là qu'était basé la résistance albanaise pour l'émancipation politique. Il observe en outre la situation des Bektâchî dans le mouvement national albanaise. Ces derniers étaient contre les méthodes d'islamisation des Turcs ottomans et ont créé leur propre confrérie. Ces derniers caractérisés par un islam tolérant n'ont jamais eu de problèmes avec le reste de la population et encore moins avec les autres

¹¹² GJURAJ.T., "The inter-religious tolerance of the Albanian multi-religious society facts and misconceptions", *European Scientific Journal*, April 2013 edition vol.9, n°11, p. 91.

¹¹³ *Ibid.* p. 92.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 93.

religions. En cause, ceux qui étaient à leur tête étaient des Albanais nationalistes. Ils ont d'ailleurs selon l'auteur, joué un rôle important dans le dialogue entre les religions.¹¹⁵

Encore une fois, il nous faut noter les similarités avec les Arabes. Beaucoup de leaders du Moyen-Orient tels qu'Atatürk en Turquie ou Nasser en Égypte, étaient au 20^e siècle convaincu par l'idée du progrès, de la modernisation et par conséquent du sécularisme.¹¹⁶ La religion a dès lors été déplacée de la sphère publique à la sphère privée, laissant plutôt place au nationalisme. Or, les choses ont changé notamment à travers le retour du religieux. Le Moyen-Orient apparaissait être bien plus religieuse en 2010 qu'elle l'avait été dans les années 60.¹¹⁷

Finalement, l'auteur reconnaît que l'Albanie est divisée linguistiquement parlant entre le Nord et le Sud. Toutefois, ces différences ne sont pas aussi profondes et cette caractéristique est selon lui présente dans beaucoup de pays.¹¹⁸ Il rejoint ainsi Paul Garde qui liait l'identité nationale et la religion :

« Un seul peuple balkanique échappe à cette situation, qui tous : musulmans, orthodoxes et catholiques, s'identifient seulement par leur langue albanaise et non par la religion, sans doute parce que leur prise de conscience nationale a été plus tardive (...) »¹¹⁹

L'auteur envisage dans un second temps le rapport entre religion et l'État en remontant l'Histoire de l'Albanie à partir de son indépendance. Le but étant ainsi de prouver que la tolérance religieuse ne date pas d'aujourd'hui. La séparation entre « État et religion » a notamment débuté à l'indépendance de l'Albanie, période quelque peu chaotique selon lui puisque d'une part, nous pouvions retrouver les catholiques heureux d'avoir quitté l'Empire et d'autre part, les musulmans mécontents à l'idée de séparer la religion des affaires d'État.

C'est durant cette période que la collaboration entre les religions a été engrangée, mais elle fut en quelque sorte établie par le Roi Zog I qui selon l'auteur, voulait en avoir un certain contrôle. La liberté religieuse était prônée et aucun privilège pour quelconque

¹¹⁵ *Ibid.* p. 94.

¹¹⁶ LEE.R. BEN SHITRIT.L., « Religion, Society, and politics in the Middle East », in LUST.E., *The Middle East*, 13^{ème} éd, Sage Cqpress, p. 214/

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ GJRUAJ.T., *Ibid.*, p. 95.

¹¹⁹ GARDE.P., *Op cit.*, p. 94.

religion n'était permis afin de maintenir l'unité. Toutefois, "*the feeling of patriotism did not eliminate the feeling of the religious faith*".¹²⁰

En 1945, le parti communiste avec à sa tête Enver Hoxha gagna les élections. Dès le départ, Hoxha mena une campagne « anti-religieuse ». Il considérait la religion comme étant une force sujette à diviser.¹²¹ C'est dans les années soixante cependant que l'aversion pour la religion atteint son pique puisque, d'une part, il entreprit de viser les étudiants à travers l'éducation (« une révolution culturelle) et d'autre part, en 1967, déclara l'Albanie comme premier État athée au monde.¹²² Selon Gjuraj, cette politique, en éradiquant la foi religieuse, a détruit le monde spirituel de la population ; ils ont de manière délibérée voulu que les gens ne pensent qu'à ce qui était nécessaire dans leur vie.¹²³ Or, ce fut selon lui le terreau de la tolérance religieuse. En séparant les religions, Enver Hoxja a jeté les conditions pour un rapprochement entre celles-ci.¹²⁴

Enfin Gjuraj conclut en tentant de dresser une image plus globale de la situation de l'Albanie. Il prévient qu'il ne rentrera pas dans les détails et qu'il argumentera selon ses propres opinions personnelles. Cependant, si Tonin Gjuraj tente de démystifier ce paradoxe, il nous semble que la richesse des arguments est peut-être trop explicite. Il s'agit certes d'un article fortement intéressant dont certains arguments semblent très convaincants, mais cela ne nous permet pas de saisir un élément plus global quant à l'explication de l'absence de religion en Albanie.

Par ailleurs, si les arguments présentés et ses opinions personnelles sont selon nous assez concluants, Gjuraj ne réfère à aucune donnée empirique et si c'est le cas, les références sont quelque peu datées. Ainsi, il déclare par exemple qu'il n'y a pas eu de partis politiques avec une affiliation religieuse, tout comme il n'y a pas eu d'organisations extrémistes.¹²⁵ Or, non seulement nous verrons dans la partie trois qu'il existe ce genre de parti, mais l'extrémisme est présent comme dans beaucoup d'autres

¹²⁰ GJURAJ.T. Op cit, p. 97.

¹²¹ ZICKEL.R.E., IWASSKI.W.R. *Albania a country study/ Federal research division*, Li brary of Congress,, 2nd ed, 1992, p 85

¹²² VICKERS.M., « L'Albanie terre de mission et la foi des Albanais », Novembre 2006, p.4. in *La Haine au nom de Dieu?: Religions et nationalismes dans les Balkans*, Les cahiers des courriers des Balkans, n°8

¹²³ GJURAJ, Op cit, p. 99.

¹²⁴ GJURAJ. Op cit. p.100.

¹²⁵ GJURAJ.T., p. 107.

pays. Cette dernière touche, certes, un faible parti de la population, mais environ 400 Albanais – du Kosovo comme de l’Albanie- sont partis rejoindre ISIS.¹²⁶

Enfin, son essai reflète sa pensée : une conviction certaine de la tolérance religieuse en Albanie. Dès lors, l’auteur argumente en sa faveur. Si la plupart de ses raisonnements s’avèrent vérifiés, il nous semble qu’une approche plus scientifique est nécessaire pour prouver ses dires. Reprendre la problématique de Gjuraraj fut dès lors une occasion de pallier aux difficultés que nous avons mentionnées tout au long.

Contexte historique albanais

Afin de mieux comprendre notre cas d’étude, celui-ci doit selon nous être analysé dans son contexte historique. Par conséquent un bref retour dans les événements du passé nous semblait nécessaire. Nous nous pencherons dès lors sur les particularités de la religion en Albanie avant de discuter du lourd passif communiste.

Les particularités de la religion en Albanie

Petit pays des Balkans, l’Albanie a la particularité d’être un peuple triconfessionnel.¹²⁷ Il s’agit du « point de rencontre du catholicisme romain, de l’orthodoxie de rite grec et de l’Islam », les trois grandes religions des Balkans.¹²⁸ Au premier abord, l’Albanie est considérée comme étant à majorité musulmane. Chose vraie puisqu’il s’agit de l’héritage de l’Empire ottoman. Toutefois, c’est également le résultat de conversion de masse au fil des siècles qui expliquerait le fort taux de musulmans aujourd’hui. Ces derniers se divisent ainsi en deux groupes, d’une part il y a les sunnites et d’autre part les Bektâchî.¹²⁹

Au moment de l’invasion ottomane, l’Albanie était déjà divisée en deux confessions. À la division de l’Empire romain en 395, l’Albanie devint une partie de l’Empire Byzantin bien qu’elle dépendait toujours, de manière ecclésiastique à Rome.¹³⁰ En 1054, lorsque le schisme a lieu, ce dernier divise également l’Albanie. Au sud, c’est la juridiction de

¹²⁶ TANNER., Marcus, Harliners nightmare : religious tolerance in only’s Europe majority muslim country », 31 mars 2015, [en ligne] <http://www.newsweek.com/2015/04/03/hardliners-nightmare-religious-tolerance-europes-only-majority-muslim-country-318212.html>, Page consultée le 1 avril 2015

¹²⁷ DERENS.J_A., *Balkans, la mosaïque brisée: frontières, territoires et identités*, éditions du cygne, p. 96.

¹²⁸ CHAMPSEIX E ; CHAMPSEIX.J-P., *Op cit.*, p. 64.

¹²⁹ ZICKEL.R.E., IWASSKIW.W.R., *Op cit.*, p. 82

¹³⁰ *Ibid.*

Constantinople qui prime et au nord, celle de Rome.¹³¹ Le clivage confessionnel se traduit ainsi également par une frontière nord/sud séparant les Guègues et Tosques, catholique et orthodoxe. (cf chapitre 3). Finalement, « les territoires albanophones se partageraient et se partagent toujours actuellement entre un Nord catholique et sunnite et un Sud orthodoxe et Bektâchî »¹³².

Le communisme

L'Albanie est l'un des anciens États socialistes où le poids du communisme fut l'un des plus importants. En effet, c'est en 1944, année de la libération du pays lors de la Seconde Guerre mondiale que le parti communiste monta au pouvoir. Ce fut une victoire sans partage puisqu'aucun autre parti leur avait fait face.¹³³ À la tête du parti, le futur dictateur Enver Hoxha qui dirigea le pays d'une main de fer.

« Dans ce pays le communisme fut différent du système imposé dans les pays de l'Est »¹³⁴. En effet, il s'agissait d'une version albanaise, le fruit d'une élite ayant été formée en Occident. La dictature ne s'est pas effritée au cours des années, au contraire, Enver Hoxha l'aura maintenu pendant près de 40 ans. Comme le soulignaient Elisabeth et Jean-Paul Champseix, contrairement à ses pays voisins, il n'y avait pas de nationalisme exacerbé chez les Albanais. Ces derniers étaient non seulement divisés entre Nord et Sud, mais également par un système clanique.

Nathalie Clayer démontre parfaitement, contrairement à Gjuraj, que l'origine du nationalisme albanaise prend ses sources dès le début du XIXe siècle. Toutefois elle souligne que l'identité nationale s'est en outre conçue lorsqu'elle devint l'objet d'une politique étatique ; à savoir la création de l'État d'Albanie. Clayer précise par ailleurs que celles qui auront véritablement contribué à l'identité nationale albanaise, c'est la mise en place du communisme d'Enver Hoxha.¹³⁵ C'est donc un « national-communisme » qu'il créa et dirigea avec fermeté. « *Le régime albanaise fut d'une dureté terrifiante. Un propos contre le pouvoir pouvait coûter cinq ans de prison, et la*

¹³¹ *Ibid.*

¹³² MUDRY.T., *Les guerres de religion dans les Balkans*, Ellipses, Paris, 2004, p. 94.

¹³³ CASTELLAN.G., *Albanie, Que sais-je?*, 2ème édit., novembre 1994, p. 63.

¹³⁴ CHAMPSEIX E., CHAMPSEIX.J-P., *L'Albanie ou la logique du désespoir*, La découverte enquêtes, 1992, p. 9.

¹³⁵ CLAYER.N." *Op cit.*, p. 720.

tentative d'«évasion» hors du pays, la peine de mort ». ¹³⁶ Ce n'est donc pas forcément la terreur ou l'isolement du pays qui a maintenu Hoxja au pouvoir, bien que cela ait fortement contribué, mais cette nouvelle identité albanaise créée, trop souvent de manière abusive, à travers ce national-communisme. ¹³⁷

Le communisme et la religion

Comme nous l'avions précisé auparavant, toute forme de pratique religieuse fut interdite par le parti communiste dans la constitution de 1975. ¹³⁸ C'est d'ailleurs une caractéristique notoire chez Enver Hoxja et le parti communiste que de noter son acharnement pour la religion ainsi que les clans familiaux. « Le pouvoir communiste ne se contenta pas de mener sa propagande nationaliste [...] il chercha aussi à modifier les structures mentales des Albanais pour faire naître l'Homme nouveau [...] ». ¹³⁹ La population se devait être unifiée, une division religieuse ou clanique n'était donc pas de mise. En effet, Enver Hoxja considérait la religion comme étant une force sujette à diviser. ¹⁴⁰

C'est dans les années soixante cependant que son aversion pour la religion atteint son pique puisque d'une part, il entreprit de viser les étudiants à travers l'éducation (« une révolution culturelle ou « révolutionnarisation » ¹⁴¹), et d'autre part, en 1967, déclara l'Albanie comme premier État athée au monde. ¹⁴² Tous les lieux de cultes avaient été déclarés comme étant propriété de l'État, ils ont alors été détruits ou réaffectés. Les fêtes religieuses furent supprimées ainsi que le port du deuil. ¹⁴³ La politique antireligieuse fut telle que même les prénoms à consonance religieuse durent changer et il en allait de même pour les villes. ¹⁴⁴

Si dans les années 80 les autorités comprirent que la politique antireligieuse ne fut pas un succès total étant donnée la présence de pratiques religieuses clandestines dans les

¹³⁶ *Ibid*

¹³⁷ CABANES.P.CABANES.B, *Passions albanaises de Berisha au Kosovo*, éditions odile jacob, p. 25.

¹³⁸ ZICKEL.R.E., IWASSKI.W.R Albania a country study/ Federal research division, Library of Congress,, 2nd ed, 1992, p. 85.

¹³⁹ CHAMPSEIX E ;, CHAMPSEIX.J-P., *Op cit*, p. 63.

¹⁴⁰ ZICKEL.R.E., IWASSKI.W.R, *Op cit*, p. 85.

¹⁴¹ CHAMPSEIX E ;, CHAMPSEIX.J-P., *Op cit*, p. 65.

¹⁴² VICKERS.M., « L'Albanie terre de mission et la foi des Albanais », Novembre 2006 in *La Haine au nom de Dieu? : Religions et nationalismes dans les Balkans*, Les cahiers des courriers des Balkans, n°8, p 4

¹⁴³ CHAMPSEIX E ;, CHAMPSEIX.J-P., *Op cit*, p. 75.

¹⁴⁴ ZICKEL.R.E., IWASSKI.W.R., *Op cit*, p. 86.

trois religions¹⁴⁵, ce n'est qu'en 1991 que l'exercice de la religion fut à nouveau autorisé. L'Albanie après ces nombreuses années d'athéisme devint soudainement une « terre de mission pour tous les mouvements religieux »¹⁴⁶. La religion réapparut graduellement tout en reconstruisant les Églises qui avaient été détruites. D'ailleurs, nombreuses ont été les aides financières des pays étrangers qui ont contribué à la reconstruction de ces dernières.¹⁴⁷

Aujourd'hui c'est un message de tolérance religieuse et de coexistence pacifique qui est principalement véhiculé par les politiques à travers les médias. Traversée de crise économique et politique, l'ouverture de l'Albanie s'est faite petit à petit, mais jamais la religion n'a été à l'origine d'un quelconque conflit.

Conclusion

En guise de cette première partie, nous remarquerons que ce paradoxe albanais, souvent illustré sous le concept de « tolérance religieuse » pour certains, a fait l'objet d'une conférence internationale en 2003 qui réunissait les religieux d'Albanie et d'ailleurs, ainsi que de grands acteurs politiques et soulignant d'autant plus le caractère spécifique et utile à réaliser cette étude.¹⁴⁸ Récemment, le cas de l'Albanie a également été mentionné lors d'une conférence en janvier 2016 au Parlement européen.¹⁴⁹ Cette dernière renforce une fois de plus le caractère exceptionnel de la situation.

Aucune réponse claire n'avait été donnée quant à savoir pourquoi l'Albanie était considérée comme tolérante et exceptionnelle. Tous les acteurs n'avaient fait qu'exprimer leurs points de vue en listant des réponses génériques telles que l'ethnicité, le nationalisme, l'histoire, voire le sentiment de respect l'un envers l'autre, mais sans en déterminer les raisons principales, une raison englobante avec une approche spécifique et des données empiriques.

¹⁴⁵ *Ibid* p.76.

¹⁴⁶ VICKERS.M. PETTIFER.J., *Albania : from anarchy to a balkan identity*, New-York university press, p. 117.

¹⁴⁷ VICKERS.M., « L'Albanie terre de mission et la foi des Albanais », Novembre 2006 in *La Haine au nom de Dieu? : Religions et nationalismes dans les Balkans*, Les cahiers des courriers des Balkans, n°8, p.141.

¹⁴⁸ International conference "Religions and Civilization in the New Millennium: the Albanian case", Organized in Tirana on November 14-15, 2003

¹⁴⁹ « Interreligious Dialogue : the tool for conflict resolution and reconciliation. The Albanian case », Parlement Européen, Bruxelles, 26 janvier 2016.

Par conséquent, dans la prochaine partie nous tenterons de répondre à un vide littéraire c'est-à-dire le fait que des variables seraient plus dominantes que d'autres dans l'explication potentielle. À travers notre problématique :

« Comment expliquer l'absence de conflit religieux dans un pays multiconfessionnel : cas de l'Albanie post communiste ».

Finalement, notons également que notre mémoire porte exclusivement dans la période post-communiste. Le pays ayant traversé 45 ans d'athéisme forcé, il ne nous semblait dès lors pas essentiel d'analyser cette période de temps. Il est vrai que nous aurions pu délimiter notre problématique en deux blocs : entre la création de l'État jusqu'au communisme d'une part et du post-communisme à nos jours d'autre part.

Toutefois, cette deuxième période nous semblait plus pertinente à analyser puisque la plupart des pays post-communistes, notamment dans les Balkans (nous l'avions démontré plus haut), ont vécu un retour du religieux en partie responsable de conflits. L'Albanie paraissait donc encore une fois une exception puisque dans cette même situation de retour religieux, elle n'en a pas connu. Dès lors, nous pensons que la raison majeure à notre problématique trouvera sa réponse dans cette deuxième période.

Partie II : Cadre conceptuel

Chapitre 4 : A l'origine des conflits

Si nous observons les différents facteurs déclencheurs de conflits dans le monde, l'Albanie est un pays qui en comprend tous les éléments. Comme nous le disions précédemment, il nous suffit de nous pencher sur les pays qui l'entourent pour s'en faire d'ores et déjà une idée. Quel élément peut dès lors expliquer cette absence de conflit religieux ?

En nous penchant sur les causes des conflits/guerre civile en général et en vérifiant leur présence en Albanie, nous serons capables de procéder à une méthode d'élimination. Ainsi, si un élément tel qu'une économie défaillante, considéré comme favorisant des hostilités, est présent dans notre cas d'étude, il conviendra de l'éliminer. En effet, cette hypothèse ne sera pas suffisante quant à expliquer l'exceptionnalité du cas albanais.

S'il peut paraître présomptueux de déterminer tous les facteurs des conflits, nous tentons toutefois de lister ici les facteurs généraux, et ce, dans un souci de simplicité. Nul doute que les conflits ont chacun leurs caractères singuliers et qu'il faudrait s'y attarder au cas par cas pour mieux les comprendre. Néanmoins, en passant en revue les facteurs qui peuvent impliquer un affrontement, nous verrons qu'un seul élément sera mis en exergue. Celui-ci formera par conséquent, notre hypothèse principale. En effet, cet élément, facteur de conflit chez d'autres, ne le sera pas dans notre cas et pourra donc potentiellement répondre à notre problématique. Comme nous le rappelait George Corm, c'est une analyse multifactorielle, c'est à dire « qui décline les causes démographiques, géographiques, économiques, politiques, historiques, idéologiques et culturelles ». ¹⁵⁰ En outre, nous verrons que c'est l'entrepreneur politique, instrumentalisant la religion, qui paraîtra être la réponse. Cette dernière nous aidera donc à créer notre hypothèse.

¹⁵⁰ CORM.G., *Pour une lecture profane des conflits : sur le "retour du religieux" dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2012, p. 24.

Le facteur économique ?

Le facteur économique est une cause majeure de conflit. Qu'il s'agisse de mettre la main sur des ressources ou de contrôler des routes commerciales voire des carrefours stratégiques, la dimension économique des guerres civiles est bien présente.¹⁵¹ Les recherches dans la dimension économique se déclinent bien souvent selon trois domaines : les variables socio-économiques telles que la pauvreté, les motivations des acteurs du conflit et enfin l'économie de la guerre.¹⁵²

Les études par variables socio-économiques sont un premier domaine de recherche que nous pouvons envisager. Ainsi Humphreys, qui réalise une revue de littérature exhaustive, estimait par exemple qu'il était plus probable qu'une guerre civile éclate si le pays était touché par la pauvreté, tout comme à son tour, des affrontements impliqueraient une plus grande pauvreté.¹⁵³ Une autre conclusion estimait que les pays sont d'autant plus vulnérables si leur économie dépendait des produits dits primaires.¹⁵⁴

Les motivations économiques des guerres sont un deuxième domaine à discerner. Collier et Hoeffler ont développé un modèle économétrique – qui prédit l'avènement des guerres civiles selon les griefs et l'avidité des acteurs. Les auteurs déterminent ainsi que les acteurs des conflits sont surtout motivés par les opportunités. Quatre facteurs vont dès lors influencer une rébellion. Nous citerons à titre d'exemple la disponibilité du financement sur le territoire en question. Ainsi, les auteurs démontrent que l'exportation de produits primaires et la présence d'une diaspora à l'étranger impliquent un plus grand risque de conflits.¹⁵⁵ Le revenu des acteurs peut également être une source de grief et donc contribuer au déclenchement du conflit.¹⁵⁶

Dans un troisième temps, des chercheurs distinguent plutôt l'économie des guerres civiles. Ainsi Peter Andreas pense que la plupart des guerres intraétatiques contemporaines ont une dimension criminelle. Étudiant le cas de la Bosnie-

¹⁵¹ CORM. G., *Pour une lecture profane des conflits: sur le "retour du religieux" dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2012

¹⁵² CAMPANA.A., *Analyse des conflits*, Session hiver 2015, Université Laval

¹⁵³ HUMPHREYS, op cit p 20-21

¹⁵⁴ HUMPHREYS, op cit p 20-21

¹⁵⁵ COLLIER.,P HOEFFLER.,A., "Greed and Grievance in civil war", *oxford economic papers*, vol.56,n°4, 2004, p. 588.

¹⁵⁶ *Ibid.*

Herzégovine, Andréas prouve que cette dernière est à prendre en compte notamment dans le déclenchement des guerres civiles. En effet, nous pouvons y observer l'utilisation des réseaux de contrebandes et d'acteurs criminels afin de pouvoir financer la guerre en question. Plus spécifiquement, ce qu'il défend également, c'est le fait que cette dimension « économique » s'exacerbe dans un contexte de « *evading international economic sanctions and arms embargoes* »¹⁵⁷. L'intervention extérieure dans un conflit peut donc augmenter le risque de l'avènement d'un conflit, voire contribuer à sa continuation.

Dans cette même optique, Roux Michel souligne également que la criminalisation de l'économie est également un facteur à considérer. Il précise que ce genre de phénomène n'épargne pas les pays voisins »¹⁵⁸. Ainsi, la « décomposition de l'Ex-Yougoslavie a brisé des complémentarités économiques établies de longue date »¹⁵⁹. Il cite notamment la situation de la Bosnie et de la Croatie.

Toutefois, si l'aspect économique est facteur de conflit dans des pays tels que la Bosnie, la Serbie, la Croatie ou exacerbe de manière générale les belligérances dans le monde, l'Albanie quant à elle n'a pas dû y faire face. Ni les variables socio-économiques, ni la motivation des acteurs et la dimension criminelle n'ont impliqué un conflit. Or, sa situation n'est pourtant rien à envier. Épargnée par les conflits dans les Balkans, la réalité post-communiste rattrape très vite l'Albanie. Sa situation est d'ailleurs considérée comme assez préoccupante dans les « domaines de l'économie, la corruption et la capacité à gouverner selon les normes démocratiques »¹⁶⁰.

La dimension criminelle est bien présente dans notre cas d'étude. *Transparency International* a créé un indice de perception de la corruption. Il place l'Albanie 88^e sur 168 pays, avec un score de 34 sur 100 en 2015. 0 étant le plus corrompu et 100, le pays le plus irréprochable, cela reflète bien la situation de l'Albanie.¹⁶¹ Qui plus est,

¹⁵⁷ PETER.A., « The Clandestine Political Economy of War and Peace in Bosnia », *International studies Quarterly*, vol.48,2004, p. 30.

¹⁵⁸ ROUX.M., « Où en est-on dans les Balkans ? », *Hérodote* 4/2001 (N°103), p. 94

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ PERROT.O., « L'Albanie sur la route de l'Euro-Atlantique », 9 juin 2009 [en ligne] <http://www.diploweb.com/L-Albanie-sur-la-route-euro.html> (page consultée le 14 avril 2015)

¹⁶¹ TRANSPARENCY INTERNATIONAL, Albania, 2015 [en ligne] http://www.transparency.org/country/#ALB_DataResearch_SurveysIndices, (page consultée le 20 septembre 2015)

officiellement candidate à l'Union européenne, le rapport de 2014 « *Albania progress report* » précise également, et ce malgré les avancées positives, que l'Albanie devait continuer ses efforts contre le crime organisé, trafic de femme, de cannabis, etc.¹⁶²

En outre, si la communauté internationale a déversé environ 600 millions de dollars entre 1992 et 1997 dans le but d'aider l'Albanie au sortir de la dictature d'Enver Hoxja, distribué de manière dispersée, cela a malheureusement favorisé, selon Édith Lhomel, de la corruption à tous les niveaux.¹⁶³

Les embargos de l'Union européenne et de la Grèce contre la Serbie et la Macédoine dans les années 90, n'ont pas aidé en ce qui concerne le développement des économies parallèle s'établissant dès lors dans le pays voisin ; l'Albanie. Ainsi, cette dernière porte bien son nom : « *the land of mercedes* ». Cela reflète les nombreux trafics qui ont eu lieu au port de Durrës, le premier port d'Albanie.¹⁶⁴

La corruption et les réseaux criminels comme la mafia se sont dès lors mis en place. Comparé à la *Cosa Nostra* ou la *Camorra*, les mafias issues de l'Italie, cette dernière prend de plus en plus d'ampleur sur la scène européenne.¹⁶⁵ Lhomel écrit d'ailleurs : « l'Albanie est devenue en quelques années une plaque tournante en Europe de multiples trafics ».¹⁶⁶ Il semblerait ainsi que les Albanais détiennent 40 % du marché de l'héroïne en 2001, en plus d'être les premiers producteurs de marijuana¹⁶⁷. En 2011, 13 % de l'héroïne qui a pénétré en Italie provenait de l'Albanie. Ces réseaux ont fait du pays une plaque incontournable dans ce qu'on appelle « la route des Balkans »¹⁶⁸ C'est par ce chemin que sont véhiculées la plupart des drogues à destination du marché européen.

¹⁶² ALBANIA PROGRESS REPORT, Octobre 2014, European commission, [en ligne] http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2014/20141008-albania-progress-report_en.pdf (Page consultée le 14 avril 2015)

¹⁶³ LHOMEL, E., *Op cit*, p 161

¹⁶⁴ KOUTOUZIZ., *Drogues à l'Est : logique de guerres et de marché*. In: *Politique étrangère*, n°1,1995, p. 240.

¹⁶⁵ ARSOVSKA.J., JAY.J., « Europe : la razzia des groupes albanais. », *Alternatives Internationales* 12/2010 (n°49), p. 31.

¹⁶⁶ LHOMEL, E., *Op cit*, p 161.

¹⁶⁷ RAUFER.X., « Le crime organisé albanophone en 2007, vue cavalière », *Outre-Terre* 2006/4 n° 17, p. 416.

¹⁶⁸ United Nations Office on Drugs and Crime, *The illicit drug trade through south-eastern Europe*, March 2014, [en ligne] https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit_DT_through_SEE_REPORT_2014_web.pdf, page consultée le 1^{er} avril 2016, p. 41.

Très discrets par opposition aux autres mafias italiennes, pour entre autres ne pas s'attirer les regards des autorités, certains parrains albanais ont pourtant déferlé la chronique¹⁶⁹. Raufier Xavier relate toutefois qu'il faudrait surtout parler de crimes organisés albanophones puisque les criminelles proviennent certes de l'Albanie, mais également du Kosovo et de la Macédoine. La diaspora ajoute très certainement jouer un rôle dans l'expansion du phénomène.¹⁷⁰

En ce qui concerne les variables socio-économiques, l'Albanie reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Une étude de la Banque mondiale concernant les mesures de standards de vie estimait qu'il y avait une augmentation du taux de la pauvreté de 14,3 % depuis 2008 (basé sur les chiffres de 2012).¹⁷¹ En outre, l'agriculture reste la principale source d'emploi puisque d'une part, il contribue à 21 % du PIB et d'autre part, représente 43,3 % des travailleurs (selon les chiffres de 2014)¹⁷².

Comme le soulignait Collier et Hoeffler, les faibles revenus peuvent attiser la violence envers le gouvernement. Or, l'épisode de l'effondrement des pyramides financières en 1997, ruinant les Albanais, a provoqué une révolte populaire auprès de la population. Si cela a bien été le cas, plongeant cette dernière dans une situation chaotique¹⁷³ où le gouvernement ne détenait plus aucun contrôle, notons qu'il n'y a pas guerre civile.

Finalement si le facteur d'une économie défaillante est une cause qui y a contribué à exacerber des conflits, elle ne pourra être prise en considération dans notre cas d'étude puisque l'Albanie tout comme d'autre, est un pays très défavorisé à bien des points de vue¹⁷⁴.

Facteur systémique

L'échec systémique, souvent défini aussi comme une défaillance de l'État, est un attribut des conflits qui est très largement partagé. Lié en partie à la dimension

¹⁶⁹ RAUFER.X., « Le crime organisé albanophone en 2007, vue cavalière », *Outre-Terre* 2006/4 n° 17, p. 72

¹⁷⁰ RAUFER.X., QUERE.S., *La mafia albanaise, une menace pour l'Europe*, Favre, 2000.

¹⁷¹ Banque mondiale, Avril 2015, [en ligne].

<https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/eca/Albania-Snapshot.pdf>, p.3

¹⁷² *Ibid*, p 4

¹⁷³ LAFONT.C-H., « Y a t-il une menace albanaise ? », Janvier 2001, [en ligne]http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=178 (page consultée le 3 avril 2016)

¹⁷⁴ DERENS.J-A., GESLIN.L., *Comprendre les Balkans : Histoire, sociétés, perspectives*, Non lieu, 2007 p. 295.

économique, l'état failli peut être un déclencheur du conflit. Un exemple type pourrait ainsi être l'Ex-Yougoslavie ou la Somalie. En effet, le concept caractérise des états qui sont incapables d'exercer leurs rôles à savoir ce qui est du domaine du contrôle de territoire ou de la justice, voire les services économiques et sociaux envers sa population.¹⁷⁵

Dans le cas de l'Ex-Yougoslavie, c'est la crise institutionnelle, à la mort de Tito qui est un élément déclencheur. Petit à petit, c'est le domaine économique et social qui ne suit plus et l'endettement est à son comble. L'éclatement de l'Ex-Yougoslavie achève finalement le système étatique. En ce qui concerne la Somalie, la chute du régime en 1991 n'est pas sans conséquence également. Sans contrôle du territoire par un État central, c'est l'affrontement autour des ressources et la montée de l'islam qui génère des dynamiques de conflits.¹⁷⁶

Le survol de ces deux exemples permet de comprendre qu'un État fragile est susceptible d'engranger des conflits quelque peu violents. Toutefois, cela ne permet pas d'éclairer notre cas d'étude. En effet, le système politique albanais a non seulement connu de multiples crises politiques au sortir du communisme, mais a connu un événement qui plaça l'Albanie proche du chaos. Nous l'avons déjà évoqué plus haut, il s'agit de l'épisode des pyramides financières ruinant les Albanais. La situation dégénéra ainsi en révolte populaire. La population réclamait la démission du Président Berisha d'une part et un remboursement des épargnants d'autre part. Ceci plongea l'Albanie dans une situation chaotique où le gouvernement ne détenait plus aucun contrôle.¹⁷⁷ En pleine banqueroute économique et financière ainsi qu'une crise politique, l'instauration de l'état d'urgence a été déclarée.

Malgré ces épisodes, aucun conflit majeur tel qu'en Ex-Yougoslavie, en Bosnie ou en Serbie n'a été enregistré. L'hypothèse de l'échec systémique et politique ne peut donc être retenue puisque cela a quasi été le cas pour l'Albanie également.

¹⁷⁵ VERON.J-B, La Somalie: cas d'école des Etats dits "faillis", *Politique étrangère* 1/2011 (Printemps) , p. 45.

¹⁷⁶ VERON.J-B, *Op cit* p. 46

¹⁷⁷LAFONT.C-H., »Y a t-il une menace albanias ? », Janvier 2001, [en ligne] http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=178 , (page consultée le 15 mars 2016)

Si la situation albanaise est loin d'être similaire à la Somalie ou à l'Ex-Yougoslavie qui sont les archétypes du concept d'un état failli, il nous faut surtout noter l'instabilité politique et économique qui y règne. Moins grave qu'en 1997, l'Albanie fut encore en proie à une profonde crise politique en 2009. En effet, l'opposition socialiste d'Edi Rama contestait le parti au pouvoir représenté par Sali Berisha.¹⁷⁸ Beaucoup estimaient d'ailleurs que les Albanais avaient évité le pire grâce à l'intervention de la communauté internationale.¹⁷⁹

Le *Failed States Index* qui classe les pays selon leur stabilité nous éclaire d'autant plus sur la situation de l'Albanie. Nous avons notamment placé dans un tableau comparatif les autres pays des Balkans. Nous remarquons qu'en 2015 l'Albanie est placée dans la même catégorie que la Macédoine en ce, que tous deux sont à risques. La Bosnie-Herzégovine et la Serbie sont quant à eux en « alerte » tandis que la Grèce, la Croatie, le Monténégro et la Bulgarie sont considérés comme étant « moins que stables ». En tête de liste, seule se situe la Slovénie dans la section « plus que stable ». [Cf. annexe tableau 2: The failed states index].

En cours du processus démocratique, l'Albanie doit donc encore faire des efforts. Soulignons néanmoins le fait que malgré ces différentes situations problématiques vues auparavant et sa position dans le classement précédent, aucun conflit n'a émergé *a contrario* des autres pays balkaniques.

Fragmentation de la société : Facteur ethnique ? Géographique ?

Facteur ethnique

Comme nous le rappelions dans première partie de ce mémoire, il n'existe pas de consensus clair quant à la définition de conflit religieux et il en va de même pour l'ethnicité. Dès lors, il est difficile de définir si une guerre ou un conflit est considéré comme ethnique ou si l'ethnicité est en majeure partie responsable d'affrontements violents. Les chercheurs sont plutôt divisés sur la question.

Ainsi pensons à Brubaker, qui se montre assez critique envers ce qu'il appelle le «groupisme», soit la «tendance à considérer les groupes comme étant distincts, clairement

¹⁷⁸ Courrier des Balkans, [en ligne], page consultée le 15 mars 2015, https://www.courrierdesbalkans.fr/ps-albanie?id_mot=890

¹⁷⁹ LEPOINT, « Albanie : le pire a été trouvée », 29 Janvier 2011,[en ligne] http://www.lepoint.fr/monde/albanie-le-pire-a-ete-evite-mais-la-situation-reste-tres-fragile-29-01-2011-133396_24.php (page consultée le 6 avril 2016)

différenciés, homogènes à l'intérieur et délimités à l'extérieur »¹⁸⁰. Il n'existerait pas de groupe « ethniques » en soi, c'est en les catégorisant qu'ils le deviennent. Toutefois, cela n'empêche pas d'étudier les conflits dit « à caractère ethnique », seulement, cette caractéristique n'est pas une cause première aux conflits.¹⁸¹ Ainsi John Mueller rejoint ce dernier dans la mesure où selon lui, il n'y a pas de guerres ethniques, elles sont issues de violences banales c'est-à-dire d'opportunistes, des scélérats ou des criminels encouragés par les élites.¹⁸²

Prônant l'aspect ethnique, d'autres auteurs, comme Kaplan, considèrent par exemple que la chute de la Yougoslavie qui avait jusque-là calmé les velléités de chacun a ramené sur le devant de la scène ces « haines » anciennes.¹⁸³ L'ethnicité est donc un marqueur important si ce n'est principal, des guerres qui ont suivi.

D'autres encore, comme Kaufman, pensent également que les identités ethniques sont cruciales, mais celui-ci considère que ce n'est pas suffisant quant à énoncer une explication dans l'avènement des conflits.¹⁸⁴

Toutefois, le facteur identitaire semble contenter la plupart (à l'exception de Brubaker par exemple) puisque selon certains, cela peut jouer un rôle dans le déclenchement des conflits. Les guerres civiles identitaires sont déterminées par le fait qu'elle « oppose des groupes auxquels on appartient à la naissance ou très difficile de changer »¹⁸⁵ comme l'ethnicité ou la religion. En outre, loin de nier que l'ethnicité ou toute identité collective est facteur de conflit, Derriennic précise au contraire deux conditions pour qu'il y ait conflit ou que celui-ci devienne violent. Celles-ci sont la délimitation de frontières entre les groupes et la polarisation de ce dernier.¹⁸⁶

Facteur géographique

Les facteurs géographiques n'en restent pas moins à négliger. George Corm regrette par exemple le manque de contextualisation des conflits qui prennent tout leur sens lorsque nous observons une carte. Pourquoi s'indigner de la volonté de l'Iran qui veut devenir un acteur régional important et pas celui des États-Unis qui se situent pourtant à

¹⁸⁰ BRUBAKER, R. « Ethnicity Without Groups », Archives Européennes de sociologie, Vol. 43, No. 2, p. 164.

¹⁸¹ *Ibid.*, p.166.

¹⁸² MUELLER, J., « The banality of Ethnic war », *International Security*, Vol.25, n°1, 2000, p. 44.

¹⁸³ MUELLER, J., « The banality of Ethnic war », *International Security*, Vol.25, n°1, 2000, p. 44.

¹⁸⁴ KAUFMAN, S., « Symbolic Politics or Rational choice », *International security*, vol.3, 2006

¹⁸⁵ DERRIENNIC, J.-P., *Les guerres civiles*, Presses de science po, 2001, p. 82.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 74.

15 000 km de la région convoitée ?¹⁸⁷ Son constat est clair, la géographie prend toute son importance dans la lecture d'un conflit. Il nous faut observer s'il y a des dominations étrangères, si certaines populations locales sont plus privilégiées que d'autres, comment ces dernières sont placées, etc.

À la lumière de ces arguments, pouvons-nous considérer les fragmentations ethniques, géographiques ou une polarisation des groupes comme facteur de l'absence de conflit en Albanie ?

Ces facteurs sont-ils applicables à notre cas ?

Le facteur d'une société divisée ne peut être retenu comme étant une cause à cette absence de conflit. L'Albanie malgré son homogénéité est fragmentée de manière régionale entre le nord et le sud, de manière linguistique entre le dialecte Tosque et le Guègue ainsi que de par notre sujet d'étude ; ses quatre religions.

L'Albanie est considérée comme un peuple très homogène, voire compact, comme le rappelait Gjuraaj¹⁸⁸. Les chiffres souvent avancés estiment que 95 % de la population est albanaise.¹⁸⁹ Toutefois, il reste à noter qu'elle est composée de minorités. Selon la fondation Robert Schuman, des Grecs, des Valaques, des Roms/Tsiganes, des Macédoniens ainsi que des Italiens sont présents.¹⁹⁰ Les Grecs et les Macédoniens constituant des minorités officiellement reconnues.¹⁹¹ Dans la mesure où aucun chiffre officiel récent n'existe, puisque le recensement de 2011¹⁹² a été boycotté par les minorités, beaucoup s'accordent à dire (notamment le Gouvernement grec) que les Grecs forment la plus grande minorité ethnique.¹⁹³

¹⁸⁷ CORM. G., *Op cit*, p. 27

¹⁸⁸ GJURAJ.T., "The inter-religious tolerance of the Albanian multi-religious society facts and misconceptions", *European Scientific Journal*, April 2013 edition vol.9, n°11.

¹⁸⁹ BIBERAJ.E. "The challenges of transition" in "Central and East European Politics from communist democracy", edited by WOLCHICK.S., CURR.J.L, 2011, p. 369.

¹⁹⁰ Fondation Robert Schuman, [en ligne] <http://www.robert-schuman.eu/fr/syntheses/0025-les-minorites-nationales-en-europe-centrale-et-orientale>, page consultée le 5 mars 2016

¹⁹¹ OCDE, Examens des politiques nationales d'éducation : Europe du Sud-Est, 2003 Volume 1 : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Kosovo, P. 44.

¹⁹² MANJANI, O., « Les minorités contestent les résultats du recensement », [en ligne], <https://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil-de-l-info/albanie-les-minorites-contestent-les-resultats-du-recensement.html>, page consultée le 15 mars 2016

¹⁹³ Human Rights in post-communist Albania, 1996, [en ligne] <https://www.hrw.org/reports/pdfs/a/albania/albania963.pdf>, p.138.

Par ailleurs, si la population paraît plus homogène que le reste des Balkans, lorsque nous nous penchons sur le cas albanais, « ils apparaissent dans une situation géopolitiquement moins favorables que celle des autres nationalités des Balkans »¹⁹⁴. En effet, les Albanais se divisent entre les Guègues au Nord et les Tosques au sud.

*« Les premiers sont présentés comme des montagnards, ayant longtemps vécu isolément, respectant le droit coutumier et disposant d'une organisation tribale qui leur a permis de surmonter la rudesse de leur enclavement géographique. Les seconds, habitant originellement des plaines et vallées, avaient davantage de tradition d'ouverture ».*¹⁹⁵

Edith Lhomel confirme le clivage nord-sud sur le territoire albanais qui est d'autant plus instrumentalisé par la politique au début des années 90. Cette dernière explique ainsi que Sali Berisha provenant du Nord, s'était entourée d'hommes de cette région par opposition à Enver Hoxha provenant du Sud. En 1944, ce dernier avait notamment imposé comme langue officielle du pays le Tosque soit le dialecte du sud.

Lorsque nous prenons un certain recul vis-à-vis de la géographie et que nous nous détachons des divisions faites précédemment, nous pouvons observer que beaucoup d'Albanais sont présents en dehors du territoire. « En tant qu'État, elle ne regroupe que la moitié des Albanais vivant dans les Balkans »¹⁹⁶. Cette caractéristique renforce encore une fois l'exceptionnalité de notre cas d'étude. En effet, les albanais ont été acteurs d'un conflit en Macédoine et au Kosovo, mais jamais en Albanie.

Ainsi, en Macédoine, des violences interethniques font très souvent l'actualité. Le dernier épisode avait ainsi lieu dans la ville de Kumanovo où ont eu lieu des affrontements armés avec des Albanais Kosovares¹⁹⁷. Toutefois, il s'agit également d'une question d'ordre politique puisque les deux ethnies mènent un combat médiatique acharné en vue des prochaines élections en juin 2016. L'une comme l'autre, marque les territoires en affichant des croix orthodoxes ou l'aigle bicéphale.¹⁹⁸

Quant aux Albanais du Kosovo, le conflit inter-ethnique avec les Serbes débouchant sur le massacre de la population de souche albanaise parle de lui-même. Épisode tragique

¹⁹⁴ DUMONT.G., « Le peuplement balkanique, un kaléidoscope géopolitique », géostratégie, n°31, 2011, p. 28.

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ CABANES.P., CABANES.,B.,*Passions albanaises de Berisha au Kosovo*, Odile Jacob, 1999, p. 212.

¹⁹⁷ NAUMOVSKI.J, « Provocations et marquage ethnique du territoire », 7 novembre 2015, [en ligne] <https://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil-de-l-info/macedoine-le-proces-des-affrontements-de-kumanovo-pret-a-demarrer.html> (page consultée le 25 mars 2016)

¹⁹⁸ NAUMOVSKI.J, « Provocations et marquage ethnique du territoire », 7 novembre 2015, [en ligne] <https://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil-de-l-info/macedoine-le-proces-des-affrontements-de-kumanovo-pret-a-demarrer.html> (page consultée le 25 mars 2016)

qui divise la politique aujourd'hui. En effet, amorcé en 2011, c'est en avril 2013 que la Serbie et le Kosovo normalisent leurs relations en signant un accord chapeauté par l'Union européenne. Or, l'opposition du gouvernement kosovare ne l'entend pas de cette manière puisque le Kosovo est désormais en proie à une crise politique.¹⁹⁹

La domination étrangère

L'Histoire a montré que les plus grands empires ont engendré dans leur déclin des tensions, des conflits et des guerres. En considérant plusieurs cas tels que l'Empire d'Alexandre le Grand, l'Empire romain d'occident ou l'Empire ottoman, nous pouvons observer que la création de ces nouveaux États s'est faite par les armes. En outre, les États résultant de la division d'un empire se sont, par la suite, fait la guerre ou ont été plus enclins à le faire. Dès lors, nous pouvons considérer que la domination d'un empire par le passé peut être un facteur explicatif à l'avènement des conflits ou l'exacerbation de tensions.

Dans le cas de l'Empire ottoman, celui-ci aura non seulement dominé une très vaste région à son apogée, mais ce, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ainsi Georges Corm soulignait que le « dépècement » de l'Empire ottoman a eu des conséquences dramatiques au Moyen-Orient. C'est d'ailleurs ce qu'il appelle une balkanisation géographique et politique des territoires arabes qui, selon lui, est à l'origine des instabilités actuelles.²⁰⁰

La région des Balkans n'aura pas non plus été épargnée par la domination ottomane pendant quasi cinq siècles.²⁰¹ À la chute de l'empire, mais également dès son déclin, la région devient le terrain d'affrontements entre les nouveaux États. Ceci affirmant dès lors ce que soulignait Corm précédemment.

Avant sa chute officielle liée à la fin de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman a dû faire face aux guerres balkaniques au cours desquelles il a perdu la majorité de ses

¹⁹⁹ VIKTINE.B, « La serbie et le Kosovo normalisent leurs relations sous la pression de l'UE », Décembre 2014, [en ligne] http://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2013/04/20/la-serbie-et-le-kosovo-normalisent-leurs-relations-sous-la-pression-de-l-ue_3163408_3214.html (page consultée le 5 février 2016)

²⁰⁰ CORM.G. « La Première Guerre mondiale et la balkanisation du Moyen-Orient », *Politique étrangère* 1/2014 (Printemps), p. 195.

²⁰¹ ZIECKEL.R., IWASWKIW.W.R., *Op cit.*, p. 83.

territoires dans les Balkans. La première eu lieu en 1912-1913 entre un bloc balkanique composée de la Serbie, du Monténégro, de la Grèce et de la Bulgarie d'une part et l'Empire d'autre part. Malgré leur victoire, les vellétés sont de mises, car le partage des territoires et la délimitation des frontières ne satisfont pas les partis. Ceci entraîne alors l'avènement de la Deuxième Guerre balkanique.

L'hypothèse de Corm reste selon nous également valable en ce qui concerne les Balkans. Dans notre cas d'étude, non seulement la chute de l'Empire à la fin de la première mondiale est un facteur clé, mais les guerres balkaniques également. Dès lors, si nous nous penchons sur les pays qui ont été sous l'emprise ottomane, tous ont à un moment ou un autre participé à des conflits et/ou au cours duquel une dimension religieuse peut y être observé. Il nous suffit de jeter un regard sur une carte que pour avoir un bref aperçu qu'il s'agisse du Moyen-Orient ou des Balkans.

Notre cas d'étude situé dans les Balkans a également été sous l'influence de l'Empire ottoman. En revanche, contrairement aux autres pays qui composaient l'empire, l'Albanie n'a jamais connu de conflit à dimension religieuse. Par conséquent, l'Albanie paraît être une exception dans la mesure où malgré son passé ottoman, celle-ci n'a pas connu de guerre.

Système présidentiel ?

Le régime politique d'une société influence-t-il l'avènement d'un conflit ? Dans ce cas, lequel est le mieux à même d'éviter ces derniers ? Lequel aurait a contrario plus tendance à amener une stabilité ? Est-ce que le régime politique albanais est l'origine d'une absence de conflit ?

Sisk souligne le fait que le parlementarisme, de par sa définition même, est plus enclin à l'inclusion de plusieurs groupes, comme les minorités, tandis que le présidentielisme se concentre au contraire sur une personne plus spécifique. Loin de déclarer que l'un ou l'autre des régimes est à privilégier, Linz estime que le parlementarisme aura de plus grandes tendances à mener à une démocratie stable.²⁰² Dans cette même optique, « les régimes présidentiels sont deux fois plus susceptibles d'être renversés que les systèmes

²⁰² LINZ, "The perils of presidentialism", *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, p. 11.

parlementaires. Ces derniers, ayant d'autant plus une espérance de vie moyenne de 71 ans »²⁰³.

D'autres argumentent plutôt en faveur du présidentielisme ; ce système serait mieux à même d'obtenir la stabilité d'une société divisée. En effet, ce système peut également réduire les conflits dans la mesure où le Président incarne un symbole ; il peut être élu en tant que « rassembleur ».²⁰⁴ En outre, le système parlementaire n'est pas plus stable en raison des nombreuses crises gouvernementales qui ne sont pas forcément prises en considération.²⁰⁵

Finalement, la littérature n'a pas trouvé de consensus clair chacun disposant d'arguments en leur faveur. Comme nous le rappelle Frye, il est difficile de donner tort au présidentielisme dans la mesure où aucune relation de cause à effet n'a pas été déterminée. Par conséquent à la question, peut-on considérer le régime présidentiel de l'Albanie comme pouvant être à l'origine de l'absence de conflit en son sein ? Nous devons être prudents puisque la littérature elle-même a ses opposants à la question.

Toutefois, même si nous statuons sur l'une ou l'autre tendance, cette hypothèse est également à écarter de notre problématique. Non par la littérature, mais par des contre-exemples (Cf. Annexe- Tableau 4). Si nous vérifions les pays qui ont connu un conflit que nous pouvons considérer comme ayant un caractère religieux, nous remarquerons que d'autres ont également acquis un régime présidentiel. Elle ne peut donc être à la base d'une explication potentielle globale de cette absence de conflit puisque l'Albanie est une République parlementaire, tout comme d'autres pays qui ont connu un conflit.

Mêmes enjeux des élites : l'entrée vers l'UE

Une autre hypothèse qui pourrait être suggérée quant à l'explication de l'absence de religion en Albanie est sa volonté d'entrer dans l'Union européenne (UE), un désir exprimé dès la chute du communisme. Vouloir entrer dans l'UE n'est, a priori, pas un

²⁰³ CATLY.C., « Au-delà des élections : repenser la stabilisation des États fragiles, in « États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstitution et développement », chap 7, sous la direction de CHATAIGNER.JM., MAGRO.H., Karthala, 2007, p. 128.

²⁰⁴ SISK. T. "Divided we stand? Institutional choice in divided societies: designs for democracy", G. Washington University, Southeastern Political Review, Vol 20, Issue 1, June 1992, p. 12.

²⁰⁵ HIROI.T., OMORI.S., "Perils of parliamentarism? Political systems and the stability of democracy revisited", *Democratization*, 16:3, published online 2009, p. 501.

facteur de conflit. Toutefois, c'est l'opportunisme des politiques, les actions des dirigeants qui y ont contribué. Or, nombreux auteurs, tel que Kaufman estime que c'est l'élite qui a contribué aux déclenchements des conflits en renforçant les identités collectives.²⁰⁶ C'est un sentiment particulier « des grands oubliés de l'Histoire » qui pousse les dirigeants d'une part et la population albanaise d'autre part, à se tourner vers ce nouveau destin. Comme l'affirme d'ailleurs Artan Fuga, « l'idée de ce retour vers l'Europe est encore plus forte et plus présente dans les pays de l'Europe orientale et les Balkans »²⁰⁷. Il y a ce sentiment que l'expérience communiste leur a quelque peu volé leur place légitime en Europe.²⁰⁸ Cette volonté d'entrer au sein de l'UE est-elle à l'origine de cette absence de conflit ?

Si nous prenons en considération cette hypothèse, comment expliquer le cas de la Croatie ? Cette dernière entrée dans l'Union européenne récemment, a pourtant eu un conflit en son sein contre l'armée serbe en 1991. Leurs dirigeants souhaitaient pourtant la même chose, entrer au sein de l'Union.

L'entrepreneur politique

Dans cette même optique de l'opportunisme des élites politiques, un autre élément qui pourrait avoir une influence de manière plus drastique et qui mériterait plus ample recherche est le concept de « l'entrepreneur politique ». En effet, nous pouvons constater que les pays multiconfessionnels qui ont vu un conflit (de dimension religieuse prédominante) émerger ont intégré dans la vie politique le volet religieux. Plus particulièrement, les divisions religieuses ou le symbole religieux ont été apportés à l'agenda politique.

Rappelons que Bertrand Badie dans une interview pour le Monde estimait que la religion n'est pas un facteur des relations internationales, mais bien un instrument. En ce sens, pour une bonne compréhension du lien entre la religion et les relations internationales, il nous faut partir du principe que les acteurs politiques utilisent la

²⁰⁶ KAUFMAN.S, « Symbolics Politics or Rational choice », *International Security*, vol.3, n°4,2006, p50

²⁰⁷ FUGA.A, « L'imaginaire collectif sur l'Occident dans les pays post-communistes et le processus d'élargissement de l'espace communautaire », *Diogène* 2001/2 (n° 194), p. 77.

²⁰⁸ COMBE.S., DITCHEV.I., *Albanie utopie : huit clos dans les Balkans*, Autrement, 1998

religion comme un symbole afin de maximiser le nombre de personnes qui soutiendraient leur projet politique.²⁰⁹

Prenons ainsi un célèbre cas des Balkans, celui de la Serbie lorsque Slobodan Milošević donne son discours le 28 juin 1989 pour de la commémoration des 600 ans de la bataille du Kosovo. Comme le spécifiait l'historien serbe Dejan Djokic²¹⁰, il était parfaitement au courant du symbole profond de la bataille du Kosovo de 1389, laquelle fut perdue face aux Ottomans. Milosevic s'est ainsi garanti un franc succès dans le mouvement nationaliste puisque d'une part, il reprochait de manière indirecte les musulmans (Kosovars et Bosniaques) d'être les héritiers des Ottomans. Or, c'est contre eux qu'avait été perdue la bataille. En remémorant celle-ci, il accuse les musulmans, bosniaque ou albanais, d'être une menace pour le peuple serbe. D'autre part, Milosevic mentionnait également un manque d'unicité des Serbes comme étant à l'origine de leur perte lors de cette bataille. Il argue également que les Serbes demeuraient divisées lors de la période de l'Ex-Yougoslavie. Il fait ainsi appel au nationalisme pour rassembler son peuple derrière une voix commune, la sienne.²¹¹

Mythes et symboles furent également utilisés par la Croatie avec Tudjman. Bien que n'utilisant pas un événement particulier, ce dernier a surtout participé à véhiculer des idées permettant de diaboliser les Serbes. Ainsi il remit à l'ordre du jour le débat houleux de langue serbo-croate. Afin d'éviter tout mouvement nationaliste, Tito avait refusé aux Croates l'utilisation de leur langue, préférant en utiliser une seule en unifiant les deux. Au fil du temps les revendications devinrent de plus en plus importantes jusqu'au printemps croate de 1971.²¹² Ayant participé à cet événement, Tudjman se portait comme un défenseur de la langue nationale. Son accession au pouvoir en fut grandement facilitée. Il entreprit dès lors une nouvelle politique d'épuration de la langue ; une régénération de cette dernière. Cette politique fait partie selon David

²⁰⁹ BADIE.B., Interview « Quel est le poids de la religion dans les relations internationales », Le monde, [en ligne], http://www.lemonde.fr/international/chat/2008/05/13/tibet-proche-orient-balkans-quel-est-le-poids-de-la-religion-en-relations-internationales_1044556_3210.html (page consultée le 10 avril 2015)

²¹⁰ DEJAN.D., « Whose Myth? Which Nation? The Serbian Kosovo Myth Revisited. » In: Janos M. Bak, Jörg Jarnut, Pierre Monnet and Bernd Schneidmueller, eds. « Uses and Abuses of the Middle Ages: 19th-21st Century », 17 Munich: Wilhelm Fink, 2009

²¹¹ Discours de Slobodan Milosevic, 28 juin 1989, [en ligne] BBC Translation : <http://emperors-clothes.com/milo/milosaid2.html>, page consultée le 5 février 2016)

²¹² MACDONALD.D.B. « La Croatie : un exemple d'« épuration langagière » ? », Raisons politiques 2001/2 (no 2), p. 133

MacDonald d'un projet bien plus ambitieux ; celui de montrer la singularité, le prestige et la supériorité de la nation, notamment face aux Serbes.²¹³

Pour cela, les nationalistes croates ainsi que Tudjman se reposaient sur un mythe bien particulier selon lequel la Croatie « se situerait sur la ligne de fracture entre l'Est et l'Ouest ».²¹⁴ De par son passé, la Croatie est rattachée à l'Europe occidentale, tandis que la Serbie, provenant de l'Est, est considérée comme des orientaux et est donc inférieure aux Croates.

Ces exemples illustrent également ce que Derrienniec soulignait auparavant, c'est la politisation des relations entre groupes identitaires qui, en polarisant les conflits rend possible la violence entre grands groupes organisés.²¹⁵ Toutefois, en Albanie aucune mise à l'agenda politique de ce genre de symbole n'a été observée. Aucun leader politique n'a été écouté de la même manière que Milosevic à l'époque. Si ceci pouvait de facto expliquer cette absence de conflit, il convient surtout d'en faire une hypothèse.

Formulation de l'hypothèse

Le concept d'entrepreneurs politique s'inscrit dans des théories bien plus larges qu'il nous convient d'analyser afin de définir le concept comme celui du nationalisme. Nous ne nous emploierons pas à discerner avec précision les différentes définitions de nation ou nationalisme qui ont selon nous déjà été longuement débattues dans la littérature. Au contraire, nous analysons dans un premier temps les théories axées sur les explications politiques. Nous nous attacherons ensuite à formuler notre hypothèse.

Le nationalisme et le contexte politique

La littérature sur le nationalisme instrumental est assez révélatrice quant à comprendre l'avènement de conflit. Il nous faut ainsi penser à Paul R. Brass qui estime que l'utilisation des symboles est à l'origine du processus de construction d'une nation dans

²¹³ *Ibid.* p. 128.

²¹⁴ *Ibid.* p. 141

²¹⁵ DERRIENNIECK, *Op cit.*, p. 80.

une société multiculturelles et ce, à travers une langue, une religion voire l'ethnicité.²¹⁶ Ces derniers peuvent dès lors unifier ou servir à séparer un groupe d'une communauté tout en profitant aux politiques.²¹⁷ Ces élites peuvent donc les instrumentaliser à leurs fins et par conséquent exacerber un conflit.

Dans cette même optique, John Breuilly montre également à travers des cas d'études que les élites, le gouvernement en place se sert du nationalisme pour mobiliser la population. Après avoir analysé au préalable trois différentes théories nationalistes, il conclut que ce phénomène est surtout une forme politique qui cherche à exercer un pouvoir.²¹⁸

Miroslav Hroch, figure de proue du nationalisme, s'est attelé à comprendre quel était le processus de l'avènement d'une nation en décelant des facteurs clés de l'éveil national. Son analyse prend ainsi en considération l'aspect politique du nationalisme. L'auteur distingue ainsi trois grandes phases de l'éveil national d'une nation: la phase A est l'intérêt des intellectuels, la phase B est l'agitation nationale et la phase C est le mouvement de masse. C'est cette dernière phase qu'il nomme nationalisme, les deux premières étant les pré-conditions afin qu'il se réalise.²¹⁹

Il est dès lors intéressant de constater que le nationalisme albanais peut correspondre à ce cas de figure A-B-C. Comme l'avait analysé Berisha Faruk, les étapes A et B commencent très tôt dans l'Histoire de l'Albanie. L'auteur note cependant que l'étape A n'a pas démarré comme pour beaucoup par une demande d'indépendance de l'Empire Ottomane mais par une reconnaissance de leur langue et de leur culture.²²⁰ En effet, en juin 1878, les leaders albanais se réunissent pour établir la « Ligue de Prizren » afin de défendre leurs droits. C'est la première fois qu'ils s'unissent pour ne former qu'une voix.²²¹ L'étape A avait ainsi été déclenchée.

²¹⁶ BRASS.R.P., *Elite interests, popular passions, and social power in the language politics of India*, *Ethnic and Racial Studies*, 2004, 27:3, p. 354.

²¹⁷ Ibid

²¹⁸ BREUILLY.J., *Nationalisme and the state*, University of Chicago, 1994, p

²¹⁹ HROCH.M., *Why did they win? Preconditions for successful national agitation*, *BTNG*, 2004, XXXIV,4, p 644

²²⁰ BERISHA.F., *Nationalism in a Balkan nation : the development of Albanian nationalism and its standpoint today*, Thesis, University of Oslo, 2007

²²¹ AUSTIN.R., *Chap 9 Greater Albania: the Albanian State and the questions of Kosovo, 1912-2001*, in LAMPE.J., MAZOWER.M., *Ideologies and national identities*, 2006

L'agitation nationale (l'étape B) soit un petit groupe d'activistes qui souhaite créer une nation moderne à travers un certain patriotisme²²² a mainte fois traversé les Albanais. Toutefois, la réalité les rattrape : l'illettrisme de la population, la division des Albanais (Macédoine et Serbie), pas de langue commune (Gug et Tosque), etc.²²³

Si l'agitation est bien présente, l'étape C, c'est-à-dire le fait qu'une majeure partie de la population en vient à avoir une identité nationale, n'arrive que bien plus tard également. En effet, comme nous le déclarions plus tôt (voir partie 1), c'est Enver Hoxja qui instaura cette identité à travers l'instauration du communisme, soit via une construction politique.

Des critiques sont toutefois à considérer pour ces approches. Comme le pensait Smith, l'instrumentalisme a ses faiblesses puisqu'elle se révèle incapable d'expliquer pourquoi la masse est prête à écouter les élites ou pour quelles raisons les conflits ethniques peuvent perdurer, et cela de manière intense.²²⁴ En outre, les explications politiques de John Breuilly se concentrent sur une vision top-down du nationalisme et ne prend pas en compte que ces mouvements peuvent au contraire parvenir du local.

Malgré cela, nous envisagions dès le départ une analyse exclusivement politique du nationalisme qui fournit selon nous des explications à l'utilisation d'entrepreneur politique. Hroch dans une approche constructiviste a réussi à inclure le rôle de l'histoire dans le développement d'une nation d'une part ainsi que son contexte politico-social à travers les langues, la culture et la politique d'autre part.²²⁵ Ce dernier souligne l'importance non négligeable du rôle du politique.

Le concept d'entrepreneur politique/ sectaire

Plusieurs études estiment que la fragmentation des sociétés ou de villes est due à ce qu'on appelle « des entrepreneurs politiques sectaires ». En l'occurrence, les conflits qualifiés de communautaires ou l'avènement de contestations parfois violentes ont été

²²² HROCH.M., "Real and constructed: the nature of the nation", in HALL.J.A., The state of the nation, Cambridge, 1998, p 95.

²²³ AUSTIN.R., Op cit.

²²⁴ SMITH, Workshop on ethnicity and international relations, 23-24 november 1995, The royal institute of international affairs, p6.

²²⁵ HROCH.M., Why did they win? Preconditions for succesful national agitation, BRNG-RBHC, XXXIV, 2004, p 646.

engendrés par ce genre d'individus. Tout du moins, ils ont contribué à la division des communautés en attisant des haines.

Toby Matthiesen se consacre par exemple à l'analyse des pays du Golfe au lendemain du Printemps arabe. Avec une particularité pour Bahrein., il constate que ces pays ont également été touchés par les protestations des pays voisins. Plus précisément "*the legitimacy of Gulf rulers has been challenged profoundly*" écrit-il.²²⁶ La réponse de ces pays face à ce Printemps arabe fut de consolider leur pouvoir en renforçant les divisions sectaires. Ainsi, le gouvernement de Bahrein de majorité sunnite redirige la responsabilité vers les chiites, comme l'Iran, leur « ennemi régional ». ²²⁷ Toutefois, Matthiesen note que c'est surtout une catégorie d'individu cherchant à mieux se positionner qui a influencé cette sectorisation ; les entrepreneurs politiques sectaires.

L'auteur souligne bien que le phénomène de sectorisation n'est pas un nouveau concept. Il a, en outre, longtemps été utilisé dans les guerres civiles. Néanmoins, c'est une spécificité qu'il souligne dans ces pays du Golfe. En effet, cette sectorisation a fait son grand retour précisément parce qu'il avait été combiné à la politique et à des besoins économiques.²²⁸

Dans cette même optique, il nous faut également considérer la théorie de l'ethno-symbolisme de Kaufman. Ce dernier, s'opposant à la théorie du choix rationnel critiqué pour ne pas avoir pris en compte les émotions, part du principe que des mythes et symboles préexistent les conflits. En effet, en s'appuyant lui-même à Anthony Smith, les groupes identitaires sont définis par des « myth-symbol complex ». ²²⁹ Ceux-ci sont d'ailleurs utilisés par les élites au pouvoir afin de susciter l'intérêt des masses grâce aux émotions qu'elles peuvent dégager :

²²⁶ MATTHIESEN.T.,« Sectarian Gulf : Bahrain, Saudi Arabia, and the arab spring that wasn't », *Sandford university press*, 2013, Preface IX

²²⁷ *Ibid*, p. 20.

²²⁸ *Ibid*.

²²⁹ KAUFMAN.S., « Symbolics Politics or Rational choice », *International Security*, vol.3, n°4,2006, p.50.

« *foreign politicians are often engaged in symbolic politics–i.e., in using symbols to manipulate the emotions of their audiences for their own political purposes, rather than in promoting any national interest.* »²³⁰

Kaufman élabore trois pré-conditions nécessaires à l'avènement d'un conflit dit ethnique ; il y a avant toute l'utilisation de ces mythes par la classe politique afin de créer un ennemi, ensuite la création d'un climat de danger par cet ennemi et enfin la présence d'un espace politique favorable. Cependant, les violences du conflit n'ont lieu qu'à travers l'interaction de trois conditions : lorsque la population considère ces mythes comme étant vrais, ils y croient, la mobilisation politique « chauviniste » et enfin un dilemme de sécurité.²³¹

Ces deux auteurs font appeler à un concept qui deviendra central dans notre mémoire : l'entrepreneur politique pour l'un ou l'élite au pouvoir pour le second. Bien que ne parlant pas des mêmes sujets puisque l'un analyse les pays du Golfe et le second, les conflits ethniques, tous deux soulignent le rôle du tiers qui voit dans le conflit, une opportunité, et ce dans un contexte précis : la politique.

Ainsi, Corm défendait la même thèse lorsqu'il écrivit que « *l'instrumentalisation des communautés ethniques et religieuses est une politique dangereuse [...]* ».²³² Derriniec soulignait également que certes les conflits entre groupes identitaires peuvent créer des incidents. Toutefois la guerre civile peut éclater s'il y a une compétition politique qui s'entremêle au débat.²³³

À la lumière de ces arguments, nous pouvons ainsi formuler notre hypothèse : l'absence d'entrepreneur politique sectaire [utilisant la religion] dans notre région d'étude ; l'Albanie.

²³⁰ KAUFMAN.S. « Social Identity and the Roots of Future Conflict », Discussion paper, October 2003, [en ligne] http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/cia/nic2020/kaufman_panel2_nov6.pdf, (page consultée le 12 avril 2015)

²³¹ *Ibid.*

²³² CORM.G. « La Première Guerre mondiale et la balkanisation du Moyen-Orient », *Politique étrangère* 1/2014 (Printemps) , p. 10.

²³³ DERRIENIEC.J-P., *op cit*, p.88.

Conclusion

De nombreuses critiques ont été élaborées à l'égard des chercheurs qui prenaient en considération la religion dans les relations internationales. Ils estiment qu'aucun lien de causalité entre religion et politique n'a jusqu'ici été prouvé empiriquement.²³⁴ Cependant, nous précisons dans la première partie que nous nous attachions à analyser les conflits à caractère religieux. Dès lors, ces derniers pouvaient avoir d'autres dimensions présentes en son sein. Les confessions ne sont pas selon nous des facteurs premiers dans l'apparition des conflits. Rechercher un lien de causalité serait donc dénué de sens.

Par conséquent, afin de déterminer une hypothèse principale à notre problématique, nous avons procédé par une approche structuraliste. Celle-ci a démontré qu'un conflit à dimension religieuse ne se manifestera qu'à travers plusieurs autres éléments. Néanmoins le volet politique, à travers les entrepreneurs, s'avère être le plus adapté à notre cas d'étude. Nous tâcherons donc de développer cette hypothèse dans la prochaine partie.

²³⁴ ROSATO.S., « The Sufficiency of Secular International Relations Theory, in Religion and international relations : a primer for research », Mellon initiative on religion across the disciplines, 2012, [en ligne] <http://rmellon.nd.edu/working-groups/international-relations-and-religion/>, (page consultée le 6 avril 2016), p. 178.

Partie III : Cadre opératoire

Chapitre 5 : Déroulement de la recherche, résultats et limites

Dans le chapitre précédent, nous estimions que l'hypothèse d'un entrepreneur politique était bien plus probable de former une réponse potentielle à cette problématique. En effet, il était le seul élément mis en exergue lorsque nous avons procédé à la méthode d'élimination des facteurs de conflits. Dès lors, les prochaines pages sont dédiées au déroulement de notre recherche, la méthodologie d'une part et l'analyse de nos indicateurs ainsi que de leurs résultats d'autre part. Nous consacrerons également une partie aux limites auxquels nous avons dû faire face. Ces derniers ont par ailleurs directement été soulignés dans le développement de nos indicateurs.

Déroulement de la recherche et méthodologie

Afin de réaliser notre recherche, nous avons utilisé la méthode dite hypothético-déductive. En effet, nous cherchions à comprendre cette situation qu'est cette absence de conflit grâce à la lumière des théories et pistes existantes.²³⁵ Toutefois, nous désirions surtout comprendre quels étaient les éléments dominants de la réponse, en procédant par conséquent par la vérification d'hypothèses.

En outre, c'est la méthode qualitative par étude de cas qui fut privilégiée. Il est vrai que l'étude d'un seul cas peut paraître aux premiers abords comme une limite, certains postulants que la description n'est pas suffisante et qu'il faudrait faire appel à des comparaisons.²³⁶ D'un point de vue de validité interne, les détracteurs de la méthode critiquent la subjectivité liée à l'étude du cas. Cette dernière s'appuierait selon eux sur des « informations partielles qui ne représentent pas toute la réalité du cas ».²³⁷ D'un point de vue de validité externe, l'étude de cas ne serait pas « représentatif de l'ensemble ».²³⁸ Il n'est donc pas possible de tirer des conclusions globales.

²³⁵ CHEVRIER.J., « la spécification de la problématique », in GAUTHIER.B. (dir). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Presse de l'université de Québec, 5ed, 2009, p 57

²³⁶ CHEVRIER.J., « la spécification de la problématique », in GAUTHIER.B. (dir). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Presse de l'université de Québec, 5ed, 2009, p 80.

²³⁷ ROY.S., L'étude de cas, in in GAUTHIER.B. (dir). « Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données », *Presse de l'université de Québec*, 5ed, 2009, p. 207.

²³⁸ *Ibid*

Certes, cette recherche empirique ne permet pas la généralisation du phénomène en question.²³⁹ Cependant, elle contribue à approfondir l'analyse du sujet, et ce, particulièrement par ce que l'Albanie est qualifiée d'exceptionnel sur la question de la religion. Nous le rappelions déjà dans la première partie, cette caractéristique est notamment reflétée dans l'attention que porte de plus en plus ce sujet. Ce dernier a fait l'objet d'une conférence internationale en 2003 qui réunissait les religieux d'Albanie et d'ailleurs, ainsi que de grands acteurs politiques.²⁴⁰ En février 2016, une autre se déroulait au Parlement européen à Bruxelles.²⁴¹ Cette attention grandissante soulignait d'autant plus le caractère spécifique et utile à réaliser cette étude.

En outre, il s'agit d'une limite dont nous avons pleinement conscience ; Flyvberg le soulignait très bien:

*“One can often generalize on the basis of a single case, and the case study may be the central to scientific development via generalization as supplement or alternative to other methods. But formal generalization is overvalued as a source of scientific development, whereas ‘the force of example’ is underestimated.”*²⁴²

Finalement, la collecte de données s'est principalement réalisée à travers l'observation documentaire. Un autre instrument de recherche a été employé, celui des entretiens semi-directifs. Néanmoins, nous noterons d'ores et déjà le refus ou l'absence de réponse des intervenants, expliquant dès lors le faible taux d'entretiens (4). Par ailleurs, soulignons que seuls des acteurs politiques ont été interrogés dans le cadre de leurs fonctions actuelles ou anciennes.

Dès lors, ces derniers nous ont surtout été utiles quant à croiser les données que nous avons obtenues lors de l'observation documentaire, ou se faire une idée de l'opinion générale d'un parti. Des questions avaient ainsi été élaborées dès le départ tel que : quels sont selon vous les raisons pour lesquels il n'y a pas eu de conflits à caractère religieux en Albanie ? Que pensez-vous de l'hypothèse de l'absence des entrepreneurs

²³⁹ MACE.G., PETRY.F., *Guide d'élaboration d'un projet de recherche, De Boeck université*, Québec 2000, P.84.

²⁴⁰ International conference “Religions and Civilization in the New Millennium: the Albanian case”, Organized in Tirana on November 14-15, 2003

²⁴¹ « Interreligious Dialogue : the tool for conflict resolution and reconciliation. The Albanian case », Parlement Européen, Bruxelles, 26 janvier 2016.

²⁴² FLYUBERG, “Five Misunderstandings About Case-Study Research”, *Qualitative Inquiry* April 2006, Vol 12, N° 2 p. 228.

politiques ? La tolérance religieuse est-elle une réalité chez les Albanais comme les médias tentent de nous montrer, pensez-vous que la stabilité religieuse actuelle en Albanie va se maintenir ? etc.

L'avantage d'un entretien semi-directif est sans aucun doute le fait que chaque interview devient unique puisqu'en découle une tout autre conversation ; une question menant à autre. Le côté subjectif, les partis pris ne sont en aucun cas à négliger dans ce genre d'entretiens, particulièrement lorsqu'il s'agit d'acteurs politiques. Tentent-ils de faire passer un message particulier puisque ces derniers sont des acteurs politiques? Il s'agit cependant d'une caractéristique dont nous avons pleinement conscience. Les informations que nous en avons retirées furent donc soigneusement croisées avec la littérature ou utilisées en citant notre source.

Nos recherches nous ont dès lors permis de déterminer plusieurs indicateurs : les partis politiques albanais ainsi que leur programme, les discours de leaders politiques tels que le Premier ministre, la tendance des votes électoraux et la liberté religieuse et politique en Albanie.

Les indicateurs

Étudier les **partis politiques** dans un premier temps, notamment à travers leurs programmes, nous semblait importants dans la mesure où nous pouvions en analyser le contenu et vérifier la présence ou non d'éléments à caractère religieux. Ainsi, est-ce que les religions ou thèmes relativement proches ont été cités dans les programmes ? Est-ce qu'elles ont été l'objet de projet des politiques ? Dans la positive, ce parti politique correspondrait dès lors à un concept clé du cadre opératoire et que nous avons défini plus bas : le parti politique orienté religieusement.

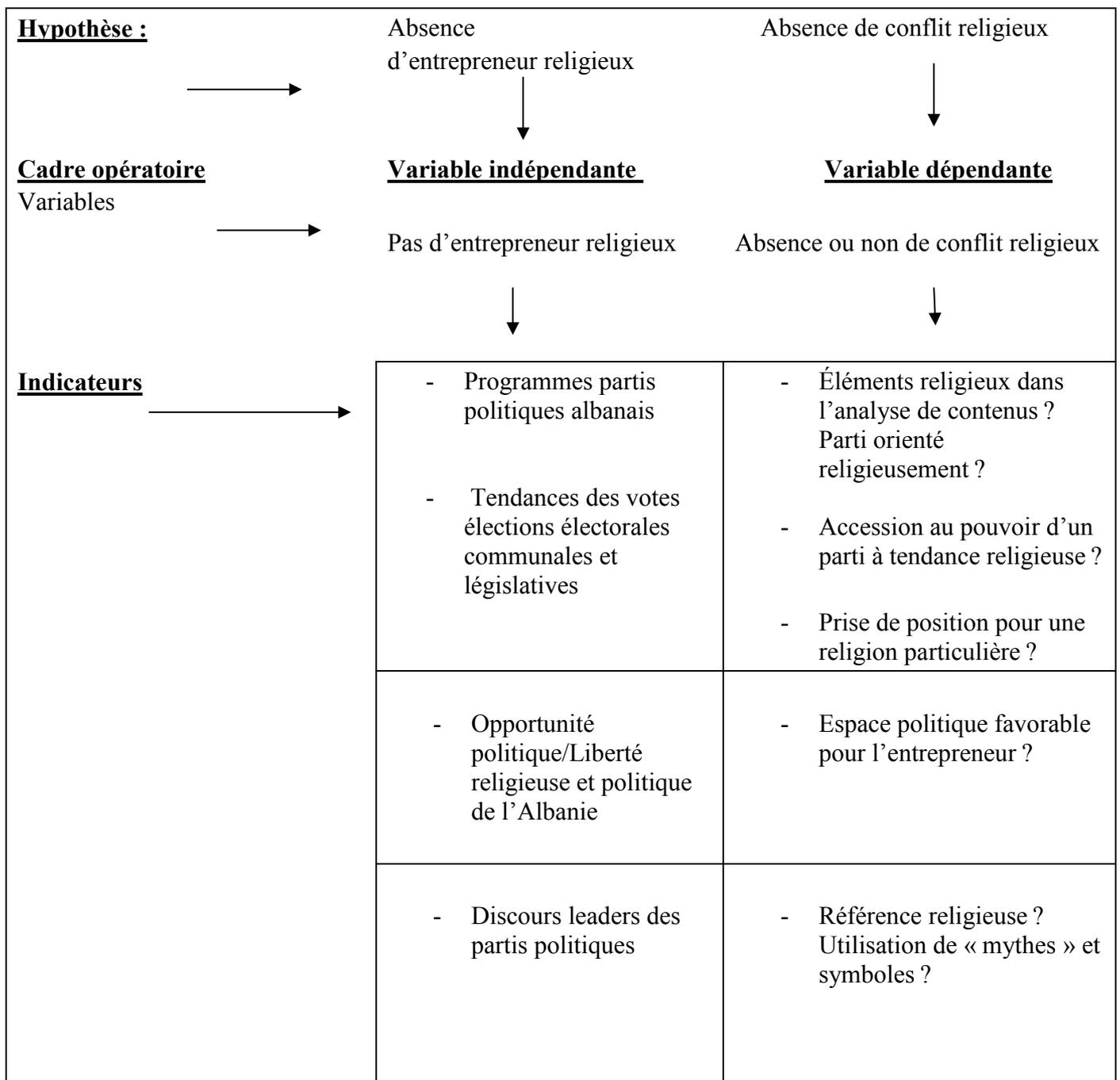
Tout en continuant la collecte d'information par l'observation documentaire, nous envisagions dans un deuxième temps de vérifier s'il y avait une **opportunité politique** pour l'entrepreneur. Nous verrons par ailleurs qu'il s'agit d'une caractéristique essentielle dans la théorie de l'ethnosymbolisme de Kaufman. Cette dernière nous permet ainsi de comprendre si l'espace politique est favorable à l'entrepreneur, ce qui

s'avère être crucial pour instrumentaliser les masses avant l'avènement d'un conflit. L'entrepreneur jouit-il de liberté politique et religieuse de telle manière qu'il puisse agir sans oppression ?

Ces libertés politiques ou religieuses seront vérifiées en deux étapes. D'une part, de manière interne en vérifiant la **situation électorale** en Albanie. Quels partis politiques ont obtenu le plus de succès sur base des votes, y a-t-il eu des tendances ? Y'a-t-il eu une différence au niveau des législatives ou au niveau communal ? Cet indicateur se recoupe de facto par les précédents, puisque nous aurons au préalable analysé les partis politiques. De telles informations nous aideraient à comprendre si un parti a effectivement des tendances religieuses, et dans la positive, si ce dernier a eu accès au pouvoir. D'autre part, nous vérifierons de manière externe s'il peut subsister un **terreau fertile quant au développement politique** de la religion en regardant notamment le classement de l'Albanie sur l'échelle de liberté religieuse et politique.

*Tableau 2 : Cadre opératoire réalisé selon Mace et Pétry*²⁴³

²⁴³ MACE.G., PETRY.F., op cit, p. 80.



Résultats et limites rencontrées

La mise en pratique du cadre opératoire envisagée plus haut fut plus difficile que nous le pensions. Nous verrons que le côté empirique de la recherche s'est avéré infructueux non seulement en raison d'un manque de données liées à l'absence d'information en général, mais également par le nombre insuffisant d'entretiens.

Programmes des partis politiques : un parti religieux ?

L'analyse des partis politiques s'est réalisée grâce aux travaux de Lucas Ozzano, qui nous permettent de mieux catégoriser les partis politiques dits « religieux ». En effet, ce dernier observe que ce terme a une consonance plutôt péjorative, mais également large, rendant complexe la classification de ces derniers. Il note d'une part qu'il n'existe que quelques exemples que nous pourrions qualifier de religieux et d'autre part, beaucoup refusent cette étiquette. Or la religion peut selon lui influencer des partis, que cela soit de manière claire et évidente de par l'idéologie prônée ou de manière indirecte.

Par conséquent, ses travaux tentent de combler une absence de la littérature à savoir, l'analyse du rôle de la religion. Par ailleurs, il s'applique à définir et classifier des partis politiques qu'il dénomme désormais « orientés religieusement »²⁴⁴. Ces derniers sont définis ainsi:

[...] a tentative typology of “religiously oriented parties”, defined as political parties focusing significant sections of their manifestos on “religious values”, explicitly appealing to religious constituencies, and/or including significant religious factions.²⁴⁵

Si l'auteur souligne très clairement que cette typologie est un idéal type, nous pensons qu'elle est mieux à même de nous aider à analyser les partis dans la mesure où Ozzano utilise des critères précis. Ainsi il en détermine cinq à travers six critères : le modèle organisationnel, l'idéologie ainsi que leur attitude face au pluralisme, la relation avec

²⁴⁴ OZZANO.L.” The many faces of the political god: a typology of religiously oriented parties,” *Democratization*, 2013 20:5, P 810

²⁴⁵ *Ibid.*

les groupes d'intérêts, la base sociale, les buts, et l'influence sur le processus démocratique²⁴⁶ [Cf. annexes - Figure 1].

Dans le cas de l'Albanie, aucun parti n'avait selon nous été influencé de manière directe. En effet, en 1991, l'Albanie se déclarait comme étant un État séculaire respectant la liberté de culte. En 1998 (article 7), cela apparut officiellement dans la constitution et la reconnaissance de quatre religions y est par ailleurs présente.²⁴⁷ Ces dernières ont d'autant plus, le statut de personnalités juridiques. Elles sont représentées dans un Comité d'État aux cultes (*Komiteti shtetëror i kulteve*) servant « de plateforme de dialogue entre l'État et les quatre communautés religieuses ».²⁴⁸

Toutefois nous voulions en mesurer la réelle influence à travers les caractéristiques qu'Ozzano a définies. En analysant les partis politiques albanais (Cf annexe –Figure 1) selon les critères de ce dernier, nous devrions découvrir si l'un d'entre eux a effectivement un versant religieux. Si notre indicateur s'avère être négatif, cela pourrait expliquer cette absence de conflit.

Résultats

Afin de déterminer les caractéristiques des partis selon Ozzano, nous nous sommes exclusivement basés sur la recherche documentaire, en particulier sur le site internet officiel de chacun d'entre eux et sur lequel nous pouvions notamment retrouver leurs manifestes. Aucune liste officielle des partis politiques au fil des ans et ce, sur quelconque site des institutions albanaïses, apparaît de manière claire. Seule la CEC fournit des listes selon les types d'élections. Toutefois, ces dernières ne sont pas toutes répertoriées sur le site web et ne sont pas exhaustives. En effet, il y a par exemple de grandes divergences dans les listes des élections législatives si nous les comparons à des sources telles que l'OSCE/ODIHR²⁴⁹.

Par conséquent, en ayant conscience du manque d'exhaustivité auxquels nous allions faire face dès le départ, nous avons assemblé les listes des élections dont nous

²⁴⁶ OZZANO.L. "The many faces of the political god: a typology of religiously oriented parties," *Democratization*, 2013 20:5, P 810

²⁴⁷ Il y a également les Bektashi

²⁴⁸ WILMART, M. e. « La religion de l'Albanais est l'Albanité: Indifférence, tolérance et identité nationale », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2009.

²⁴⁹ The Office for Democratic Institutions and Human Rights [en ligne], <http://www.osce.org/odihr/elections/106963?download=true>, page consultée le 7 avril 2016, p. 33.

dispositions afin d'y répertorier les différents partis politiques. Nous avons dès lors pu obtenir les listes locales fournies par la CEC des années 2007, 2011 et 2015. En ce qui concerne les élections législatives, seules celles de 2001 et de 2013 ont pu être réunies.

Après nous être documentés sur chacun des partis de nos listes, nous nous sommes rendu compte de la présence de partis fantômes.²⁵⁰ Aucun site, aucun programme, parfois aucune mention de ces derniers dans la presse en ligne n'a été trouvé afin de compléter nos données. Pour n'en citer que quelques-uns : PBKSH, PLFSH, le PSKH, etc. Ainsi, non seulement nous n'avons pas obtenu de liste complètement fiable et récente des partis politiques albanais, mais aucun programme ou manifeste officiel ne circulent pour beaucoup d'entre eux, rendant impossible une recherche exhaustive et systématique.

Jano souligne également un problème trop récurrent au sein des partis, le manque de clarté dans les programmes en ce qui concerne leur position sur l'échiquier politique.²⁵¹ Comme il le précise, il n'est en effet pas rare de lire dans le manifeste d'un parti de gauche, des idées et projets de droites. Les dizaines dont nous avons pu entrevoir les programmes à travers des sources secondaires tels que les comptes officiels sur les réseaux sociaux ou des articles de presse sont tout aussi flous. L'auteur leur reproche, en outre, d'avoir des programmes trop généraux, truffés de formules vagues, bien plus rhétoriques que pragmatiques, tels que « la lutte contre la corruption, l'entrée dans l'UE, etc. ».²⁵²

Aux premiers abords, dans la limite de nos informations, aucune influence directe de la religion n'a été retrouvée dans la mesure où peu de partis ne déclaraient clairement son identité pour une religion. Toutefois, des exceptions sont de mises :

- *Parti Aleanca demokristiane* – Le parti de l'Alliance Démon-Christienne (ADK)
- *Partia Demokratike e Bashkimit Mysliman të Shqipërisë* » - Parti démocratique de l'union albanaise musulmane (PDBM)

²⁵⁰ ALBEU, « Nuk mjaftojnë këto që kemi, formohet edhe një parti e re! », Septembre 2012 [en ligne] <http://www.albeu.com/shqiperi/nuk-mjaftojne-keto-qe-kemi-formohet-edhe-nje-parti-e-re/86230/>, (page consultée le 5 avril 2016)

²⁵¹ JANO.D. “ On parties and party system in Albania: what implications for democracy “, [en ligne], <https://ssrn.com/abstract=115407>, page consultée le 5 avril 2016 p. 86.

²⁵² *Ibid.*, p. 87.

- *Partia Demokristiane e Shqipërisë* – Le parti Démon-Christiens d’Albanie (PDK)
- *Partia Kristian Demokrate e shqiperise-* Le parti Chrétien-Démocrate d’Albanie (PKDSH)

i. *Le parti de l’Alliance démo-chrétienne (ADK) selon Ozzano*

Le ADK, créé en 1998, serait situé au centre de l’échiquier politique. Nous noterons toutefois que leur manifeste décrit leur appartenance à la doctrine socialiste. Le ADK serait par conséquent un **parti de centre gauche**. Le manifeste dépeint également une idéologie basée sur une **démocratie chrétienne** et fait de multiples références culturelles. Les partisans soutiennent d’ailleurs :

« Notre parti, ainsi que les autres qui croient en ces valeurs de démocratie chrétiennes, sera les déclencheurs du plus grand enrichissement que pourra connaître le peuple albanais dans le futur. En effet, ces valeurs sont indissociables de cette partie de l’histoire où se développait la conscience du peuple albanais et des peuples européens ». ²⁵³

La religion chrétienne fait donc partie intégrante de leur manifeste. Ils défendent par exemple la création d’une nouvelle constitution basée sur la croyance en Dieu. ²⁵⁴ En outre, l’instauration de la démocratie chrétienne suppose un rôle conséquent des institutions religieuses sur la scène politique. Ils rappellent dans leur préambule leur rôle et leur contribution dans le passé, leur donnant une place méritée aujourd’hui comme dans l’avenir.

Si la préservation de ces valeurs est essentielle, le reste de leur programme tend à être séculaire. L’économie, la famille, l’agriculture ou l’Europe sont autant de sujets sur lesquels ils ont un point de vue. Il semble que l’ADK accepte **les institutions démocratiques et sociales**. Toutefois, puisque leur vision est entièrement liée au christianisme, nous noterons que l’ouverture envers les institutions n’est pas séculaire dans le sens où l’entendait Ozzano.

En ce qui concerne **le pluralisme politique**, ²⁵⁵ le ADK n’hésite pas à entrer en coalition. En effet, en 2007, c’est avec l’« Alliance pour l’avenir », la gauche, qu’ils se

²⁵³ Traduction libre de l’albanais, ADK., *Partia Aleanca Demokristiane*, programme politique [en ligne] <https://adkal.wordpress.com/programi/> (page consultée le 5 avril 2016)

²⁵⁴ ADK., *Partia Aleanca Demokristiane*, programme politique [en ligne] <https://adkal.wordpress.com/programi/> (page consultée le 5 avril 2016)

²⁵⁵ OZZANO., op cit, P 814

présentaient. En 2015, toujours avec la gauche, ils rejoignent l'« Alliance pour l'Albanie européenne ». ²⁵⁶ [Cf Annexe- tableau 7]

Cependant, nous remarquerons des coalitions au gré des opportunités puisque pour les élections législatives de 2005 et 2013, c'est auprès la droite, « Alliance pour l'emploi, la prospérité et l'intégration » qu'il se rallie. ²⁵⁷

Bien que peu d'information en dehors du manifeste ait été trouvée, le **modèle organisationnel** du ADK semble accueillir des cadres, principalement de confession chrétienne. L'article 16 précise que seules des personnes de 18 ans et plus peuvent en devenir membres et souligne qu'aucune distinction de statut social, religion ou race ne pourra être établie. Chose qui semble dès lors paradoxale, compte tenu du manifeste quelque peu explicite sur les valeurs chrétiennes. L'article 17 stipule notamment vouloir éviter les communistes et les antinationaux. ²⁵⁸

Finalement, le ADK n'entre pas dans une catégorie de la typologie d'Ozzano, chose qu'il nous avait d'ailleurs lui-même fait remarquer :

« In many cases we find real parties which fit quite well in the types proposed, while in other cases the correspondence is more blurred, with some features missing or overlapping. At times, we can even find "hybrid" cases that are difficult to categorize. » ²⁵⁹

Les caractéristiques citées plus haut mènent à penser qu'il s'agirait d'un parti hybride puisque le ADK partage plusieurs de ces caractéristiques entre les conservateurs et les progressistes (Cf annexe- figure 1). Ainsi, habituellement les partis orientés religieusement de type conservateur sont de (centre) droit. Or l'idéologie socialiste de ADK mène à penser qu'il s'agirait d'un parti plutôt progressiste puisqu'il est situé « à gauche ». ²⁶⁰ Dans tous les cas, il correspond aux critères d'un parti politique orienté religieusement.

²⁵⁶ CEC., [en ligne], cec.org (page consultée le 5 avril 2016)

²⁵⁷ *Ibid.*

²⁵⁸ ADK., *Partia Aleanca Demokristiane* , <https://adka.wordpress.com/>

²⁵⁹ OZZANO.L." The many faces of the political god: a typology of religiously oriented parties," *Democratization*, 2013 20:5, p. 820.

²⁶⁰ *Ibid.*, P814

ii. *Parti démocratique de l'union albanaise musulmane PDBM ou PDBMSH*

Il fut plus difficile de trouver des sources pour le PDM. Par conséquent, il a fallu nous contenter de quelques articles de presse en ligne ou des réseaux sociaux. Le nom du parti l'indique bien, il s'agit d'un parti musulman. Si l'on en croit les médias, le PDM serait dirigé par Mema Osman en 2007 et a été officiellement reconnu comme parti politique par le tribunal de Tirana en 2008. Ces derniers se revendiquent comme étant un parti de **centre**, pro-européen et pro-atlantique (OTAN).²⁶¹

Si aucun manifeste n'a été trouvé, des déclarations et appels aux votes ont tout de même eu lieu à travers les médias sociaux tels que Facebook et YouTube par le président du PDBM. Ainsi ce parti se dit ouvert à la **démocratie** ainsi qu'au **pluralisme** politique. Ils sont ouverts à la création d'alliances ainsi en 2015, ces derniers rejoignaient l'alliance pour l'Europe. En ce qui concerne leur programme il semble être assez général puisque comme beaucoup d'autres, ils soutiennent l'entrée dans l'Union européenne, la lutte contre la pauvreté, la corruption, etc.

Par ailleurs, le parti souligne vouloir une **séparation de l'État et de la religion** et précise en outre, qu'ils n'ont aucun lien avec la communauté musulmane (en tant que personne morale prévue par la constitution). Ces derniers ont selon eux une tâche religieuse basée sur le développement de la foi. Or le parti s'en distinguerait de par leur représentation politique. Ils n'hésitent pas à rappeler que l'Albanie est composée de 78 % (chiffres contestés) de musulmans et qu'il est temps pour eux d'être représenté.²⁶² Ces derniers se veulent défenseurs de l'identité des musulmans qui selon eux ont trop souvent été considérés « comme des citoyens de seconde zone ».²⁶³

Finalement, il nous est difficile de déterminer leur idéologie sur base de ces informations. Aucune autre donnée n'a pu être récoltée sur ce parti afin de croiser nos sources. Leur existence semble s'être arrêtée aux listes électorales de la CEC. Dès lors, le PDBM pourrait correspondre au type de parti dit conservateur puisque que ces derniers prônent tendent en même temps d'être séculaire.

²⁶¹ ARKIVA MEDIATIKE SHIPTARE., <http://www.arkivalajmeve.com/Mberrin-Demokracia-Myslimane-Shqiptare-partia-me-e-re-ne-Shqiperi.176893/>, (page consultée le 28 avril 2016)

²⁶² Déclaration du 8 novembre 2013, page facebook officielle du parti politique

²⁶³ *Ibid*

iii. *Le parti Démo-Chrétiens d'Albanie - PDK ou PDKSH*

Le PDK a été créé en 1991. Leur manifeste, datant de 1996, ressemble énormément à celui du ADK que nous avons vu plus haut. Tous deux se basent sur une **doctrine socialiste de valeurs chrétiennes** et font de nombreuses références culturelles. La religion les guide dans leurs activités en tant que principes à respecter. Par ailleurs, ils souhaitent également que les institutions religieuses retrouvent leur rôle d'antan à savoir prendre part dans l'organe décisionnel de l'État.²⁶⁴ Nous observons donc bien une tentative de préservation des valeurs chrétiennes dans leur manifeste comme l'entendait Ozzano.

Prônant la démocratie et ouvert aux institutions, le PDK se dit également ouvert au **pluralisme**.²⁶⁵ Les partisans soulignent également s'opposer au fascisme et au communisme ; des idéaux qu'ils considèrent comme faux. Grâce aux valeurs chrétiennes du parti, ils souhaitent sauver la démocratie de l'extrême droite totalitaire. Nous noterons toutefois qu'il ne s'agit pas d'une démocratie séculaire comme le soulignait Ozzano, puisque les valeurs chrétiennes font partie intégrante dans la vision de la démocratie du PDK. Si la religion semble prendre une part importante, elle diffère du ADK en ce qu'ils n'ont pas comme objectif, tout du moins explicite, d'instaurer une constitution chrétienne.

Néanmoins tout n'est pas relié à la religion puisqu'ils seraient en outre ouverts aux **alliances** ; ils sont une branche du parti démocrate (PD). Ce dernier, toujours selon leurs propos, est quant à lui considéré comme laïc. En s'opposant explicitement à l'extrême droite d'une part et à la gauche d'autre part, le PDK se considère dès lors être au **centre droit** de l'échiquier politique.²⁶⁶ Ceci semble quelque peu paradoxal compte tenu de leur idéologie socialiste.

Malgré les valeurs religieuses, le PDK détaille leur programme sur d'autres sujets tels que la pension, la femme, la famille, etc. Il y a donc une tentative de créer une harmonie

²⁶⁴ Partis politiques d'Albanie, Programme du PDK, 1996, [en ligne] <http://politike.al/wp-content/uploads/2016/03/Programi-i-PDK-1996.pdf>, page consultée le 10 avril 2016

²⁶⁵ PDK, Statut du parti, 2006, [en ligne] <http://goo.gl/M4hVrX>, (page consultée le 19 avril 2016)

²⁶⁶ *Ibid*

sociale en élaborant des directives qui contenteraient les intérêts de tous.²⁶⁷ Comme beaucoup de partis en Albanie, ces derniers sont également pour l'intégration de l'Albanie dans l'Union européenne et au sein des structures atlantiques (NATO).²⁶⁸

En ce qui concerne, l'électorat, aucune restriction à proprement parler n'est à observer dans le manifeste. Ils se disent par exemple ouverts à tous les Albanais partageant les mêmes aspirations. De manière concrète en revanche, il nous est impossible de le savoir étant donné le manque d'information. Pensons toutefois que ces inspirations de valeurs chrétiennes attireraient sans aucun doute la fraction de la population chrétienne.

Finalement, compte tenu de toutes ces caractéristiques, il semblerait que le PDK corresponde en partie à la catégorie « conservateur » des partis orientés religieusement. En effet, son manque de sécularité nous oblige à être prudents. Tout comme avec l'ADK, son orientation socialiste, sa promotion des droits et libertés de croyance, nous pousserait à le cataloguer de progressiste. Encore une fois, s'il est difficile de classer le parti, le PDK correspond à la définition d'un parti politique orienté religieusement.

iv. Le parti Chrétien-Démocrate d'Albanie (PKD ou PKDSH)

Aucune information n'a été retrouvée à leur propos, il est nous ait donc difficile de déterminer s'ils correspondent vraisemblablement aux caractéristiques d'Ozzano. Leur existence se limite aux listes des élections électorales ou à quelques coupures de presse.

Conclusion

Ces partis orientés religieusement se font donc assez rares sur la scène politique albanaise si l'on en examine seulement les manifestes. Nous avons pris le soin d'en observer le maximum, mais comme rappelé précédemment, les informations à leur sujet nous faisaient grandement défaut. Beaucoup n'abordent pas la thématique de la religion ou s'ils le font, prônent plutôt dans leur manifeste, la diversité et la tolérance en déclarant ne faire aucune distinction de statut social, genre, race ou religion.

²⁶⁷ OZZANO.L." The many faces of the political god: a typology of religiously oriented parties," Democratization, 2013 20:5, p. 814.

²⁶⁸ Partis politiques d'Albanie, Programme du PDK, 1996,[en ligne] <http://politike.al/wp-content/uploads/2016/03/Programi-i-PDK-1996.pdf>, page consultée le 10 avril 2016

Comme l'annonçait Nathalie Clayer et Xavier Bougarel, l'interdiction des partis à caractère religieux en Albanie en 1991 a sans doute joué un rôle quant à la présence d'un nombre restreint de parti politique orienté religieusement. Ils soulignent que le « *Partia e Bashkimit Demokratik Islam-PDBI* » (Le Parti de l'union démocratique islamique) avait été interdit en 1993. Aujourd'hui, et depuis 1998, il en est tout autre. L'article 9 de la constitution interdit seulement les formations politiques qui agissent contre les principes démocratiques et qui soutiennent ou incitent à la haine raciale ou religieuse.²⁶⁹ Dès lors, non seulement, la présence des partis politiques analysés précédemment est parfaitement légale, mais leurs faibles nombres demeurent inexpliqués.

En outre, un entretien avec Ramiz Zekolli nous apprend que ces derniers existent certes, mais bien souvent de ma manière locale. En général, il n'y pas de parti à tendance religieuse. Qu'il s'agisse du PDK ou du PDBM, aucun ne trouve, selon lui d'électorat en Albanie, car « La culture albanaise en général, soit dans le cadre du peuple, soit de manière étatique, est émancipée sur la question de la religion. »²⁷⁰

Par conséquent, s'il s'avère qu'il y a peu de partis orientés religieusement, quant est-il de leur force électorale ? Ces partis trouvent-ils un électorat ? Il convient donc d'observer ces derniers afin d'en mesurer le succès au sein de la population albanaise. Il s'agit notamment de notre prochain indicateur que nous avons utilisé afin de mesurer dans le même temps l'accessibilité de ces derniers sur la scène politique.

Opportunités politiques : Espace politique favorable ?

La théorie de l'ethno-symbolisme selon Kaufman élaborait des préconditions spécifiques pour qu'un conflit à caractère ethnique éclate. Nous l'avions notamment vu dans le chapitre 4 afin d'établir notre hypothèse. L'auteur listait en premier lieu la présence de mythes, d'un historique qu'un politicien peut manipuler. La seconde est liée à l'émotion, plus particulièrement la peur. Jouer sur ce sentiment en insistant par exemple sur le danger d'un groupe par rapport à un autre, provoque de l'insécurité. Or

²⁶⁹CLAYER.N., BOUGAREL., « Les musulmans de l'Europe du Sud-Est: des empires aux états balkaniques », *ISMM, Karthala*, p. 239.

²⁷⁰ Entretien, Ramiz Zekolli, Avril 2016

ceci peut augmenter la probabilité de violence. Enfin, Kaufman précise qu'il n'y aurait pas de conflit sans la présence au préalable d'opportunités politiques.²⁷¹

Cette dernière précondition nous semble essentielle pour qu'un entrepreneur politique puisse avoir la possibilité d'instrumentaliser un groupe. Bien que Kaufman élabore sa théorie d'un point de vue ethnique, cette dernière reste une identité. Dès lors, celle-ci pourrait selon nous être appliquée à l'identité religieuse. Nous chercherons donc à déterminer si les opportunités politiques sont propices en Albanie.

Pour cela nous vérifierons dans un premier temps s'il y a un espace politique favorable. Qu'en est-il des libertés politiques ou religieuses ? Les entrepreneurs qui se mobilisent font-ils face à de la répression ?²⁷² Kaufman ajoutait en outre une caractéristique, celle de l'espace géographique. Une mobilisation selon lui n'est possible que si un groupe est concentré dans une région spécifique.²⁷³ Ensuite, nous évaluerons les votes électoraux dont nous aurons préalablement recoupé les informations avec l'indicateur précédent. Le but étant par conséquent de comprendre si un parti a effectivement des tendances religieuses, ce qui a été le cas pour deux d'entre eux et *de facto*, examiné si ces derniers ont eu accès au pouvoir ou tout du moins une opportunité politique. Observer les votes par secteur semble également judicieux puisque cela permettrait d'observer s'il y a une concentration de l'électorat.

Résultats

Libertés politiques et religieuses en Albanie

Freedom house publie annuellement un rapport global sur les droits politiques et les libertés civiles. Une note est ainsi attribuée pour chaque pays selon ces deux indicateurs. Ces derniers démarrent de 1 à 7, où 1 représente le plus haut degré de liberté et 7 le plus bas. Le total des points obtenu lors des questionnaires, mène à un score global à partir duquel un statut de « libre, en partie ou pas libre » est octroyé.²⁷⁴

²⁷¹ KAUFMAN.S., “ Symbolics Politics or Rational choice”, *International security*, vol.3, 2006, p. 53.

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ FREEDOMHOUSE, Report 2016 [en ligne]

https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2016.pdf (page consultée le 5 avril 2016)

L'Albanie (Cf. Annexe- tableau 5) a notamment obtenu dans le rapport de 2016, un score de 3 dans chacune des deux catégories. Selon *Freedom house* cela signifie que ce dernier peut avoir protégé des libertés civiles ainsi que les droits politiques, mais a dans le même cas, négligé certains autres. L'Albanie a pour conséquent reçu un score total de 67 sur un maximum de 100, le plaçant dans une moyenne où l'on pourrait le considérer comme en « parti libre ». Comme point de comparaison, nous avons placé dans le tableau les autres pays balkaniques. Loin de faire l'exception dans ce domaine, l'Albanie se fonde ainsi dans le cadre mené en tête par les quatre pays de l'UE. Nous noterons également que la plupart, dont l'Albanie obtiennent un statut de démocratie électorale indiquant que ces pays ont atteint un minimum des standards.

Figure 2 : « Nation and Transit : Albania »

Nations in Transit Category and Democracy Scores										
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
National Democratic Governance	4.25	4.25	4.25	4.50	4.75	4.75	5.00	4.75	4.50	4.50
Electoral Process	4.00	4.00	3.75	3.75	4.00	4.25	4.25	4.00	4.00	3.75
Civil Society	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00
Independent Media	3.75	3.75	3.75	4.00	4.00	4.00	4.00	4.00	4.00	4.25
Local Democratic Governance	2.75	2.75	2.75	3.00	3.25	3.25	3.50	3.50	3.50	3.50
Judicial Framework and Independence	4.00	4.00	4.25	4.25	4.25	4.75	4.75	4.75	4.75	4.75
Corruption	5.00	5.00	5.00	5.00	5.00	5.00	5.25	5.25	5.25	5.25
Democracy Score	3.82	3.82	3.82	3.93	4.04	4.14	4.25	4.18	4.14	4.14

Source : FREEDOMHOUSE, Nation and Transit : Albania, [en ligne] <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2016/albania>, (page consultée le 5 avril 2016)

Les libertés politiques peuvent encore être approfondies à travers le rapport « *Nations and transit* » de *Freedom house*. Ce dernier mesure la démocratisation de 29 pays dans le monde.²⁷⁵ Les experts prennent notamment en compte plusieurs indicateurs (repris dans le tableau suivant) en gardant le même principe d'annotation de 1 à 7, 1 étant le plus haut au niveau démocratique et 7, le plus bas. En fonction des scores, cinq statuts de démocraties sont octroyés : « démocratie consolidée, semi-consolidée, transitionnelle, régime autoritaire semi-consolidé et régime autoritaire consolidé ».

²⁷⁵ FREEDOMHOUSE, Nation and Transit : methodology, [en ligne] <https://freedomhouse.org/report/nations-transit-methodology>, (page consultée le 5 avril 2016)

Dans le tableau qui précède, nous observons une nette diminution du score globale de l'Albanie depuis 2013. En outre, le statut de gouvernement transitionnel accordé à celle-ci reste inchangé depuis 2011. Cette position confirme le constat précédent (*Freedomhouse*) selon lequel le pays atteint le minimum des standards en termes de démocratie électorale. Néanmoins, il nous faut prendre en considération que ce dernier est donné aux pays dont les institutions démocratiques restent pour le moins fragiles.

Ainsi, il est aisé de s'apercevoir que la corruption demeure un grave problème et a d'ailleurs augmenté depuis 2012. Liée à ce dernier, l'indépendance du système judiciaire est donc fortement touchée. Malgré les réformes du Premier ministre Edi Rama qui ont permis à l'Albanie de devenir candidate à l'UE, le score reste inchangé. Aussi, si celui du processus électoral tend à s'améliorer, rappelons les nombreux incidents lors des élections précédentes comme la mort d'un opposant tué par balle en 2013²⁷⁶.

L'Albanie paraît en outre obtenir un espace favorable à la religion. En effet, sa constitution ne reconnaît pas de religion officielle et garantit une égalité entre les communautés religieuses (article 10). Dans l'article 24, l'État garantit également la liberté de conscience et la liberté de culte.²⁷⁷ *L'International Religious Freedom Report* souligne par ailleurs l'aide financière accordée aux quatre communautés religieuses.

Finalement, s'il reste maintes améliorations à faire dans beaucoup de domaines tels que la transparence des institutions, les fraudes ou la corruption, les libertés politiques et religieuses sont en majeurs partis favorables. Lors du discours délivré à l'occasion des 300 jours du gouvernement, le Premier ministre Edi Rama s'exprimait d'ailleurs ainsi : « *Albania is country where it is easy to think differently, it is easy to express your different opinion and it is easy no to agree with the government. Nothing happens to you ; instead you listened with respect* ». ²⁷⁸

²⁷⁶ Le monde, 23/06 /2013[en ligne] http://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2013/06/23/elections-legislatives-en-albanie-un-mort-et-trois-blesses_3435041_3214.html, (page consultée le 20 mars 2016)

²⁷⁷ OSCE, Constitution albanaise, article 24, [en ligne] <http://www.osce.org/albania/41888?download=true>

²⁷⁸ RAMA.E., Discours à l'occasion des 300 jours au gouvernement

Or, comme le signifiait Kaufman c'est bien l'accès aux institutions politiques qui permet d'augmenter les chances d'agir.²⁷⁹ Dans notre cas, la mobilisation d'entrepreneurs reste possible sans faire face à de la répression et ce, qu'il s'agisse du domaine de la politique ou de la religion. Dans les prochaines lignes, nous verrons donc si cela été possible pour les partis politiques orientés religieusement en examinant les votes électoraux.

Opportunité politique des partis orientés religieusement

Encore une fois, nombreux ont été les obstacles afin de déterminer un nombre sur les résultats des élections. La forme des retransmissions des données fournies par la CEC diffère d'année en année, ce qui porte bien souvent à confusion. Par ailleurs, soulignons que toutes les élections n'apparaissent pas, limitant *de facto* la possibilité de comparaison. À cela, s'ajoute également le fait que des résultats sont parfois donnés en chiffres nationaux et parfois de manières locales. Il n'y a donc aucune clarté.

Les risques de confusions ont d'autant plus été plus grands pour l'année 2015. En effet, l'Albanie a procédé à une réforme territoriale. Elle s'est ainsi vu réduire son nombre de gouvernements locaux de 373 à 61.²⁸⁰ Dès lors, il est important de comprendre les subdivisions administratives de l'Albanie. Cette dernière est composée de 12 régions (*qark* en albanais ou *prefekturë*). Depuis la réforme, elles-mêmes sont divisées en 61 municipalités (*bashki*).²⁸¹

Finalement, nous avons récolté les chiffres nationaux, dans le sens de région, pour les élections de 2007, 2011, 2015 et 2013. En outre, les chiffres obtenus pour des élections locales correspondent non pas au mayorat, mais aux sièges acquis pour les conseillers municipaux.

i. Le parti de l'Alliance Démo-Chrétienne (ADK)

Le tableau 6. 1 montre que l'ADK n'était pas présent aux élections législatives de 2013. En ce qui concerne, les élections locales, ces derniers se sont présentés en 2011 et 2015.

²⁷⁹ KAUFMAN.S., "Symbolics Politics or Rational choice", *International security*, vol.3, 2006, p. 53.

²⁸⁰Minister of state for local issue, 2015, [en ligne],

http://www.ceshtjetvendore.gov.al/files/userfiles/Harta_61_bashki.pdf, page consultée le 5 avril 2016

²⁸¹ Territorial administrative reform, 2015 [en ligne] <http://www.reformaterritoriale.al/>, page consultée le 5 avril 2016

Nous pouvons y observer d'ailleurs une augmentation entre les deux. Leur influence sur la scène politique reste donc assez minime sur le plan national.

6.1 Les résultats électoraux nationaux des partis orientés religieusement

Parti politique /score national	Élections locales 2007	Élections locales 2011	Élections locales 2015	Élections législatives 2013
<i>PDK</i>	4,40 %	3,05 %	1,30 %	0,77 %
<i>PDBM</i>	/	0,11 %	0,17 %	/
<i>ADK</i>	/	0,39 %	0,50 %	/
<i>PKDSH</i>	/	0,03 %	0,6 %	0,46 %

Par conséquent, il serait judicieux d'examiner les votes sur le plan local. Au total, 8 mandats ont été acquis par le parti. Comme nous pouvons nous en apercevoir, les votes sont concentrés entre le centre (Tirana et Elbasan) et les régions du Nord (Durrës, Kukës, Shkodër).

6.2 Élections locales 2015- Résultats totaux pour le ADK en termes de mandat acquis

N°	Région	Mandats	N°	Région	Mandats
1	Berat	0	7	Korce	0
2	Dibrë	0	8	Kukës	1
3	Durrës	1	9	Lezhë	0
4	Elbasan	2	10	Shkodër	1
5	Fier	1	11	Tirana	1
6	Gjirokastrë	1	12	Vlorë	0
				Total	8

ii. Le parti Chrétien-Démocrate d'Albanie (PKDSH)

Pourtant enregistrés en tant que parti politique avant les élections de 2011, les partisans n'ont pas réellement de notoriété si l'on en croit les chiffres du tableau 6.1. Toutefois, nous pouvons y observer une augmentation.

Les chiffres locaux par région en 2015 [tableau 1. 3] tendent à confirmer un électorat situé au nord de l’Albanie avec : Kukës, Dibrë et Shkodër. Or, les catholiques se situent dans les régions septentrionales, et particulièrement au nord- ouest de l’Albanie.²⁸²

6.3 Élections locales 2015- Résultats totaux pour le PKDSH					
N°	Région	Mandats	N°	Région	Mandats
1	Berat	0	7	Korce	0
2	Dibrë	1	8	Kukës	1
3	Durrës	0	9	Lezhë	0
4	Elbasan	0	10	Shkodër	1
5	Fier	0	11	Tirana	0
6	Gjirokastrë	0	12	Vlorë	0
				Total	3

Qui plus est, lors élections législatives de 2013, ces derniers ont obtenu un siège avec moins de 0,5 % des voix.²⁸³ Toutefois, nous n’avons pas pu vérifier les résultats par région afin de confirmer le constat précédent.

iii. *Le parti Démocrate Chrétien (PDK)*

Le PDK était présent sur les listes électorales de 2007, 2011 et 2015 lors des élections locales sans pour autant obtenir le nombre nécessaire de votes pour une représentation. Ces derniers se sont également présentés aux législatives de 2013, mais n’avaient obtenu aucun siège au Parlement. Leur influence sur la scène politique reste aujourd’hui minimal, voire diminue avec le temps si l’on en croit le tableau 6.1.

Par ailleurs, selon le *political handbook of the world 2015* il semblerait qu’ils aient obtenu 2 sièges lors des élections législatives de 2005. Ceci accentue de facto, la diminution de sa cote de popularité auprès de son électorat.

²⁸² WILMART.M., « Entre tolérance et concurrence ; la communauté catholique et son identité dans l’Albanie post-communiste », *Balkanologie*, vol VIII, n°2, décembre 2004,[en ligne] <http://balkanologie.revues.org/541>

²⁸³ HANSFORD.T. *Political handbook of the world 2015*, CQPRESS, p. 20.

Toutefois, il est également intéressant de connaître les régions d’Albanie qui ont voté pour ce parti lors des élections locales. La CEC nous en a fourni les données que nous avons récapitulées sous la forme du tableau 6.4.

6.4 Élections locales 2015- Résultats totaux pour le PDK

N°	Région	Mandats	N°	Région	Mandats
1	Berat	0	7	Korce	1
2	Dibrë	2	8	Kukës	2
3	Durrës	0	9	Lezhë	3
4	Elbasan	2	10	Shkodër	5
5	Fier	2	11	Tirana	2
6	Gjirokastrë	1	12	Vlorë	4
				Total	24

Le PDK semble avoir un soutien assez réparti dans les 12 régions. Les données montrent une grande préférence de l’électorat se situant à Shkodër ainsi que les autres villes à majorités catholiques. Notre constat, l’est d’ailleurs confirmé par *the political handbook of the world* qui l’avait noté pour les élections législatives de 2001.²⁸⁴

Le PDK a donc eu visiblement un espace politique favorable avec notamment un électorat local réceptif. Comme nous l’avons indiqué les résultats élections qui suivirent sont de moins en moins performants pour le parti. Le constat de Ramiz Zekolli est par conséquent plein de sens puisqu’il nous déclarait malgré la présence du ADK, « je suis persuadé qu’il n’y aura pas de résultat [qu’il s’agisse du ADK ou d’un parti à caractère musulman].²⁸⁵

La question à se poser dès lors devient non plus si les conditions politiques sont présentes pour le développement du parti, mais bien pour quelles raisons l’électorat n’a plus suivi. Une piste dans notre analyse se situerait par la scission interne du parti en novembre 2007. Un nouveau parti rejoint la scène politique : le mouvement albanais chrétien démocrate.²⁸⁶

²⁸⁴ HANSFORD.T. *Political handbook of the world 2015*, CQPRESS, p. 24.

²⁸⁵ Entretien, Ramiz Zekolli, Avril 2016

²⁸⁶ HANSFORD.T. *Political handbook of the world 2015*, CQPRESS, p. 24.

iv. *Parti démocratique de l'union albanaise musulmane (PDBM)*

A notre connaissance, le PDM ne s'est présenté qu'aux élections locales, sans pour autant obtenir quelconque résultat satisfaisant (voir tableau 6.1). Néanmoins il nous paraissait judicieux de le mentionner puisqu'il s'agit bien de vérifier s'il était possible pour un parti d'accéder au pouvoir.

Tout comme le PDK, il semble que le parti ait cherché à viser une population cible. Dans leurs cas, un électorat musulman. Les résultats de 2015 montrent que le PDM a eu du soutien dans les régions Elbasan et de Fier, toutes les deux situés dans le sud. Toutefois, les musulmans n'ont pas une zone géographique particulière comme les catholiques au nord. Dès lors, non seulement il nous est difficile d'établir une corrélation, mais le manque de données nous empêche de le faire.

Nous noterons finalement que l'espace politique est favorable dans la mesure où le PDBM a pu s'inscrire sur les listes et entrer dans le jeu des élections.

6.5 Élections locales 2015- Résultats totaux pour le PDBMSH

N°	Région	Mandats	N°	Région	Mandats
1	Berat	0	7	Korce	0
2	Dibrë	0	8	Kukës	0
3	Durrës	0	9	Lezhë	0
4	Elbasan	1	10	Shkodër	0
5	Fier	1	11	Tirana	0
6	Gjirokastrë	0	12	Vlorë	0
				Total	2

Conclusion

L'espace politique étant favorable, les opportunités politiques deviennent accessibles aux entrepreneurs. La précondition de Kaufman s'avère par conséquent vérifiée en Albanie. Toutefois, elle ne l'est qu'en partie. L'auteur estimait que la concentration géographique d'un groupe favorisait l'instrumentalisation de celui-ci. Certes, nous avons observé au cours des élections électorales que les partis politiques chrétiens

amassaient leur vote grâce au Nord. Toutefois, si la corrélation est tentante, il nous faut établir des mises en garde.

En effet, à moins de recueillir des informations sur l'intention des électeurs, il nous est impossible d'établir que tous les chrétiens votent pour un des partis cités auparavant. Tout le monde ne vote pas en fonction de sa communauté religieuse. *A contrario*, d'autres éléments peuvent influencer l'électeur tels que les promesses électorales d'un autre candidat ou le simple attachement à un autre parti.

Qui plus est, nous devons noter qu'aucun parti chrétien n'a précisé dans son manifeste la subdivision de la religion. À qui s'adressaient-ils, aux catholiques ou aux orthodoxes ? Si les catholiques sont une minorité située au nord, les orthodoxes se placeraient quant à eux dans le sud. Dès lors, toute corrélation aurait été dénuée de sens. Seuls des éléments du *Political handbook of the world 2015* ont pu établir qu'il s'agissait selon eux de villes catholiques concernant le PDK. Néanmoins, là encore la question se pose puisqu'ils n'avaient pas précisé dans leur manifeste leur électorat cible.

Finalement, malgré cette espace favorable et la présence de partis politiques orientés religieusement, il nous faut constater un manque de succès électoral pour les uns ou un déclin pour les autres. Idajet Beqiri ; président du parti de l'unité nationale (PUK) souligne également ce constat : « *Oui des partis politiques avec des noms camouflés ont fait leurs apparitions : Démocratie-chrétien ou le parti des droits d'hommes (orthodoxe) ou le parti islamique, mais ils n'ont jamais eu de succès* ». ²⁸⁷ Nous faisons donc face à une nouvelle limite puisqu'une question se pose désormais ; pour quelles raisons l'électorat n'a pas suivi ou ne semble plus réagir au fil du temps ?

Discours des leaders des partis politiques

La vérification des discours des grands leaders politiques nous semblait avisée puisque nous tentions de démontrer qu'aucun politique n'a eu recours à la religion ou des mythes, symboles relatifs à cette dernière. Dans cette optique, nous avons pensé à un cas très célèbre des Balkans que nous avons notamment explicité auparavant, celui du

²⁸⁷ Entretien, Idajet Beqiri Avril 2016

discours de Slobodan Milošević en 1989. Cet indicateur correspond en outre, à une des préconditions de Kaufman également mentionné plus haut. Analyser les discours des leaders politiques prenait ainsi tout son sens dans notre cas d'étude.

Toutefois, l'analyse du discours a des limites qu'il nous faut prendre en compte. Pouvons-nous considérer les discours de ces politiques comme représentant ce qu'ils pensent réellement? Qui plus est, le gouvernement entrant, après la chute du communisme, aura très certainement un discours plutôt « anti-communiste », il s'agit là d'une légitimité ; il faut gagner son électorat, il est donc évident que de prime abord, c'est un certain pluralisme religieux qui sera prôné.

C'est un risque que nous sommes prêts à prendre dans la mesure où analyser l'évolution de ces discours devrait nous permettre de vérifier si le volet religieux est entré en contact avec le volet politique à un moment donné, et ce, particulièrement de nos jours. En effet, il est d'autant plus intéressant de déterminer si un glissement a eu lieu vers les années deux mille, pouvant alors remettre en cause leur « tolérance religieuse » dans l'avenir.

Résultats

Au cours de notre recherche, nous avons fait face à des barrières. D'une part en ce qui concerne les dates puisque rares sont les partis ou les politiciens à avoir archivé des discours depuis la chute du communisme. Il aurait ainsi fallu accéder à la Bibliothèque nationale de Tirana. D'autre part, le caractère exhaustif des discours nous manquait également puisque seuls les partis « plus populaires », comme celui du Premier ministre actuel remettent à jour de manière récurrente leur site internet officiel et traduisent qui plus est, ses discours en langue anglaise. Par conséquent, par manque de données, seuls les discours d'Edi Rama, l'actuel Premier ministre, ont été analysés.

Nous avons obtenu un total de 139 discours du Premier ministre situés entre septembre 2013 et le 9 avril 2016. En utilisant le logiciel Nvivo, ces derniers ont ainsi été divisés dans un premier temps entre grandes thématiques tels que la politique, l'économie, les affaires sociales, ou diverses.

La politique dont le thème a été codé dans 52 ressources a elle-même été subdivisée en politique interne et politique externe. Toutefois, ce qui nous semblait opportun de souligner, c'est le nombre de fois qu'apparaît la thématique de l'Europe. Celle-ci se présente en effet dans 87 discours. Qu'il s'agisse des standards à atteindre, de la volonté du gouvernement d'entrer dans l'UE ou la référence à des pays d'Europe, Edi Rama passe un message clair quant à l'intention de l'Albanie d'y entrer. En second lieu, c'est l'économie auquel se réfère le plus Edi Rama. Plus particulièrement, ce dernier attache beaucoup d'importance au développement et ce qu'il s'agisse d'infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, d'investissements de l'étranger, etc. 50 discours étaient consacrés à cette thématique. Finalement, les affaires sociales que nous avons divisées entre trois branches principales (culture- éducation- emplois) sont un troisième grand thème. Si l'éducation semble être une priorité majeure d'Edi Rama (il en parle notamment dans 19 discours), c'est la religion qui nous intéresse particulièrement.

Le terme ainsi que son champ lexical de la religion apparaissent notamment dans 24 élocutions. Si cela reste faible comparé au nombre total de ressources, il est intéressant d'en vérifier le contenu. [cf. annexe tableau 6]. Ainsi, une recherche textuelle avec le logiciel nous indique que le christianisme est évoqué bien plus de fois (19) que l'Islam (11) sur les 24 discours. Les communautés religieuses en tant que telles sont par ailleurs peu évoquées. Les Bektashis ont été mentionnés 2 fois, les Orthodoxes 3 fois et les catholiques 1 seule fois.

En analysant chacune des sources [Cf annexe- tableau 7], nous avons rapidement pu nous rendre compte que la thématique religieuse est rarement l'objectif de départ. Ainsi, seuls 10 discours impliquaient directement la thématique puisqu'il s'agissait notamment de l'ouverture d'une conférence à caractère religieuse, un dîner en l'honneur du ramadan, des expositions sur la foi, un film sur le Pape François, voire des discours sur la sécurité et l'extrémisme, etc. Les autres allocutions du Premier ministre ne faisaient que référence à la religion en général sans pour autant vouloir en parler.

En outre, compte tenu des résultats, il est tentant d'établir que le Premier ministre a une tendance à privilégier la religion chrétienne. Toutefois, notons que sur les 19 discours classés dans cette catégorie, 15 l'étaient parce qu'Edi Rama avait mentionné le Pape

François et sa venue en Albanie. Or, ce dernier avait souligné le caractère exemplaire de l'Albanie dans sa coexistence pacifique entre les communautés religieuses lors de sa venue en 2014.

Enfin, l'harmonie et la coexistence religieuse sont une thématique bien souvent reprise par le Premier ministre. Ce dernier apparaît en effet dans 17 de ses allocutions. Notons par ailleurs qu'Edi Rama, afin de discuter de cette symbolique, a référé 15 fois au Pape François et 1 fois au Pape Jean-Paul II.

Conclusion

L'analyse des 137 discours souligne par conséquent que le Premier ministre n'a pas tendance à évoquer la religion (10 discours sur 137), ni de prendre parti pour une communauté. Ce dernier n'hésite pas à évoquer la tolérance religieuse présente en Albanie (17 discours sur 137) et tente dans ses actions de contenter chacune des communautés.

Certains penseront néanmoins qu'il y a une surévaluation de la religion chrétienne puisque pour parler de coexistence religieuse, Edi Rama se réfère très souvent au Pape François. Ainsi, Cécilie Andresen se posait la même question concernant le fait que Mère Teresa devenait un emblème de l'État. Toutefois, celle-ci soulignait bien qu'il s'agit d'un symbole dénué de valeur religieuse. Elle représente plutôt pour de nombreux Albanais une héroïne de la religion européenne²⁸⁸. Dès lors, il semble que la référence au Pape aurait selon nous le même objectif.

Notre constat semble conforter les propos recueillis d'un leader politique. Ce dernier, souhaitant rester anonyme, nous mentionnait qu'un accord tacite aurait été établi entre les divers partis politiques afin d'éviter de se prononcer sur la religion. Les politiciens ne prendront jamais la parole à ce sujet, mais laisseront plutôt parler des leaders d'opinion si un débat doit réellement être établi. Une personnalité politique en tant que

²⁸⁸ ENDRESEN.C., "The Nation and the Nun: Mother Teresa, Albania's Muslim Majority and the Secular State", *Islam and Christian-Muslim Relations*, 2014, p. 18

telle préférera garder le silence ou encore une fois, véhiculer l'image de la « formidable coexistence entre religions ».

Idajet Beqiri, Président du PUK, soulignait également :

« Ce sujet [la religion] a toujours été délicat pour la politique et les politiciens albanais. Ils font très attention dans leur discours afin de ne pas froisser les croyants. Ils ont trouvé un consensus au niveau national pour qu'aucune religion ne se sente, moins ou plus, mise en évidence. Il y a du respect mutuel. »

Conclusion générale des résultats

S'il convient d'être prudent dans notre analyse compte tenu du manque de source auquel nous avons dû faire face, la tendance générale des indicateurs rapporte le même constat : l'absence de la religion sur la scène politique. Deux de nos indicateurs, l'opportunité politique et religieuse ainsi que le discours du Premier ministre se sont révélés négatifs et soutiennent *de facto* notre hypothèse : l'absence d'entrepreneur politique instrumentalisant la religion. Notre troisième indicateur, le programme des partis politiques, est quant à lui positif. En effet, l'Albanie contient au moins quatre partis politiques orientés religieusement. Toutefois, il nous faut rappeler leur faible force électorale ce qui confirme la tendance générale que nous avons constatée.

Comme nous l'avions déjà mentionné au cours de notre recherche, ces résultats ouvrent la voie à d'autres interrogations. Pourquoi aucun entrepreneur n'a cru bon d'utiliser la religion comme instrument politique ? Pour quelles raisons les politiciens ont-ils passé un accord tacite concernant l'évitement du religieux dans les discours ? Pour quelles raisons l'électorat n'a pas suivi ou ne semble plus réagir au fil du temps face aux partis orientés religieusement ?

Une analyse plus approfondie des partis politiques nous suggère qu'ils n'avaient aucun intérêt à agir de la sorte. Soit les petits partis politiques albanais ne sont pas intéressés à créer de véritables programmes, mais sont plutôt à la recherche du pouvoir et des avantages qui y sont liés, soit cela est peine perdue, car la scène politique est bipolarisée. Le contexte historique de la création des partis illustre parfaitement notre propos et nous aide d'autant plus à comprendre la situation actuelle.

L'Albanie a connu un semblant de pluralisme politique au sortir de la Première Guerre mondiale. Toutefois, l'expérience du système démocratique était assez faible. Selon Dorian Jano, c'était surtout des regroupements de personnes qui cherchaient à promouvoir leurs intérêts. Par conséquent, lorsque le Parti communiste apparut et plus tard, pris le pouvoir, il s'agissait en fait du seul à être non seulement influent, mais organisé.²⁸⁹

La lente chute du régime totalitaire a incité Ramiz Alia, successeur d'Enver Hoxha, à établir de nombreuses réformes dont la mise en place d'un système multipartite. Le parti démocratique albanais, mené par un ancien communiste Sali Berisha, était né.²⁹⁰ Toutefois, le parti socialiste, considéré comme étant un héritier du parti communiste reste en tête lors des premières élections libres de mars 1991. Majoritairement élus grâce à la population des campagnes, ils obtiennent ainsi 168 sièges sur 250.²⁹¹ Ramiz Alia est quant à lui réélu Président de la République à la condition de délaier son poste de dirigeant du parti d'une part, et de retirer le terme socialiste dans le titre officiel de l'Albanie d'autre part.²⁹²

La crise économique, des vagues de grève et la fuite de nombreux Albanais à l'étranger eurent raison du parti socialiste. C'est à partir de 1992 que le système à parti unique a réellement pris fin, et ce, avec la victoire massive de la principale opposition, le parti démocratique²⁹³. Les crises politiques se succèdent depuis, notamment par l'accusation d'irrégularité entre les partis politiques. Malgré l'émergence de nombreux partis, deux principaux se succéderont en alternance : le parti socialiste et le parti démocratique. Leur opposition draconienne est souvent à l'origine de blocage au sein du gouvernement, d'où l'instabilité politique qui a longtemps régné. L'Albanie a *de facto* fait l'objet de surveillance par les observateurs extérieurs comme l'OSCE/ODIHR.²⁹⁴

²⁸⁹ JANO.D. " On parties and party system in Albania: what implications for democracy ", [en ligne], <https://ssrn.com/abstract=115407> , p. 88. (page consultée le 5 avril 2016)

²⁹⁰ Perspective Monde, « Tenue d'élections législatives en Albanie : 22 mars 1992 », <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codePays=JPN&codeEve=775&grandesRegions=100&slide=2000&codeStat2=x&mode=carte&langue=fr&afficheNom=aucun> , page consultée le 5 avril 2016)

²⁹¹ SCHREIVER.T., « Albanie: les débuts du post-communisme », *Politique étrangère*, n°2, 1992, p. 320.

²⁹² CASTELLAN.G., *Op cit*, p. 121.

²⁹³ *Ibid*, p.122.

²⁹⁴ The Office for Democratic Institutions and Human Rights [en ligne], <http://www.osce.org/odihr/elections/106963?download=true> , page consultée le 7 avril 2016, p. 33.

Aujourd'hui encore, nous notons la présence notoire de ces deux grands partis lors des élections qu'il s'agisse des locales, législatives ou présidentielles. Au fil des années, nous distinguons des percées tels que le mouvement socialiste pour l'intégration.

Ainsi rares sont les partis à avoir résisté à la bipolarisation de la scène politique entre une gauche représentée par le Parti socialiste et une droite par le Parti démocratique. Beaucoup s'allient à l'un ou l'autre à travers des coalitions. Les élections de 2013 en sont un exemple, nous pouvions recensé une coalition de droite « *Alliance pour l'emploi, le bien-être et l'intégration* », mené par le parti démocratique et composé de 24 partis ainsi qu'une coalition de droite « *Alliance pour une Albanie européenne* » mené par le parti socialiste et composé de 38 partis.²⁹⁵ Par ailleurs, nous l'avons vu [cf. Annexe-tableau 6] très souvent les partis politiques orientés religieusement se sont alliés également (à l'exception du PKDH en 2011 et 2015).

En outre, puisqu'au sortir du communisme, les nouveaux partis politiques étaient bien plus proches d'un agglomérat de personnes anti-communistes incluant dès lors toutes sortes d'intérêts et de points de vue, cela a eu comme conséquence sur le long terme la fragmentation de la scène politique actuelle notamment au sein des deux principaux.²⁹⁶ Beaucoup quitte le parti principal et en crée un nouveau ; un exemple est le parti « *Partia Socialiste e Vërtetë 91* (Parti socialiste de la vérité) », créé par Fatos Nanos, ancien premier ministre et membre du parti socialiste. Dès lors, comme nous le soulignait Idajet Beqiri : « Il y a 102 partis politiques en Albanie. Uniquement 13 sont actifs et vraiment consolidés. Les autres ce sont des partis fantômes, sans activité. »²⁹⁷

²⁹⁵ The Office for Democratic Institutions and Human Rights [en ligne], <http://www.osce.org/odihr/elections/106963?download=true>, page consultée le 7 avril 2016, p. 33.f

²⁹⁶ JANO.D., Op cit., p. 87.

²⁹⁷ Entretien idajet Beqiri Avril 2016

Conclusion et perspectives

Conclusion générale

Nous avons pour but de comprendre un paradoxe assez particulier celui de l'absence de conflit religieux en Albanie. Démarrant en généralité, nous avons observé que le caractère multiconfessionnel d'un pays est porteur, tout du moins, exacerbe les conflits. En effet, nombreuses sont les situations où la dimension religieuse a effectivement été présente lors de conflits. Nous avons notamment cité des cas classiques tels que l'Irlande du Nord ou le Liban dont l'origine des conflits n'était pas religieuse, mais dont la dimension, au fil du temps, est devenue prépondérante. Multiconfessionnel également, la situation de l'Albanie demeurait donc une exception.

Évoquant des facteurs issus de la littérature qui se sont avérés porteurs de conflits dans d'autres pays, nous avons démontré que l'Albanie en était également composée renforçant sa situation exceptionnelle. L'étude que nous avons menée a confirmé la présence d'au moins six éléments [le facteur économique, systémique, la fragmentation de la société, le système présidentiel, la domination étrangère et les enjeux politiques des élites] qui mènent à penser que cela pourrait dégénérer en conflit et qui *ipso facto* pourrait générer une dimension religieuse compte tenu de ses divisions confessionnelles. Or, malgré leurs présences en Albanie, aucun conflit n'a émergé.

L'étude de ces facteurs a cependant mis un élément en exergue : celui de l'entrepreneur politique. Considéré par de nombreux pairs comme un facteur potentiel à l'avènement et/ou l'exacerbation des conflits, celui-ci était absent de notre cas d'étude. Il convenait dès lors de l'utiliser en tant qu'hypothèse et de l'analyser à travers nos indicateurs.

Toutefois, comme nous l'avons mentionné, nous avons fait face à de nombreuses limites qui ne nous permettent pas d'affirmer de manière certaine, qu'il s'agit d'un facteur expliquant l'absence de conflit. Seule une tendance générale peut en être dégagée dans la mesure où la religion n'a pas été mobilisée dans les discours et n'a pas fait l'objet de manifestes politiques ayant accédé au pouvoir.

Outre les diverses limites qui ont émergé liées à la réalisation de ce mémoire, une autre demeurait toujours. Dans l'état actuel des choses, il nous est impossible de connaître les raisons pour lesquelles ces entrepreneurs se sont abstenus d'agir en faveur d'une religion.

Néanmoins, une analyse plus approfondie des partis politiques en Albanie nous a mener à une piste non négligeable : il n'y avait aucun intérêt pour eux d'agir de la sorte. Les petits partis politiques en Albanie sont dépendants de la bipolarisation de la scène politique entre le parti socialiste d'une part et le parti démocratique d'autre part. La plupart du temps, tous choisissent de se ranger auprès de l'un ou l'autre à travers une coalition.

Finalement, si notre hypothèse s'est révélée utile quant à la compréhension de notre cas d'étude, il nous faut souligner qu'elle n'a pas permis d'établir une relation de causalité. Ainsi, il est quasi manifeste qu'il y a eu absence d'entrepreneur politique instrumentalisant la religion ; nos entretiens ont pu le confirmer. Toutefois, il serait présomptueux de notre part d'indiquer qu'elle en est la raison principale quant à l'absence de conflit religieux en Albanie.

Perspectives

Les limites que nous avons rencontrées lors de notre recherche nous ont poussés à explorer d'autres approches quant à comprendre notre problématique. Ainsi, nous avons pris pour acquis qu'elle était une exception parmi les anciens pays communistes des Balkans, car celle-ci n'avait jamais connu de conflit. Toutefois, si notre cas d'étude a eu le même régime, il nous faut d'autant plus souligner la dureté de ce dernier.

Si les Églises ont pu participer à la persévérance de l'identité religieuse dans ces pays et dès lors contribuer à l'éveil national, ce ne fut pas le cas pour l'Albanie où elles furent pour la plupart détruites et le clergé emprisonné. Certes, nous avons mentionné que le national-communisme n'avait pas fonctionné à la perfection en Albanie puisque les valeurs religieuses n'avaient pas totalement disparu non plus.

Néanmoins, la durée (45 ans) et l'intensité du régime ont sûrement joué un rôle plus important dans leur rapport avec la religion. Ainsi comme le soulignait Miranda Vickers, la majorité de la population albanaise n'a pas hérité de la culture religieuse. Deux générations entières ont vécu sous l'égide de l'athéisme, sécularisant ces dernières et non pas forcément, les personnes plus âgées.²⁹⁸

Dès lors, le sentiment patriotique est-il plus fort en Albanie ? Si cela a été le cas, l'est-il toujours ? Nous avons vu que le retour du religieux est un phénomène mondial et l'Albanie n'en est pas épargnée. Cette coexistence religieuse va-t-elle durer ?

²⁹⁸ VICKERS.M., PETTIFER .J., *Albania: from Anarchy to a Balkan identity*, New-York University press, 2000, p.116.

Annexes

Tableau 1 : Niveau de restriction de la religion dans les Balkans

Sources :

Pew Research Center, Religious restriction index score, 2014 [en ligne]
<http://www.pewforum.org/files/2014/01/RestrictionsV-by-region.pdf>, page consultée le 13 mai 2016

Id., 2015 [en ligne] http://www.pewforum.org/files/2015/02/Restrictions2015_byRegion.pdf, page consultée le 13 mai 2016

Années	Juin 2007		Juin 2010		Décembre 2012		Décembre 2013	
	GRI	SHI	GRI	SHI	GRI	SHI	GRI	SHI
Albanie	0.8	0.2	1.3	0.2	1.5	0.0	2.2	0.3
Bosnie-Herzégovine	1.5	2.4	2.0	2.6	2.3	4.3	2.3	4.2
Bulgarie	4.0	2.2	3.3	2.2	5.2	4.4	5.4	3.6
Croatie	0.7	2.0	2.7	2.3	2.9	2.2	1.5	2.7
Kosovo	1.9	2.4	1.7	3.7	1.5	6.7	2.5	5.3
Monténégro	0.9	2.4	0.4	2.4	2.4	3.7	1.9	2.5
R. de Macédoine	2.2	1.5	2.8	3.0	3.0	2.6	2.5	2.4
Serbie	3.1	1.5	3.5	4.7	3.6	3.4	3.4	2.3
Slovénie	0.6	1.0	1.0	0.4	0.9	2.3	0.7	0.9
Grèce	5.2	4.4	5.5	4.1	5.0	6.5	4.4	5.3

Tableau 3: The Failed States Index – Pays des BalkansSource : <http://fsi.fundforpeace.org/>

	Année		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1	Albanie	score	70.5	69.7	70.0	67.1	66.1	66.1	65.2	63.6	61.9
		Rang	111	112	109	121	121	118	119	123	125
2	Serbie	score	81.1	80.1	79.2	77.8	74.4	75.0	74.4	72.0	73.8
		Rang	66	70	78	86	98	89	92	100	92
3	Bosnie	score	84.5	84.3	83.3	83.5	80.9	77.9	76.5	75.9	77.4
		Rang	54	54	63	60	69	79	83	86	79
4	Slovénie	score	37.5	37.1	36.3	36.0	35.5	34.0	32.3	32.6	31.6
		Rang	155	156	156	156	156	161	163	163	162
5	Croatie	score	60,5	59,4	60,1	59,0	57,3	56,3	54,1	52,9	51,0
		Rang	127	129	131	131	132	130	135	136	137
6	Grèce	score	43,5	45,4	46,1	45,9	47,4	50,4	50,6	52,1	52,6
		Rang	147	147	147	147	143	138	138	137	134
7	Bulgarie	score	60,3	58,5	61,5	61,2	59	56,3	55,0	54,4	55,4
		Rang	128	131	128	126	129	130	132	133	130
8	Monténégro	score	55,6	55,8	58,0	57,3	56,3	55,5	54,4	57,7	54,2
		Rang	136	135	134	134	134	133	134	131	132
9	Macédoine	score	74,1	74,6	74,4	72,7	71,0	69,1	68	66,4	64,5
		Rang	95	95	100	103	106	109	112	116	118
		**Pas de donnée pour le Kosovo									

n°	Pays	Classement 2015
1	Slovénie	More stable
2	Croatie	Less Stable
3	Grèce	Less Stable
4	Monténégro	Less Stable
5	Bulgarie	Less Stable
6	Albanie	Low warning
7	Macédoine	Low warning
8	Serbie	Warning
9	Bosnie Herzégovine	warning

Tableau 4 : Le régime présidentiel facteur de conflit ?

Pays	Modèle	Forme	Conflits ayant une dimension religieuse
La République de Macédoine	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
Le Monténégro	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La République de Croatie	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La République de Turquie	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La République de Bulgarie	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La République d'Albanie	Régime présidentiel	République parlementaire	non
La République de Serbie	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La Bosnie-Herzégovine	Régime présidentiel	République parlementaire fédérale	oui
Le Liban	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La république d'Irlande	Régime présidentiel	République parlementaire	oui
La République de l'Inde	Régime présidentiel	République parlementaire fédérale	oui

Tableau 5 : Freedom house 2016 - Pays des Balkans

Source: Freedom house, Report 2016 [en ligne] https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2016.pdf

n°	Country	Political rights	Civil liberties	Agregate score	Freedom Status	Freedom of the Press 2015 Status
1	Albanie*	3	3	67	Partly Free	Partly Free
2	Serbie*	2	2	78	Free	Partly Free
3	Bosnie Herzégovine*	4	3	57	Partly Free	Partly Free
4	Slovénie*	1	1	92	Free	Free
5	Croatie*	1	2	87	Free	Partly Free
6	Grèce*	2	2	83	Free	Partly Free
7	Bulgarie*	2	2	80	Free	Partly Free
8	Monténégro*	3	3	70	Partly Free	Partly Free
9	Macédoine	4	3	57	Partly Free	Partly Free
10	Kosovo*	3	4	52	Partly Free	Partly Free

* Démocratie électorale

n°	Classement selon les scores
1	Slovénie
2	Croatie
3	Grèce
4	Bulgarie
5	Serbie
6	Monténégro
7	Albanie
8	Bosnie Herzégovine
8	Macédoine
9	Kosovo

Tableau 7 : Coalitions des partis politiques orientées religieusement

2015 (locale- chiffres nationaux)	Partis	%
Aleanca per Shqiperine Europiane- Alliance pour l'Albanie européenne		
Partia Demokristiane e Shqipërisë	PDK	1.30
Partia Aleanca Demokristiane e Shqipërisë	ADK	0.50
Partia Demokratike e Bashkimit Mysliman të Shqipërisë	PDBMSH	0.17
Jashtë Koalicionit- En dehors des coalitions		
Partia Demokristiane e Shqipërisë	PKD	0.6

	Parti Socialiste
	Parti Démocratique

2011 (locale- chiffres nationaux)	Partis	%
Aleanca për të Ardhmen- Alliance pour le futur		
« Partia Demokratike e Bashkimit Mysliman të Shqipërisë	PDBMSH	0.11
Partia Demokristiane e Shqipërisë	PDK	3.05
Aleanca për Qytetarin - Alliance pour le peuple		
Partia Aleanca Demokristiane e Shqipërisë	ADK	0.39
Jashtë Koalicionit- En dehors des coalitions		
Partia Demokristiane e Shqipërisë	PKD	0.03

Elections législatives de 2013	Partis	%
Alliance pour l'emploi la prospérité et l'intégration		
Partia Demokristiane e Shqipërisë	PKD	0.77
Aleanca per Shqiperine Europiane- Alliance pour l'Albanie européenne		
Partia Kristian Demokrate e Shqipërisë	PKDSH	0.46

Source : OSCE/ODIHR Election Observation & CEC

Tableau 8: Discours d'Edi Rama avec une thématique religieuse

n°	année	Mois	Sujet du discours en anglais	I	B	C	Ca	O	H
1	2014	Sept	Exhibition: Catholicism culture Pope Francis	x		x			<u>x</u>
2	2014	20-sept	Exhibition: museum // Faith the painful aspect of an Albanian miracle	x		x		x	<u>x</u>
3	2014	22-nov	Exposition: Bunk art a treasure of the collective memory	x					
4	2014	25-sept	Parliamentary session: Budget: We have overcome expectations	x	x				
5	2014	29-nov	Speech Liberation day (70th anniversary)			x			
6	2014	Dec	Reception for Ambassadors			x			<u>x</u>
7	2014	Jul	The government in 300 days			x			
8	2015	Oct	United Nations: Recognition of Kosovo a contribution			x			<u>x</u>
9	2015	Sept	Opening of the 28th International Conference Sant-Edigio			x			<u>x</u>
10	2015	Sept	United Nations Leaders' Summit on Countering ISIL and Violent Extremism	x		x	x		<u>x</u>
11	2015	15-avr	Speech for a movie "Reception" - Pop Francis in Albania	x		x			<u>x</u>
13	2015	15-oct	Speech at the parliament about national history			x		x	<u>x</u>
14	2015	19-oct	Speech 12th anniversary of Mother Teresa's beatification			x			<u>x</u>
15	2015	23-mars	"Meeting of the two governments, one land, one people "(Kosovo)						<u>x</u>
16	2015	25-mars	Albania meeting point of the artisans of peace: Assembly of the superiors of Regulars Catholics Orders	x	x	x		x	<u>x</u>
17	2015	29-sept	United we can win over violent extremism			x			<u>x</u>
18	2015	30-oct	Albanian economy and growth challenges	x		x			
19	2015	July	Speech Dinner Ramadan " the land of religious brotherhood"	x		x			x
20	2015	10 Dec	Albania an active part of NATO in keeping peace	x		x			<u>x</u>
21	2015	29-nov	Speech Liberation day: A call to fight for peace and civilization						<u>x</u>
22	2015	Dec	International conference Albania and Europe 25 years after the fall of communism			x			
23	2015	May	Regional security summit: Tragedy of Kumanovo			x			<u>x</u>
24	2016	April	Ceremony celebrating Prophet Muhammad's birth anniversary, organized by the Albanian Muslim Community:	x		x	x		x
Total				10	2	19	2	3	17

Source : <http://www.kryeministria.al/>

Erc Dont le discours avait pour objectif ou impliquait très certainement de parler de religion (10)

I= Islam ; B= Bektâchî ; C= Christianisme ; Ca= Catholiques ; O=Orthodoxes ; H= Harmonie/ Coexistence religieuse ; x= référence au Pape François

Figure 1 : Les partis politiques orientés religieusement

OZZANO.L. « The many faces of the political god: a typology of religiously oriented parties », Democratization, 2013 20:5, p. 812.

Table 1. Typology of religiously oriented parties.

	Conservative	Progressive	Nationalist	Fundamentalist	Camp
Ideology	Based on religious values but encompassing non-religious issues and concerns	Socially oriented, sometimes with a Marxist orientation	Religious nationalist, based on the idea of supremacy of the group	“Total integration” ideology based on a particular interpretation of a religious message	Flexible, pragmatic attitude with some core religious values
Attitude towards pluralism	Accepting	Accepting	Conflict	Conflict	Separation
Organizational model	Catch-all	Cadre with limited membership	Mass, based on militias mixed with other organizational units	Mass, charismatic, based on wide membership and/or religious networks	Organization largely supplied by the social group and its institutions
Relation with interest groups (IGs)	Pragmatic involvement with different kinds of IG (but strong quasi-familial relation with some)	Strong cooperation with trade unions and other civil society IGs	Often dominated by religious nationalist social movements	Relation of integration with some religious organizations/groups	Integration with non-associational IG
Social base	Cut across class, but stronger among rural, traditional, older and less educated people	Educated urban middle class	People living in areas with a high level of conflict; bourgeoisie feeling threatened by other communities	People living in rural areas and urban shantytowns	Cut across class, within a single ethno-religious group
Goals	Maximization of electoral support while preserving some core religious values	Promotion of issues related to social justice and civil rights	Opposition to competing ethno-religious groups	Total transformation of the political and legal systems according to a religious ideology.	Defence of core interests of an (ethno-)religious group within a pluralistic environment

Bibliographie

Ouvrages

- AUSTIN.R., « Chap 9 Greater Albania: the Albanian State and the questions of Kosovo », 1912-2001, in LAMPE.J, MAZOWER.M., *Ideologies and national identities*, CEU Press, 2006
- BERISHA.F., Nationalism in a Balkan nation : the development of Albanian nationalism and its standpoint today, Thesis, University of Oslo, 2007
- BATTISTELLA.D., *Un monde unidimensionnel*, SciencesPo. Les presses, 2011.
- BARNAVI. E., *Les religions meurtrières*, Flammarion, Paris, 2008
- BREUILLY.J., Nationalisme and the state, unviersity of Chicago, 1994,
- BIBERAJ. E., *The challenges of transition in Central and East European Politics from communism to democracy*, edited by WOLCHICK. S., CURR. J.L, 2011.
- CABANES.P.CABANES.B, *Passions albanaises de Berisha au Kosovo*, éditions odile jacob, 1999.
- CASTELLAN. G., *Albanie, Que sais-je ?*, 2ed., 1994.
- CASTELLAN.G., *Le monde des Balkans, poudrière ou zone de paix ?*, Thématique histoire, 1994.
- CATLY.C., « Au-delà des élections : repenser la stabilisation des États fragiles », in *États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstitution et développement*, chap. 7, sous la direction de CHATAIGNER.JM., MAGRO.H., Karthala, 2007
- CHAMPSEIX E., CHAMPSEIX.J-P., *L'Albanie ou la logique du désespoir*, La découverte enquêtes, 1992.
- CHEVRIER.J., « La spécification de la problématique », in GAUTHIER.B. (dir). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Presse de l'université de Québec, 5ed, 2009,
- CLAYER.N., *Aux origines du nationalisme albanais*, Karthala, 2007
- CLAYER.N., BOUGAREL., *Les musulmans de l'Europe du Sud-Est : des empires aux états balkaniques*, ISMM, Karthala, p. 239.
- CORM.G., *Pour une lecture profane des conflits : sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, Paris : La Découverte ; 2012
- DERENS.J-A., GESLIN.L., *Comprendre les Balkans : Histoire, sociétés, perspectives*, Non lieu, 2007.
- DERENS.J-A., DEVEIX P., LAUTHE.J.B., *La haine au nom de Dieu ?*, Le courrier des Balkans, novembre 2009.
- DERENS.J-A., *Balkans, la mosaïque brisée : frontières, territoires et identités*, éditions du cygne, 2008, 208 pages.
- DERRIENNIC.J-P., *Les guerres civiles*, Presse de sciences Po, 2001
- FRYE. T., « Presidents, Parliaments, and Democracy: Insights from the Post-Communist World » in REYNOLDS. A., *The architecture of democracy: constitutional design, conflict management, and democracy*, Oxford Press, 2002
- GAUTHIER. B. (dir). « Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données », Presse de l'université de Québec, 5ed, 2009
- GILLET.O., *Les Balkans : Religions Et Nationalisme*, Mythes Et Religions, Ousia, 2001

- HANSFORD.T. “Albania” in *Political handbook of the world 2015*, CQPRESS, 2015, p 16–26.
- HROCH.M.,” Real and constructed: the nature of the nation”, in HALL.J.A., *The state of the nation*, Cambridge, 1998
- HRORCH.M., *Why did they win? Preconditions for succesful national agitation*, BRNG-RBHC, XXXIV, 2004
- LEE. R. BEN SHITRIT. L., « Religion, Society, and politics in the Middle East », in LUST. E., *The middle east*, Sage Cqpress, 13ème éd, pp. 209- 245
- MACE. G., PETRY. F., *Guide d’élaboration d’un projet de recherche*, De Boeck université, Québec 2000, P.84.
- MATTHIESEN. T., *Sectarian Gulf: Bahrain, Saudi Arabia, and the arab spring that wasn’t*, Sandford university press, 2013.
- MUDRY.T., *Les guerres de religion dans les Balkans*, Ellipses, Paris, 2004.
- SELMA GREGG. H., *The Causes of Religious Wars: Holy Nations, Sacred Spaces, and Religious Revolutions*, thèse de doctorat en philosophie de sciences politiques, Massachusetts Institute of Technology, Février 2004
- SIGIVNON. M., *Les Balkans une géopolitique de la violence*, Belin, 2009
- VICKERS.M., PETTIFER. J. *Albania: from Anarchy to a Balkan idendity*, 2000,
- ZICKEL. R.E., IWASSKIW. W.R *Albania a country study/ Federal research devision*, Library of Congress” 2nd ed, 1992

Articles scientifiques

- ARSOVSKA.J., JAY.J., « Europe : la razzia des groupes albanais. », *Alternatives Internationales* 12/2010 (n° 49)
- BRUBAKER, R. «Ethnicity Without Groups», *Archives Européennes de sociologie*, Vol. 43, No. 2
- CALAME.J., *Texte traduit de l’anglais (États-Unis) par Richard Thomas*, « La ville divisée : les minorités hors les murs. », *Politique étrangère* 4/2010 (Hiver), p. 783-797.
- COLLIER.,P HOEFFLER.,A., “Greed and Grievance in civil war”, *oxford economic parpers*, vol.56, n ° 4, 2004
- CORM.G. « La Première Guerre mondiale et la balkanisation du Moyen-Orient », *Politique étrangère* 1/2014 (Printemps)
- De RAPPER.G., « Espace et religion : chrétiens et musulmans en Albanie du Sud », *Études balkaniques*, N 9, 2002, pp17-39.
- DEJAN.D., “Whose Myth? Which Nation? The Serbian Kosovo Myth Revisited” In: Janos M. Bak, Jörg Jarnut, Pierre Monnet and Bernd Schneidmueller, eds. *Uses and Abuses of the Middle Ages: 19th-21st Century*. 17 Munich : Wilhelm Fink, 2009
- DEUTSCH. R., « Ulster : une guerre de religions ? », *Cités* 2003/2 (n ° 14), p. 79–89.
- ENDRESEN. C., “The Nation and the Nun: Mother Teresa, Albania's Muslim Majority and the Secular State”, *Islam and Christian–Muslim Relations*, 2014
- FLYUBERG, “Five Misunderstandings About Case-Study Research”, *Qualitative Inquiry* April 2006, Vol 12, N ° 2

- FOX. J. « The Religious Wave: Religion and Domestic Conflict from 1960 to 2009” ,*Civil Wars*, Vol.14, No.2 (June 2012), pp.141–158
- FOX.J., « Religion et relations internationales : perceptions et réalités », *Politique étrangère* 2006/4 (Hiver), p. 1059-1071.
- FUGA.A, « L’imaginaire collectif sur l’Occident dans les pays post-communistes et le processus d’élargissement de l’espace communautaire», *Diogène* 2/2001 (n° 194), p. 73-82
- GARDE.P, “Le rôle des religions dans les conflits balkaniques”, *Cités* 2/2003 (n° 14)
- GJURAJ. T., ‘The inter-religious tolerance of the Albanian multi-religious society facts and misconceptions’, *European Scientific Journal*, April 2013 edition vol.9, n° 11,
- HUNTINGTON. S.P., *The Clash of Civilizations?*, Foreign Affairs, Vol. 72, No. 3 (Summer, 1993), pp. 22–49
- HROCH.M., *Why did they win? Preconditions for successful national agitation*, BTNG, 2004, XXXIV,4,
- KALYVAS. S. »Civil wars”, in Carles Boix and Susans C.Stikes, *The Oxford handbook of Comparative Politics*, Oxford, Oxford University Press,200, P 416–439
- KAUFMAN. S., “Symbolics Politics or Rational choice”, *International security*, vol.3, 2006.
- KOUTOUZIS. « Drogues à l’Est : logique de guerres et de marché ». In : *Politique étrangère*, n° 1 - 1995 - 60 année. pp. 233-244.
- LHOMEL.É. « Albanie 2002-2003. Toujours aussi fragile », *Le Courrier des pays de l’Est* 2003/6 (n° 1036-1037), p. 4-16.
- LHOMEL.É. « Albanie 2003-2004. Marasme politique et régression sociale », *Le Courrier des pays de l’Est* 2004/4 (n° 1044), p. 4-19.
- LHOMEL.É. « Albanie 2005-2006. Tenir le cap », *Le Courrier des pays de l’Est* 4/2006 (n° 1056), p. 164-179
- MACDONALD.D.B. « La Croatie : un exemple d’“épuration langagière” ? », *Raisons politiques* 2001/2 (no 2),
- MUELLER. J., “The banality of Ethnic war”, *International Security*, Vol.25, n° 1,2000.
- OBADIA.L, « Terminologie des sciences des religions et vocabulaire anthropologique. Retour sur l’abstrait et l’empirique dans le répertoire conceptuel », *Histoire, monde et cultures religieuses* 2/2013 (n° 26), p. 41-57
- OZZANO.L. » The many faces of the political god: a typology of religiously oriented parties,” *Democratization*, 2013 20:5
- PETER. A., « The Clandestine Political Economy of War and Peace in Bosnia”, *International studies Quarterly*, vol. 48,2004.
- PHILPOTT. D. » The challenge of september 11 to secularism in international relations” *World Politics*, Vol. 55, No. 1 (Oct., 2002), pp. 66-95
- REMOND.R, LESSAY.F., FLEURY.C, « Nouvelles guerres ? », *Cités* 2/2003 (n° 14), p. 107-118
- ROUX.M., « Où en est-on dans les Balkans ? ». *Hérodote* 4/2001 (N° 103), p. 92-101
- VERON.J-B, *La Somalie : cas d’école des États dits « faillis »*, *Politique étrangère* 1/2011 (Printemps), p. 45-57

- YOUNG.A., Religion and Society in Present-Day Albania, Journal of Contemporary Religion, Vol. 14, No. 1, 1999.
- ZARKA.Y.C., « Éditorial », *Cités*, 2/2003 (n° 14)

Entretiens

- Petoshati, Elida : Octobre 2015
Ambassadrice d'Albanie à Ottawa.
- Anonyme : Novembre 2015
Président d'un parti politique albanais.
- Zekkoli, Ramiz : Avril 2016
Président de la ligue démocratique des Albanais du Monde, fondée en 1997.
Président Comité nationale pour l'Europe.
Président de la communauté albanaise de Belgique.
- Dajet Beqiri : Avril 2016
Président du PUK (Parti de l'unité nationale albanais).

Autres documents :

Conférence Parlement Européen « Interreligious dialogue: the tool for conflict resolution », Janvier 2016

Retranscription des discours :

- Ali Zaimi, Vice-Président de la communauté musulmane d'Albanie
- Oded Wiener : Consultant du Grand Rabinat d'Israël sur interconfessionnalime et les affaires religieuses
- Alberto Quattrucci, Secrétaire général du peuple et des religions, Communauté de Saint Egidio
- Rabbi Finman, Député adjoint Rabbin d'Albanie
- Jan de Volder, Co-président de la chaire « Religion, conflit et paix », Université Catholique de Louvain, Communauté de Saint Egidio

Sitographie

Sites officiels

- CEC, Commission centrale électorale d'Albanie, URL : www.cec.org
- Fondation Robert Schuman, URL : <http://www.robert-schuman.eu/fr/>
- INSTAT, The Institute of statistic of Albania, URL: <http://www.instat.gov.al/en>
- Le courrier des Balkans, URL : www.lecourrierdesbalkans.com
- OSCE, Organization for Security and Co-operation in Europe URL : www.osce.org/

Rapports

- ALBANIA PROGRESS REPORT, Octobre 2014, Commission européenne, [en ligne] http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2014/20141008-albania-progress-report_en.pdf (Page consultée le 14 avril 2016)

- HUMAN RIGHT WATCH, « Human right in post-communist Albania », 1996, [en ligne] <https://www.hrw.org/reports/pdfs/a/albania/albania963.pdf>, (page consultée le 10 avril 2016)
- PEW RESEARCH CENTER, « Religious hostilities reach six-year high », 14 janvier 2014, [en ligne] <http://www.pewforum.org/2014/01/14/religious-hostilities-reach-six-year-high/> (page consultée le 10 avril 2016)
- FREEDOM HOUSE 2016 [en ligne] <https://freedomhouse.org>
- USCIRF, « Le rapport annuel de la Commission américaine sur la Liberté Religieuse Internationale », Avril 2015, [en ligne] <http://www.uscirf.gov/> (page consulté le 10 avril 2015)
- Id, Avril 2016, [en ligne] <http://www.uscirf.gov/> (page consulté le 10 avril 2015)
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL, Albania, 2015 [en ligne] http://www.transparency.org/country/#ALB_DataResearch_SurveysIndices, (page consultée le 20 septembre 2015)

Presses quotidiennes en ligne

- ARKIVA MEDIATIKE SHIPTARE., Mbërrin Demokracia Myslimane Shqiptare, partia më e re në Shqipëri [en ligne] <http://www.arkivalajmeve.com/Mberrin-Demokracia-Myslimane-Shqiptare-partia-me-e-re-ne-Shqiperi.176893/>, (page consultée le 28 avril 2016)
- ADRAOUI.M.A., « Les printemps arabes sont-ils le nouveau visage des guerres de religions ? », *Huffington post*, 11 septembre 2013, [en ligne] http://quebec.huffingtonpost.ca/mohamed-ali-adraoui/printemps-arabes-guerres-de-religion_b_3909006.html
- BADIE.B., Interview « Quel est le poids de la religion dans les relations internationales », *Le monde*, [en ligne], http://www.lemonde.fr/international/chat/2008/05/13/tibet-proche-orient-balkans-quel-est-le-poids-de-la-religion-en-relations-internationales_1044556_3210.html (page consultée le 10 avril 2015)
- KAPLAN. R., « Looking the world into the eye », *The atlantic.com*, Décembre 2001, [en ligne] <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2001/12/looking-the-world-in-the-eye/302354/> (page consultée le 1er avril)
- Le Monde, 15 septembre 2015, [en ligne] http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/09/15/origine-nombre-financement-l-etat-islamique-en-cinq-questions_4487306_3218.html
- LEWIS. B., « I'm Right, You're Wrong, Go To Hell », *the atlantic.com*, Mai 2003 [en ligne] <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2003/05/-im-right-youre-wrong-go-to-hell/302723/> (page consultée le 1^{er} avril 2015)
- LEWIS.B., « What went wrong », *the atlantic.com*, 1^{er} janvier 2002 [en ligne], <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2002/01/what-went-wrong/302387/> (page consultée le 1^{er} avril 2015)
- MANJANI.O., « Les minorités contestent les résultats du recensement », *Le courrier des Balkans*, 17 décembre 2012, [en ligne] <http://balkans.courriers.info/article21398.html> (page consultée le 13 avril 2015)
- NAUMOVSKI.J., « Provocations et marquage ethnique du territoire », *Le courrier des Balkans*, 7 novembre 2015, [en ligne] <https://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil->

[de-l-info/macedoine-le-proces-des-affrontements-de-kumanovo-pret-a-demarrer.html](#), page consultée le 25 mars 2016

- NORTON-TAYLOR.R., “Global armed conflict become more deadly, major study finds”, *The Guardian*, [en ligne] <http://www.theguardian.com/world/2015/may/20/armed-conflict-deaths-increase-syria-iraq-afghanistan-yemen> (page consultée le 21 janvier 2016)
- TANNER.,Marcus, Harliners nightmare : religious tolerance in only’s Europe majority muslim country », 31 mars 2015, [en ligne] <http://www.newsweek.com/2015/04/03/hardliners-nightmare-religious-tolerance-europes-only-majority-muslim-country-318212.html>, Page consultée le 1 avril 2015
- VERLUISE.P., Prochain élargissement de l’UE, 20 Janvier 2013, Diploweb, [en ligne] <http://www.diploweb.com/UE-Prochains-elandissements-De-l.html>, (Page consultée le 23 décembre 2014)
- VIKTINE.B, « La Serbie et le Kosovo normalisent leurs relations sous la pression de l’UE », *Le monde*, Décembre 2014, [en ligne] http://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2013/04/20/la-serbie-et-le-kosovo-normalisent-leurs-relations-sous-la-pression-de-l-ue_3163408_3214.html

Articles scientifiques en ligne :

- WANG. J, « Conflit de civilisations : fondement théorique et significations pratiques. Partie 1 », *Cultures & Conflits* [En ligne], 19-20 | automne-hiver 1995, mis en ligne le 04 mars 2003, <http://conflits.revues.org/892>, page consulté le 27 mars 2015.

Document en ligne

- AUBOUIN.J., ROUX.M., « Balkans ou péninsule balkanique », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], <http://www.universalis-edu.com/acces/bibl.ulaval.ca/encyclopedie/peninsule-balkanique/> (page consultée le 29 février 2016)
- CHEVRIER. M., Le choc des civilisations selon Huntington, [en ligne], http://agora.qc.ca/documents/civilisation--le_choc_des_civilisations_selon_samuel_p_huntington_par_marc_chevrier (page consultée le 10 avril 2015)
- Discours de Slobodan Milosevic, 28 juin 1989, BBC Translation : <http://emperors-clothes.com/milo/milosaid2.html>
- Documentation Française, Europe et Balkans, 2008 [en ligne] <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-balkans/historique.shtml>
- DORTIER.J-F., TESTOT.L., « Le retour du religieux, un phénomène mondial, » *Science humaines*, n° 160, mai 2015, [en ligne], http://www.scienceshumaines.com/le-retour-du-religieux-un-phenomene-mondial_fr_4912.html, page consultée le 20 mars 2016
- LAFONT.C-H., » Y a t-il une menace albanais ? », Janvier 2001, [en ligne] http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=178, (page consultée le 15 mars 2016)
- PERROT.O., « L’Albanie sur la route de l’Euro-Atlantique », 9 juin 2009 [en ligne] <http://www.diploweb.com/L-Albanie-sur-la-route-euro.html> (page consultée le 14 avril 2015)

Working papers

- JANO. D. « On parties and party system in Albania: what implications for democracy “, [en ligne], <https://ssrn.com/abstract=115407>, page consultée le 5 avril 2016
- DUMONT.G-F., ‘Le peuplement balkanique, un kaléidoscope géopolitique’, [en ligne] http://www.strategicsinternational.com/31_02.pdf, p. 28.
- Mellon initiative on religion across the disciplines , *Religion and international relations : a primer for research* , 2012, [en ligne] <http://rmellon.nd.edu/working-groups/international-relations-and-religion/>, (page consultée le 6 avril 2016), pp. 2-186
- NORRIS. P., INGLEHART. R., ‘Islam and the west: testing the clash of civilization thesis’, 2002, [en ligne] https://www.academia.edu/9275097/Islam_and_the_West_Testing_the_Clash_of_Civilizations_Thesis
- WILMART.M., « La religion de l’Albanais est l’Albanité : Indifférence, tolérance et identité nationale », Première version d’un article paru sous le titre ‘Indifférence, tolérance et albanité’ dans Le Courrier des pays de l’Est, n° 1067, 2008, p. 72-76, 19 octobre 2009, [en ligne] <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00425028>, page consultée le 20 octobre 2014.